

Banque Mondiale

**Identification de solutions pilotes pour la
gestion des déchets ménagers à l'échelle
communautaire**



RAPPORT DE BENCHMARK

3 août 2020

Titre : Rapport de benchmark - Identification de solutions pilote pour la gestion des déchets dans les quartiers du PRODUIR

Statut du rapport : Version draft

Client : Banque Mondiale

Consultant : Hydroconseil – Urbaconsulting - ARAFA

Démarrage du contrat : Février 2020

Date de soumission du présent document : 3 août 2020 (version électronique)

Personnes ayant contribué à l'écriture du rapport (par ordre alphabétique) : Audrey Crocker, Marie-Pierre Lalaude-Labayle, Lise-Ella Llansó, Léonie Mandanirina, Maryse Ratsimamitaka

Coordination, édition et assurance qualité : Des commentaires ou questions sur ce rapport ? Écrire à: crocker@urbaconsulting.com

TABLE DES MATIERES

- INTRODUCTION [Page 4](#)
- LISTE DES PROJETS [Page 7](#)
- GLOSSAIRE [Page 8](#)
- AXE 1 : Un environnement favorable [Page 9](#)
- INTERCALAIRE 1 : Delivering a Climate-Resilient SWM Services in Greater Monrovia, Liberia through Community Based Enterprises (CBEs) [Page 15](#)
- AXE 2 : L'organisation [Page 18](#)
- INTERCALAIRE 2 - Projet pilote de valorisation des déchets organiques et des boues de vidange [Page 23](#)
- AXE 3 : Le financement [Page 26](#)
- INTERCALAIRE 3 - Mise en place de la pré-collecte des déchets dans le bidonville de Bhashantek [Page 31](#)
- AXE 4 : Les usagers [Page 34](#)
- INTERCALAIRE 4 - Projet Surabaya Green & Clean [Page 38](#)
- AXE 5 : Les aménagements physiques [Page 40](#)
- CONCLUSION [Page 43](#)
- ANNEXE 1 : Bibliographie..... [Page 46](#)
- ANNEXE 2 : Fiches projets Madagascar [Page 47](#)

INTRODUCTION

Le projet de développement urbain intégré et de résilience (PRODUIR) vise à améliorer la résilience climatique et les conditions de vie urbaines dans les quartiers les plus vulnérables du Grand Antananarivo. Ce Programme piloté par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics (MATP) et financé par la Banque Mondiale s'articule autour de 4 composantes :

- ❖ La restructuration urbaine des quartiers,
- ❖ L'amélioration du drainage et la réduction des inondations par l'utilisation d'infrastructures vertes,
- ❖ L'amélioration de la gestion des déchets,
- ❖ Le dialogue politique.

En Février 2020, notre groupement, Hydroconseil - Urbaconsulting - ARAFA, a été sélectionné pour réaliser l'étude relative à la gestion des déchets. Cette étude, menée en parallèle de celle relative à la mise en place d'infrastructures vertes à Antananarivo, a pour objectif d'identifier puis de concevoir des projets pilotes à base communautaire, permettant de réduire la pression exercée par l'accumulation des déchets sur les infrastructures de drainage existantes mais aussi, plus largement, d'améliorer les conditions de vie des riverains des quartiers PRODUIR.

Le présent rapport présente le travail réalisé dans le cadre de l'activité « Benchmark international et national » des initiatives de gestion des déchets à une échelle micro-locale (quartier). Nous présentons ici les projets qui nous semblent pertinents à utiliser dans le cadre d'une discussion avec les acteurs institutionnels locaux d'une part et les habitants de la zone PRODUIR d'autre part.

> Méthodologie <

Le benchmark a été organisé en deux phases.

Dans un premier temps, un appel à contribution a été lancé auprès de consultants individuels, de partenaires techniques, d'organisations, de bailleurs, etc. de notre réseau. Une première matrice d'information basique leur a été envoyée afin d'identifier les expériences pertinentes à investiguer. Des recherches internet ont complété cette première consultation (articles de recherche ou journalistiques, vidéos, etc.). **Cette première phase a permis de rassembler 70 lignes matricielles.**

Dans un second temps, et sur la base de ces retours, nous avons sélectionné **une quarantaine de projets** qui nous semblaient pertinents à investiguer. Le choix de ces projets a tenu compte de plusieurs caractéristiques telles que la zone d'intervention (quartiers à faible revenu, zone de bas-fonds, etc.), la qualité et la quantité d'informations récoltées, la variété des thématiques abordées pour pouvoir couvrir tous nos axes de recherche, etc. Des invitations pour des entretiens ont ensuite été envoyées aux personnes contacts de ces projets et nous avons eu la chance de nous entretenir avec certaines d'entre elles:

- **A l'international:** nous avons pu réaliser des entretiens avec 11 personnes/entités et collecter auprès de 3 autres des retours par mail, **soit un total de 14 entretiens.**
- **A Madagascar:** nous avons pu réaliser des entretiens avec 4 personnes/entités et collecter auprès de 8 autres des retours par mail, **soit un total de 12 entretiens.**

-> Les répondants sont des consultants individuels, des petites entreprises privées, des ONG, des bailleurs internationaux ou encore des intercommunalités.

Enfin, en ce qui concerne les personnes contactées et/ou interviewées, il est important de relever que :

- quelques personnes ont pu nous parler de plusieurs projets lors d'un seul entretien, et
- que certains exemples sont tirés de notre propre expérience professionnelle.

INTRODUCTION

> Quels éléments investigués ? <

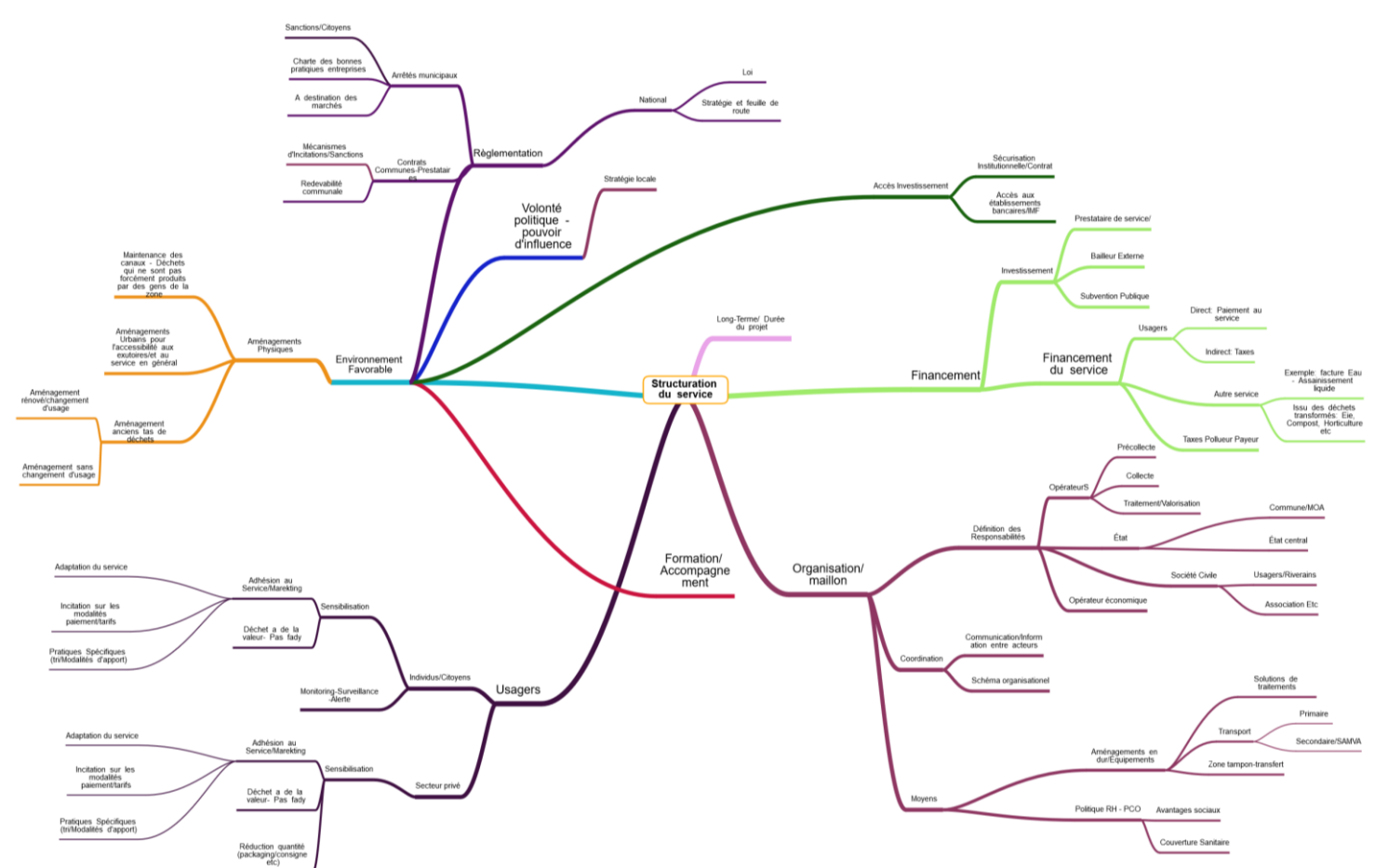
Le schéma ci-dessous représente les différents axes et sous-axes qui participent à la structuration et au fonctionnement pérenne de la filière déchets. Il a été à la base de l'organisation des informations collectées dans le cadre du Benchmark.

La structuration du service y est placée au centre: penser la structuration du service permet de dépasser la logique « projet » et d'identifier l'ensemble des maillons qu'il est nécessaire d'activer afin de faire fonctionner durablement l'ensemble du secteur et à toutes les échelles.

Partant de ce noyau dur, 5 grands axes sont ensuite représentés. Chacun d'entre eux forme, selon nous, une composante majeure du service déchets:

- ❖ Axe 1 : Environnement favorable
- ❖ Axe 2 : Organisation
- ❖ Axe 3 : Financement
- ❖ Axe 4 : Usagers
- ❖ Axe 5 : Aménagements urbains

Le rapport de benchmark est organisé en suivant ces 5 axes. Toutes les composantes de ces axes, également listées sur le schéma, ne sont pas pour autant détaillées dans le cadre de ce rapport. En effet, si certaines d'entre-elles concourent au bon fonctionnement de la filière, elles ne pourront néanmoins pas être abordées dans le cadre d'un projet à base communautaire (ex : la réglementation nationale, la taxe pollueur-payeur, etc). Nous avons donc pris le parti de ne pas les investiguer.



INTRODUCTION

> Structuration du rapport <

En plus des 5 axes, ce rapport dresse également un portrait plus détaillé de quatre projets internationaux et d'une quinzaine de projets mis en place à Madagascar. Ces fiches permettent de revenir sur la genèse et la mise en place du projet concerné ainsi que sur le contexte en présence. En effet, il s'agit de donner au lecteur davantage de clés de compréhension pour mieux saisir les facteurs ayant participé à la réussite du projet ou au contraire, ceux ayant joué en sa défaveur. Elles permettent également d'illustrer les projets et de mettre en lumière quelques chiffres.

Faire ce travail pour les projets menés à Madagascar était essentiel afin de faire ressortir les éléments de contexte, facilitants ou bloquants, puisqu'il est fort probable que les projets pilotes devant naître de notre prestation feront face à des caractéristiques de terrain similaires. Par ailleurs, nous avons également fait le choix de mettre en avant quatre projets internationaux, en prenant en compte :

- Leur géographie (deux en Asie, deux en Afrique);
- La diversité des thématiques abordées en évitant de présenter des projets traitant du même sujet;
- La précision des informations disponibles.

Le positionnement des fiches projets dans ce rapport doit être perçu comme des « intercalaires » entre chacun des axes, et non comme une suite logique de l'axe auquel il succède.

> Point d'attention <

Le travail réalisé dans le cadre du benchmark a permis d'obtenir des informations sur un large panel de projets mis en place dans des contextes variés. Sur la base des situations identifiées à l'international ou à Madagascar, nous avons retenu les projets jugés les plus intéressants à mettre en lumière en revenant sur leurs modalités de mise en place, leurs objectifs et résultats, ainsi que les succès et les obstacles rencontrés.

Si ce travail a effectivement été riche en enseignements, il est important de rappeler que les éléments mis en avant dans ce rapport doivent être re-contextualisés et largement discutés sur le plan sociologique avec les institutions malgaches et les habitants :

- ce qui a fonctionné dans un pays ou même une ville peut, pour diverses raisons, ne pas être adapté au contexte d'Antananarivo;
- les éléments marquants doivent nécessairement s'insérer dans la logique communautaire existante.

Nous avons donc cherché à mettre en parallèle les éléments collectés à l'international et les éléments de capitalisation issus des projets réalisés à Madagascar. Les éléments conclusifs du présent rapport seront mis en discussion au regard des constats élaborés dans le cadre du rapport de diagnostic, réalisé en parallèle du travail de benchmark.

La complémentarité de ces deux activités doit permettre d'imaginer de véritables solutions pour améliorer la gestion des déchets dans les quartiers ciblés, tout en plaçant les riverains au cœur de la réflexion.

LISTE DES PROJETS

INTERNATIONAL (17)

- Bangladesh, Mise en place pré-collecte dans le bidonville de Bhashantek, Eau&Vie
- Cambodge, Etude Battambang, GRET
- Cameroun, Campagnes d'IEC dans le cadre du Projet d'Assainissement dans la ville de Yaoundé - Phase 2 (PADY2), Hydroconseil
- Congo Brazzaville, FILIPA, GRET
- Ghana, SafiSana, SafiSana
- Haïti, AT à la mairie du Cap-Haïtien et à l'AITOM pour la mise en place d'un service de gestion des déchets, Hydroconseil
- Haïti, Evaluation finale du projet de gestion des déchets solides Jefakaf, Hydroconseil
- Indonésie, Surabaya Green & Clean, Municipalité de Surabaya
- La Réunion (France), Band Cochon, Plateforme citoyenne
- Liberia, Delivering a Climate-Resilient Solid Waste Management Services in Greater Monrovia, Liberia through Community Based Enterprises, Cities Alliance
- Mozambique, Monitoria Participativa (MOPA), Banque Mondiale
- Myanmar, Rosamur Déchets Magway, GRET
- Nigeria, Wecyclers, Wecyclers
- Philippines, Zero Waste Philippines – San Fernando, Mother Earth Foundation
- Tchad, Projet de lutte contre les inondations à Moundou, GRET
- Togo, Africompost Togo, ENPro Togo
- Zambie, Projet pilote de valorisation des déchets organiques et boues de vidange, Bioéco

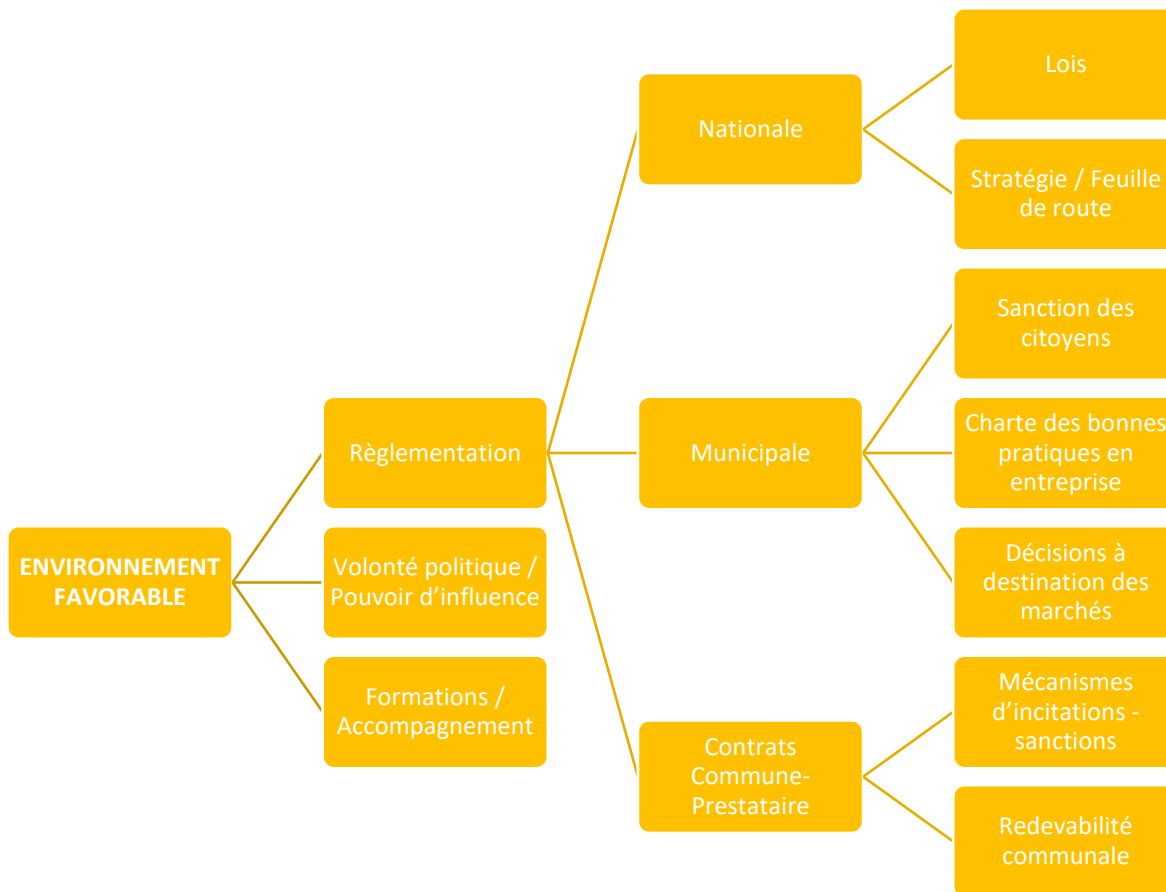
MADAGASCAR (17)

- Amabtondrakaza, Mise en place de la collecte et du traitement par compostage des déchets, Commune d' Amabtondrakaza/ Département d'Ille et Vilaine 35
- Ambohimambola, Station de collecte et de traitement des déchets, Association TAFITA
- Antananarivo, ALISOTA (Assainissement liquide et solide concerté et durable dans 3 communes périphériques d'Antananarivo), GRET/Gevalor/Association Diontolo/Madacompost
- Antananarivo, DAQP I, Miarintsoa, AGETIPA
- Antananarivo, DAQP II (ou LALANKELY II), M2PATE/ENDA OI/SAF FJKM/Association Miarintsoa/AGETIPA
- Antananarivo, DAQP III (ou LALANKELY III), CUA/M2PATE
- Antananarivo, FAKOTANA, Volontaires de Quartiers, KIFMO, RF2, CUA
- Antananarivo, FAMAFa ou PAIU (Projet d'Assainissement Innovant en Milieu Urbain), CUA/CARE/WSUP/Association FIOMBONANA
- Antananarivo, FANAVOTANA, FANAINGA/Fondation TELMA/ONG Green N'Kool/Association Teach For Madagascar
- Antananarivo, GASY MADIO Service De Collecte D'ordures Ménagères, Le Relais de Madagascar, Commune Urbaine de Fianarantsoa
- Antananarivo, Implication des acteurs locaux à la gestion et valorisation des déchets en vue de contribuer à l'économie circulaire, ONG EDEN Madagascar
- Antananarivo, Recyclage de plastiques, Association Mihari'soa/Fondation TANY MEVA/UE
- Mahajanga, Madacompost, Commune Urbaine de Mahajanga/Gevalor/Fondation Goodplanet IRCOD/ENDA OI/ETC Terra
- Maevatanana, SA.FA.MA (Service d'assainissement durable), SA.FA.MA
- Toliara, GREENTSIKA, WHH/START APPS/Orange Fab Madagascar/P4H/Tsaradia/PAM/ONG Bel Avenir/Blue ventures/Commune Urbaine de Toliara
- Toliara, PASSAT I, WHH/Commune Urbaine Toliara/ Madacompost
- Toliara, PASSAT II, WHH/Commune Urbaine Toliara/ Madacompost

GLOSSAIRE

- **ADEME** : Agence de la Transition Ecologique
- **ASVP** : Agent de Surveillance de la Voie Publique (France)
- **BIE** : Brigade Intercommunale de l'Environnement
- **BTP** : Bâtiment et Travaux Publics
- **CBEs** : Community-Based Enterprises (Greater Monrovia)
- **CET** : Centre d'Enfouissement Technique
- **CSC** : Community Score Cards
- **CTVD**: Centre de Traitement et de Valorisation des Déchets
- **CUA** : Communauté Urbaine d'Antananarivo
- **EPI** : Equipements de Protection Individuelle
- **EPCI** : Etablissement Public de Coopération intercommunale (France)
- **GDS** : Gestion des Déchets Solides
- **GICOD** : Gestion Inclusive et Concertée des Déchets (Dolisie)
- **IEC** : Information Education Communication
- **MFR** : Maisons Familiales Rurales (Madagascar)
- **MOPA** : MOnitoria PArticipativa (Maputo)
- **MRF** : Material Recovery Facility (San Fernando)
- **OCB** : Organisation Communautaire de Base (Port-au-Prince)
- **OPC** : Opérateurs de Pré-Collecte
- **PADY** : Projet d'Assainissement de Yaoundé
- **SB** : Sistema Biobolsa
- **TDC** : Township Development Committe (Magway)
- **VCS** : Verified Carbon Standard
- **WB** : Waste Bank (Surabaya)
- **WtE** : Waste to Energy

AXE 1 : UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE



RÈGLEMENTATION MUNICIPALE

Les lois et stratégies nationales délimitent un cadre d'action, indispensable pour guider les politiques locales et les faire s'aligner avec la feuille de route prévue pour le territoire national. En 2000, **les Philippines** ont adopté l'Ecological SWM Act, rendant le tri à la source obligatoire et permettant une gestion décentralisée des déchets. Ce choix politique national fort a permis à de nombreux projets de voir le jour, tel que Zero Waste Philippines mené dans environ dix villes du pays. Les initiatives sont mises en place à l'échelle des « barangays », unité administrative comparable à un quartier. A San Fernando, chacun des 35 barangay que compte la ville doit avoir une Material Recovery Facility (MRF), infrastructure permettant de valoriser les déchets récupérés (organiques, matériaux recyclables, etc). Les ménages ont quant à eux l'obligation de trier leurs ordures ménagères à la source. Les barangays paient ensuite des collecteurs pour qu'ils passent dans chaque habitation récupérer les déchets et les emmener aux MRF pour valorisation. -> *Les prises de décision à l'échelle nationale facilitent la naissance d'initiatives locales et doivent permettre une gestion décentralisée des déchets -ici à l'échelle du quartier-, approche qui semble la plus pertinente pour le secteur.*

Charte des bonnes pratiques en entreprise

Même si les cas étudiés n'ont mis en lumière aucune pratique spécifique à destination des entreprises productrices de déchets, quelques idées méritent d'être évoquées. Dans le cadre du projet Zero Waste **Philippines**, le recyclage du plastique est en place et les actions mises en place dans la ville de San Fernando ont porté leurs fruits. Cependant, les ONG qui luttent pour la préservation de l'environnement s'attachent à souligner qu'aucune solution n'existe actuellement pour les plastiques à usage unique et que c'est donc aux multinationales (Nestlé, Unilever Coca-Cola) qui les produisent de changer leur business model, de trouver des alternatives pour régler la question. On peut ainsi imaginer que le conditionnement dans des bouteilles en verre et par conséquent, la pratique de consigne soit incitée par les gouvernements pour remplacer les bouteilles en plastique. **En Indonésie**, la fondation Unilever a financé la mise en place des Waste Banks ([voir fiche projet](#)) de Surabaya. Or, certaines pratiques peuvent être perçues comme du « green washing » par la société civile. Selon un rapport publié par l'ONG Rain Forest Action Network en 2019, dans ce cas précis, on peut en effet y voir une manière pour Unilever de se racheter une image de « marque eco-friendly » alors que ses activités parallèles sont par ailleurs largement responsables de la déforestation massive qui touche l'île de Sumatra dans l'ouest indonésien.

RÈGLEMENTATION MUNICIPALE (SUITE)

Sanction des citoyens

Dans les cas/projets étudiés, il n'existe pas (toujours) de politique répressive, et des mécanismes de suivi suffisants pour la faire appliquer, envers les citoyens que ce soit pour des incivilités ou pour le non-paiement d'un service de gestion des déchets. **Au Libéria**, les entrepreneurs de pré-collecte sont très demandeurs d'une politique coercitive qui obligerait les ménages à adhérer à leur service sous peine d'amendes, et découlerait donc sur une amélioration notable de la propreté de l'environnement mais également de la santé financière de leur business. Dans cette perspective, l'association des entrepreneurs de pré-collecte (NACOBÉ) pousse les mairies de Monrovia et de Paynesville, qui forment le Grand Monrovia, à prendre leur rôle plus à cœur et à ainsi mettre en place une réelle politique coercitive envers les usagers pour les obliger à adhérer et à payer ce service. Cependant, les divers désaccords qui opposent ces acteurs ralentissent le dialogue et donc, l'amélioration de la gestion des déchets dans la ville. A Yaoundé **au Cameroun**, ce sont les habitants eux-mêmes qui appuient cette demande de mise en place d'un système coercitif, sans quoi ils estiment impossible l'adoption des bonnes pratiques par toute la population. Cette demande est principalement émise auprès des animateurs, travaillant dans le cadre du PADY2, et en charge de la sensibilisation des populations aux bonnes pratiques en matière d'assainissement. Il semblerait donc que l'efficacité des canaux traditionnels de communication au sein des quartiers (élus, chefs de quartiers) est limitée, poussant donc les habitants à s'adresser à ce qu'ils perçoivent comme des représentants de la mairie de la communauté urbaine de Yaoundé. La politique de sanctions, c'est le choix qu'a fait la ville de Battambang **au Cambodge**, de manière très pédagogique en suivant l'approche de la « carotte et du bâton ». Tout d'abord, la ville a sensibilisé les habitants puis après quelques années, est passée à une logique plus stricte en 2014, pour les habitants ne respectant pas les règles de salubrité publique. La loi cambodgienne de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles fixe les pénalités à appliquer en cas de délits liés à la gestion des déchets solides, comme le fait de jeter des déchets, de les brûler, etc.). Selon leur gravité, les amendes s'élèvent de 500 000 à 50 millions de riel (de 100 à 10 000 euros) et peuvent aller jusqu'à l'emprisonnement. Cependant, les responsabilités ne sont pas claires : qui délivre l'amende ? Qui la perçoit ? En l'absence de directives claires, les autorités n'agissent en réalité que très peu. En d'autres termes, on voit donc ici que si le cadre est indispensable, il doit également mettre en lumière à qui revient ce pouvoir et la municipalité doit également lui donner les moyens de faire appliquer la loi.

A **la Réunion (France)**, la CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires) a été le premier Etablissement Public de Coopération intercommunale (EPCI) français à mettre en place une brigade intercommunale de l'environnement (BIE) en 2017. Opérant sur toute l'île, cette brigade est en charge de verbaliser les citoyens ne respectant pas le règlement de collecte. Les actions répressives mises en œuvre par les agents de la BIE sont uniquement financières. La verbalisation est forfaitaire : elle est « minorée » par rapport au code pénal puis majorée en cas de dépassement des délais. Le montant peut ainsi s'élever de 35€ à 375€. La verbalisation est prise en charge par un service dédié de l'intercommunalité, des agents de catégorie C, assermentés en tant qu'agents de surveillance de la voie publique (ASVP). Les amendes sont délivrées de manière électronique. Cette possibilité de verbaliser résulte d'un transfert de pouvoir de police spéciale et non d'un transfert de compétence. Il arrive en effet qu'une compétence soit transférée sans le pouvoir qui permet de la réglementer. Cela a été le cas pour la collecte des déchets ménagers (compétence transférée aux EPCI, initialement sans le pouvoir de police spéciale correspondant) jusqu'à l'édiction de certaines lois et plus particulièrement la loi MAPTAM qui a permis le transfert automatique de certains pouvoirs des Maires vers les Présidents d'EPCI (dont le pouvoir de police spéciale « collecte des déchets »), sauf opposition des maires. C'est pourquoi aujourd'hui, l'un des maires des 6 communes membres de la CIVIS a décidé de garder son pouvoir de police spéciale. La brigade ne peut donc pas intervenir sur son territoire.

-> Même si la capacité à payer des ménages est souvent faible, il est indispensable de mettre en place des arrêtés communaux qui obligent les ménages à payer leur taxe/redevance ordures ménagères, sans quoi la viabilité du service ne peut être assurée. Par ailleurs, le cadre réglementaire peut avoir un impact limité s'il existe un flou entourant le partage des responsabilités relatives aux sanctions. Afin d'avoir une efficacité maximale, il est également important d'associer la politique de répression (arrêtés, verbalisation) à des activités de sensibilisation qui accompagnent le changement des comportements.

RÈGLEMENTATION MUNICIPALE (SUITE)

Décision à destination des marchés

Les marchés sont bien souvent des poumons économiques dans les villes et ont la particularité de concentrer une large part de déchets organiques, faciles à trier et à valoriser. Il semble donc très pertinent d'y mettre en place une réglementation spécifique, puisque l'impact à l'échelle d'une ville peut être élevé. **A Battambang au Cambodge**, les vendeurs paient les gestionnaires du marché pour avoir un étal, prix qui inclut une redevance sur les déchets. Puis le marché paie le collecteur de déchets. À part le paiement de la redevance, aucune autre mesure d'exécution n'est mise en œuvre. Par ailleurs, une étude technique menée entre 2018 et 2019 a montré que l'unité de compostage de Battambang produisait un compost assez déséquilibré (trop forte concentration de matières azotées pour un manque de matières carbone) : une des recommandations proposées était de récupérer les noix de coco dont regorgent les marchés de la ville, et les utiliser pour augmenter la qualité du compost produit.

Le projet Rosamur actuellement en cours dans la ville de Magway (75 000 habitants) **au Myanmar** dispose d'un axe spécialement dédié aux marchés. En effet, l'étude de caractérisation menée en amont du projet a montré que c'étaient les lieux où non seulement il y avait la plus forte concentration en matière organique mais également où les déchets étaient les moins mélangés. Un travail de concertation avec les vendeurs et les responsables des marchés est donc actuellement en cours et les travaux de construction de la plateforme de compostage, censée accueillir 1 500 tonnes de déchets organiques par an, débuteront une fois la crise sanitaire du Covid-19 passée. Cette plateforme accueillera les déchets des marchés qui seront triés à deux reprises : une première fois par les marchands pour séparer la matière organique du reste, grâce à la mise en place de bennes spécifiques et de consignes adaptées puis, une seconde fois, au niveau de la plateforme de compostage pour enlever des indésirables qui auraient été mal triés au premier tri mais également pour corriger le rapport carbone / azote (C/N) et rajouter des matières manquantes si besoin, pour obtenir un compost équilibré. A ce stade, l'auto-financement du fonctionnement de la plateforme n'est pas suffisamment défini. Plusieurs pistes sont explorées : le Township Development Committe (TDC) de Magway s'est engagé à couvrir une partie des frais de gestion de l'unité à partir de son budget. Le service de gestion des déchets sur les marchés bénéficie déjà d'un apport puisque les marchands doivent payer une taxe pour avoir une place sur le marché, taxe qui comprend le service des déchets. En cas de non-paiement, la sanction peut aller jusqu'à l'exclusion du marché.

En Haïti, les marchés représentent un fort enjeu de gestion et surtout de revenus. Les marchandes négocient leur place chères pour des durées variables. Il faut ici faire la distinction entre un stand qui s'installe quotidiennement et un stand qui sera occupé nuit et jour pendant plusieurs jours car la personne en charge vient de loin et attend de vendre l'intégralité de ses produits avant de repartir. La gestion des déchets fait donc face à des profils très différents de marchandes, qui n'ont pas les mêmes leviers de motivation. Au Cap Haïtien et à Limonade, la création d'une plateforme de compostage a augmenté la demande en déchets organiques triés, or les marchés de ces villes sont des fournisseurs en or. Le projet de mise en place d'une GDS avec tri au niveau des marchés a donc été discuté avec les gestionnaires des marchés et le but était de se caler autant que possible avec le système actuel, en l'améliorant. Ainsi, il a été décidé que les déchets devaient rester un service inclus dans les tarifs de placement : un stand permet d'accéder à une certaine clientèle mais aussi à un certain nombre de services. Enfin, les infrastructures, les équipements et l'organisation des tournées ont été pensés pour faciliter l'obtention d'un « tri à la source » : ce tri étant bien souvent effectué par les marchandes, le projet s'est donc surtout concentré sur les étapes de pré-collecte et de stockage pour éviter que les déchets triés ne se retrouvent mélangés par la suite. Au vu de l'enjeu économique présent dans les marchés, quelques rivalités ont vu le jour entre les services techniques et les gestionnaires de marchés, mettant en péril les initiatives prises. En effet, l'interdépendance entre le système interne au marché et le système de collecte et traitement de la ville requiert une entente formelle.

-> Les marchés sont le lieu idéal pour lancer une activité de compostage car ils regorgent de matières organiques, très peu mélangées à d'autres types de déchets. Si le modèle économique et social fonctionne (viabilité, intérêt des marchands et des habitants), l'on peut ensuite imaginer un élargissement de la pratique dans la ville (ménages, autres lieux publics, etc).

CONTRATS COMMUNE-PRESTATAIRE

A Owando **au Congo Brazzaville**, une étude menée entre 2017 et 2018 dans le cadre de l'élaboration de schémas directeurs d'assainissement et de gestion des déchets a permis de mettre en lumière la dynamique locale existante en matière de pré-collecte et collecte des déchets. L'une des recommandations était donc de s'appuyer sur l'existant et de travailler à viabiliser les activités afin d'étendre le service dans la ville et d'améliorer sa qualité. Pour arriver à cet objectif, l'une des recommandations alors émises était de mettre en place un contrat entre les opérateurs de services et la mairie. Ce contrat doit être gagnant-gagnant car il doit d'une part assurer une formalisation et des avantages aux opérateurs et d'autre part, de permettre à la mairie de poser sur le papier les attentes qu'elle a par rapport aux objectifs de ce service. En effet, la commune doit prendre son rôle de maître d'ouvrage à cœur en pilotant les activités de l'entité à laquelle elle délègue la gestion du service public concerné. En d'autres termes, même si la commune ne prend pas en charge la collecte des déchets, elle doit pouvoir gérer la structure qui le fait et si besoin, réorienter certains points afin de s'assurer que le service est de qualité. Dans la ville des Cayes **en Haïti**, la commune avait donné des tricycles à des associations en charge de la pré-collecte sans pour autant opérer un suivi de leur travail par la suite. Or, une commune-prestataire ne peut pas se limiter à fournir des équipements. Elle doit également vérifier que les opérateurs à qui elle délègue la prise en charge d'un service public assurent un travail de qualité.

De la même manière, la commune a également des devoirs envers les prestataires de service qui sont l'appui à leurs activités. **Au Ghana**, le prestataire de service SafiSana a dû faire face, seul, à l'augmentation des prix payés pour récupérer des déchets et des boues de vidange, matières premières de leur business. Les autorités communales auraient pu intervenir en faveur de l'opérateur pour fixer des plafonds ou bien calmer le jeu entre lui et les fournisseurs de matières premières mais cela n'a pas été le cas. Il est d'ailleurs fréquent d'observer un manque d'appui des opérateurs de service de la part des communes voire même une politique allant à l'encontre des prestataires. **Au Libéria**, au lieu de mettre en avant et valoriser le travail des opérateurs de pré-collecte, les mairies du Grand Monrovia menaient une communication presque anti-prestataires en mettant en avant les aspects négatifs de leur travail plutôt que de les appuyer à améliorer leur activité en leur donnant les moyens nécessaires.

-> Recruter un prestataire de services par appels d'offres peut ainsi permettre d'intégrer une certaine concurrence entre les différentes structures intéressées, les poussant ainsi à proposer un service qui soit le plus qualitatif possible. La commune peut ainsi garder un certains contrôle sur les activités que le prestataire réalise et les réorienter si besoin.

FORMATIONS / ACCOMPAGNEMENT

La formation de l'ensemble des acteurs de la gestion des déchets est également l'autre pilier de la viabilité du service dans le temps. Le projet FILIPA mené **au Congo Brazzaville** pendant près de 3 ans a permis de formaliser et former les acteurs du secteur. Dans un premier temps, les Opérateurs de Pré-Collecte (OPC) existant sur le territoire ont été invités à se rendre en mairie pour se faire recenser et en échange, ont reçu une autorisation d'exercer. Sur les 350 OPC que comptait la ville, 250 ont fait cette démarche. Les cent restants sont souvent marginalisés, analphabètes et ont beaucoup de méfiance vis-à-vis des autorités. Ce sont parfois aussi des ressortissants étrangers (RDC, Centrafrique) qui ne veulent pas qu'on les reconnaisse, de peur de se faire expulser. Puis, des formations ont été proposées à la fois aux OPC, pour développer leur activité sur les plans technique, organisationnel, financier, etc mais également aux chefs de quartiers pour qu'ils sachent mieux identifier les leviers à utiliser pour promouvoir le service auprès des populations. Ensuite, une stratégie de promotion du service a été mise en place dans la ville (clips vidéos, mascotte, T-shirts, etc) et des Equipements de Protection Individuelle (EPI) ont été gratuitement distribués aux OPC non seulement pour assurer leur sécurité mais également pour que les populations les identifient plus facilement. Enfin, en 2019 une association des OPC a été créée pour mieux les représenter et ces derniers ont tous été officiellement reconnus par les autorités locales. Cette reconnaissance institutionnelle a été la validation d'une délibération municipale et donc politique contrairement à l'autorisation d'exercer, reçue au début du projet, qui était davantage une reconnaissance du projet et des services techniques municipaux qui les avaient mis en place, presque indépendamment du conseil municipal. Ce projet illustre parfaitement le travail de longue haleine et de formation/sensibilisation avec tous les acteurs qu'il est nécessaire d'impulser pour viabiliser un service de déchets. **Au Libéria**, le programme mené par Cities Alliance a lui aussi permis de proposer des formations aux entrepreneurs de pré-collecte, afin de renforcer leurs capacités financières, techniques et organisationnelles et ainsi viabiliser leur activité ([cf. fiche projet](#)).

VOLONTÉ POLITIQUE

La volonté politique des autorités locales voire nationales est indispensable à la réussite d'un projet pilote. Cet appui peut se traduire par des politiques publiques incitatives et par un financement des activités comme à San Fernando **aux Philippines** (cf. [paragraphe réglementation municipale](#)) ou bien par d'autres actions, dont certaines sont explicitées ci-dessous).

La disponibilité du foncier est par exemple l'un des enjeux majeurs d'un projet pilote visant à la mise en place d'équipements tels que les bennes, les sites de transfert, d'apport volontaire ou bien encore de plate-forme de tri. Cela est d'autant plus vrai dans les villes denses connaissant une forte croissance démographique. L'appui des autorités sur ce sujet est décisif dans la réussite d'un projet. A Lusaka **en Zambie**, l'Etat a gratuitement mis à la disposition d'une entreprise qui souhaitait lancer un projet pilote de valorisation des déchets organiques et des boues de vidange, un terrain dans une zone pourtant dense. Cet appui non négligeable de l'état a donc permis à l'entreprise d'y construire la station de traitement. La Mairie de Dacca **au Bangladesh** s'est elle aussi investie en construisant une station de transfert aux abords du bidonville de Bhashantek (cf. [fiche projet](#)). Au contraire, le projet mené auprès de la mairie du Cap-Haïtien **en Haïti** pour la mise en place d'un service de gestion des déchets a largement pâti du manque de disponibilité du foncier pour pouvoir construire une aire de regroupement et de traitement. La non-existence de cadastres en Haïti engendre également des situations dans lesquelles quelqu'un peut réclamer un terrain avec un droit de propriété datant de plusieurs décennies, même s'il est caduque car a été transféré depuis lors. Par ailleurs, cette politique foncière très lacunaire permet à n'importe qui de réclamer un terrain pour peu qu'il prouve qu'il l'utilise. L'Etat a donc très peu d'emprise sur le foncier, notamment face à des propriétaires privés. Enfin, les aires de regroupement sont des installations qui prennent de l'espace car elles doivent être ergonomiques, ce qui complique encore davantage ce problème.

Les activités mises en place dans le cadre du PADY 2 à Yaoundé **au Cameroun**, ont été largement ralenties à cause des retards dans la livraison des bacs à ordures et plateformes de pré-collecte, dû à des longueurs administratives et procédurales pour débloquer les fonds du côté du bailleur. En somme, lancer des activités visant à améliorer la gestion des déchets dans une ville ne peut être un succès que si les infrastructures et espaces nécessaires sont disponibles au préalable, ce qui demande une très forte volonté politique.

> La présence d'une volonté politique forte et engagée est l'un des principaux facteurs de réussite du projet... mais également d'échec, quand elle n'existe pas voire qu'elle va à l'encontre de ce dernier. Par ailleurs, il s'agit de garder en tête qu'il est impensable de mettre sur pied un projet qui ne capterait pas la volonté sociale, émanant des habitants de la zone cible. Un travail d'éducation et d'information doit être mené avec les riverains, en amont de la mise en place d'infrastructures de stockage/traitement/valorisation des déchets, afin qu'ils puissent poser leurs questions et être rassurés sur les effets que le site aura sur leur vie quotidienne. Mettre en lumière les bénéfices qu'ils en tireront par rapport aux nuisances permet d'accompagner ce changement.

Quels exemples à Madagascar ?

Volonté politique

La mise en place des activités du projet **FAMAFA à Antananarivo** est ralentie par les changements politiques fréquents au sein de la CUA : la continuité du suivi évaluation ou encore la réflexion autour du positionnement des RF2 en sont ainsi affectées. Ce projet fait face à des conflits de pouvoir qui opposent parfois les chefs de Fokontany aux membres des RF2, notamment sur la problématique de collecte des fonds auprès des ménages. Ces désaccords découlent du manque de clarté organisationnelle et dans le partage de responsabilités. De la même manière, le projet **Quartiers précaires – FAKOTANA** à Antananarivo se heurte au même manque de volonté de collaborer entre Fokontany et RF2. Au contraire, dans le cadre du projet **PASSAT à Tuléar**, une coopération étroite entre les ministères, les conseils municipaux et les autres parties prenantes a été mise en place à travers la mise en œuvre de programmes d'échanges sectoriels et de forums d'apprentissage. Tout d'abord, ces ateliers permettent aux chefs de Fokontany de partager leur connaissance de la situation dans la zone placée sous leur autorité avec la mairie. Ils vont par exemple mettre en avant combien de bacs de collecte existent et l'état dans lequel ils se trouvent. Puis, ces ateliers sont également un lieu d'échanges où les chefs de Fokontany peuvent exposer à la mairie les évolutions qu'ils souhaiteraient voir apparaître, telles que le nombre de collecteurs disponibles dans leur zone, le nombre de bacs nécessaires à une collecte de qualité, etc. Puis, avec l'aval des autorités participant à ces ateliers, le projet permet de sensibiliser le personnel d'autres établissements publics à l'importance de jeter les déchets dans des bacs, de les trier afin que la sensibilisation soit faite à la fois dans des institutions mais également auprès des populations (écoliers, ménages, etc). Enfin, un pan relatif au renforcement des capacités de la commune a été mis en place pour préparer la suite du projet, prévu en décembre 2020. Le but est ici d'organiser une transition de telle sorte que la commune soit pleinement capable de prendre les rênes de la gestion des déchets à Tuléar et ainsi pérenniser les activités ayant été mises en place. -> *Instaurer un dialogue, en amont et pendant le projet, entre les différents acteurs du secteur est indispensable pour que chacun sache ce qui lui incombe puis accepte de collaborer avec les autres parties pour améliorer la gestion des déchets.*

Quels exemples à Madagascar ? (suite)

Règlementation municipale

Les textes réglementaires peuvent s'avérer être un obstacle pour la mise en place de certaines initiatives locales. A Antananarivo par exemple, les ménages n'ont aucune obligation à souscrire aux services des RF2 et, quand bien même ils le font, aucune sanction n'est prévue pour non-paiement si ce n'est l'arrêt du service pour ce ménage en particulier. Cette situation impacte très négativement la structure des RF2 puisque ces derniers ne peuvent pas réellement estimer leur rentabilité. Par ailleurs, le code municipal d'hygiène de la CUA, qui encadre la gestion des déchets et indique les bonnes pratiques à suivre et celles à bannir, n'est pas connu des populations. En ce sens, il n'est donc que très peu appliqué sur le terrain. Ensuite, et d'après l'expérience de l'entreprise **Gasy Madio**, certaines procédures administratives ralentissent l'obtention de papiers nécessaires à l'exercice de leur activité de nettoyage des rues et collecte des déchets. En effet, il faut compter entre 3 et 6 mois de négociations avec la commune pour être reconnu comme un acteur formel de la filière déchets puis obtenir un permis environnemental permettant de valoriser les déchets plastiques. Ensuite, les activités de cette entreprise et notamment l'incinération, ne respectent pas encore les normes environnementales en vigueur à Madagascar. Si l'entreprise Gasy Madio connaît les règles environnementales auxquelles elle doit obéir, les fonds pour obtenir un matériel aux normes (ne pas dégager de fumées toxiques, etc) et la difficulté à trouver un terrain loin des habitations restent encore des facteurs bloquants pour développer leur activité.

Formation / Accompagnement

Dans le cadre du **projet FAKOFIA à Fianarantsoa**, l'entreprise Le Relais propose un suivi de ses centaines de salariés. Le bureau de pilotage du projet est constitué en quatre pôles, à savoir : la collecte sélective, le tri à la source, la valorisation des déchets (compostage, stockage et enfouissement), l'agro-écologie. Chacun des salariés peut se tourner vers les fonctions supports ou vers son responsable de pôle afin de parler des éventuels problèmes qu'ils rencontrent, de leurs possibilités d'évolution au sein de l'entreprise Le Relais.

A Antananarivo, dans le cadre du **projet FAMAFa**, le processus de mise en place du site de traitement de boues de vidange, a été commencé avant même qu'il ne soit socialement accepté par les riverains, ce qui pose des questions importantes relatives à la place à donner à la participation citoyenne. Par ailleurs, la lenteur des procédures pour la régularisation foncière du terrain d'implantation du site a eu une répercussion sur le démarrage des travaux d'installation et a conduit à un changement du choix de la technologie à utiliser : avec l'accord du bailleur, les dômes initialement prévus ont été abandonnées pour préférer le Sistema Biobolsa (SB), comme digesteur. Cette technologie, développée par la société mexicaine du même nom, traite de manière décentralisée les eaux usées. Son avantage principal par rapport aux digesteurs en briques traditionnelles (tel que le système DEWATS initialement proposé), est sa capacité à être installé dans un très court laps de temps: selon l'expérience WSUP en Zambie, cela s'est fait dans un délai de 5-10 jours, sans les travaux de terrassement et d'accès.

QUE RETENIR POUR NOS PROJETS PILOTES ?

- **La mise en place des projets et leur viabilité dans le temps dépend grandement de la volonté politique existant au niveau de la commune et des quartiers ciblés. L'un des moyens d'actions pour la promouvoir est d'intégrer toutes les parties prenantes au dialogue, en mettant à disposition des outils adaptés. Par ailleurs il s'agit de placer la CUA au cœur de ce processus pour appuyer les décisions prises. Il est préférable de donner la responsabilité du suivi-évaluation des projets à des personnes de la CUA qui soient référentes sur une certaine période afin d'éviter les transferts de dossier et donc les pertes d'informations.**
- **Mettre en place des mécanismes d'incitation/sanctions envers les usagers du service déchets permet d'améliorer l'adoption des bonnes pratiques par les habitants. Il est préférable qu'une telle politique soit néanmoins précédée d'initiatives de sensibilisation des populations, pour préférer une approche éducative plutôt que répressive.**
- **Les marchés sont des espaces rassemblant souvent tous les facteurs nécessaires à une activité de compostage. Il est donc pertinent d'y lancer l'initiative et, selon les résultats observés, de l'élargir dans un second temps au reste de la ville.**
- **Formaliser les opérateurs de pré-collecte et officialiser l'importance de leur activité pour la communauté est indispensable. Cela permet d'une part de leur offrir une reconnaissance et les encourager à poursuivre leur activité et d'autre part, à tirer le niveau de service vers le haut en ayant la possibilité d'exiger d'eux une certaine qualité du service.**
- **Offrir la possibilité aux opérateurs de se former afin de renforcer leurs capacités techniques, managériales, financières, etc permet de pérenniser leurs activités dans le temps long et donc de sortir d'une logique de projet pour aller vers une logique de service.**

INTERCALAIRE 1 - Delivering a Climate-Resilient SWM Services in Greater Monrovia, Liberia through Community Based Enterprises (CBEs)

CARTE D'IDENTITE DU PROJET

Date de début/ date de fin: Janvier 2018 – Décembre 2021

Localisation: Greater Monrovia, Liberia

Acteurs: Cities Alliance, Monrovia City Corporation (MCC), Paynesville City Corporation (PCC), Community Based Enterprises (CBEs), NACOB (National Association of Community-Based Enterprises), Environmental Protection Agency (EPA), Union Européenne

Montants: environ 5 millions d'euros financés par l'Union Européenne et 400 000 euros prévus pour les facilités de prêt.

Objectifs poursuivis/attendus: la résilience des communautés est grandement affectée par l'absence de gestion des déchets solides convenable, ce qui engendre des problèmes de santé publique et d'environnement (pollution et inondations). Au vu de ce constat, l'idée est donc de travailler avec les communautés et les institutions locales pour creuser des pistes de création d'emploi local et de réduction de la pauvreté tout en améliorant la qualité de vie globale des populations et en soutenant le programme de neutralité carbone du Liberia.



Pré-collecte de déchets à l'aide d'une brouette à Monrovia (Hydroconseil, 2019)

L'ORGANISATION DE LA GESTION DES DECHETS DANS LE GRAND MONROVIA

Dans le Grand Monrovia, qui rassemble Monrovia Paynesville et les bidonvilles environnants, la pré-collecte des déchets a été mise en place en 2007 via le projet EMUS (Emergency Monrovia Urban Sanitation). La pré-collecte est prise en charge par des CBEs (Community-Based Enterprises) qui se sont depuis lors développés tandis que des investissements étaient parallèlement réalisés dans la collecte secondaire, afin d'assurer une continuité dans la gestion des déchets. Depuis 2017, une station de transfert et une décharge sont en construction pour assurer le stockage des déchets. Cependant, seuls 40 % des déchets produits quotidiennement à Paynesville et Monrovia seraient correctement éliminés. Selon l'étude ARUP menée en 2017, la composition des déchets du Grand Monrovia est à 43% faite de déchets organiques.

En 2019, environ 25 CBEs opéraient dans la zone régie par MCC et une dizaine d'autres dans celle régie par PCC. Ces 35 CBEs formels couvraient environ 10 000 clients (ménages et petits business). Des pré-collecteurs informels opèrent également dans le Grand Monrovia et représentent une concurrence qui pourrait être caractérisée de déloyale envers les CBEs, puisque ces derniers doivent payer une taxe à la mairie pour pouvoir exercer le business quand les informels ne le font pas. Par ailleurs, il existe également les SMEs (Small and Medium-sized Enterprises) sont quant à eux des opérateurs assez bien dotés en matériel pour pouvoir directement conduire les déchets collectés à la décharge. Leur clientèle est principalement faite d'hôtels, de grandes entreprises ou restaurants, qui ont davantage de moyens financiers.

UNE ACTIVITE FAISANT FACE A DE MULTIPLES OBSTACLES

L'obstacle majeur auxquels les CBEs sont confrontés est la rentabilité de leur affaire. En effet, les dépenses sont élevées et ont attiré à l'investissement dans des équipements et à leur maintenance, au coût de la masse salariale, etc. Par ailleurs, les recettes ont parfois du mal à rentrer du fait de délais de paiement de la part de la clientèle. Cette dernière n'est d'ailleurs pas très développée car d'une part, il n'existe pas de politique obligatoire d'adhésion au service de pré-collecte et car d'autre part, les CBEs ne proposent encore que trop peu d'incitations pour y adhérer. Aux difficultés de gestion interne s'ajoutent également des éléments extérieurs venant encore un peu plus ralentir le développement de l'activité des CBEs. Les différentes taxes à payer pour pouvoir légalement exercer son activité est un poste de dépenses majeur pour les CBEs. Par ailleurs, certaines zones sont très accidentées ce qui, à force, abîme leurs équipements. Enfin, le trafic routier ainsi que la distance à parcourir (parfois plusieurs kilomètres) pour se rendre aux zones de transfert et ce, plusieurs fois par tournée, ralentissent l'activité des travailleurs. -> *De cette situation découle une faible capacité à investir dans le business, mettant donc en péril la viabilité de chaque CBEs et donc du service de pré-collecte dans son ensemble.*

DES FORMATIONS PREVUES POUR RENFORCER LES CAPACITES TECHNIQUES ET HUMAINES DES CBEs

La plupart des CBEs étudiés gèrent leur activité de manière lacunaire : méconnaissance des aspects marketing et comptables, politique RH inexistante alors que le métier est mal perçu et que le but est de fidéliser la main d'œuvre en offrant des conditions salariales avantageuses, activités très peu tournées vers l'investissement, etc. Pour améliorer cette situation, il a donc été décidé de lancer une phase de formation des CBEs sur ces différents aspects afin de renforcer leurs capacités. Cette phase a été lancée en août 2019 et toutes les formations prévues ont été données. Les 35 CBEs enregistrés auprès des mairies de Monrovia et Paynesville ont ainsi pu recevoir des formations sur les bonnes pratiques de la gestion des déchets, en ressources humaines et organisationnelles ou encore d'autres sur la gestion financière et technique de leur business. Ces formations étaient d'ailleurs obligatoires pour pouvoir postuler à l'obtention d'un prêt. Même si une évaluation des participants a été faite avant et après chaque session afin d'évaluer l'évolution des connaissances, c'est réellement dans le reporting annuel de 2020 que l'on pourra mesurer l'impact qu'ont eu ces formations sur le business de chaque CBE. -> *Former les CBEs sur des aspects financiers, organisationnels et techniques est la meilleure manière d'assurer leur viabilité à long-terme.*



Pré-collecte de déchets en tricycle à Monrovia
(Hydroconseil, 2019)

UN AXE WASTE TO ENERGY (WtE)

Des initiatives pilotes relatives au Waste to Energy (WtE) ont effectivement vu le jour dans le cadre de ce programme, après qu'une réelle réflexion ait été lancée pour promouvoir des politiques publiques volontaristes en matière d'énergie. C'est ainsi qu'une dizaine d'unités de biogaz domestiques ont été installées dans les principaux lieux publics et privés du Grand Monrovia. Elles produisent du gaz de cuisine à partir de déchets ménagers et sont principalement utiles à certaines écoles de la zone (kitchen waste). Il est encore trop tôt pour pouvoir faire une évaluation en profondeur de l'efficacité de ces projets pilotes mais il semblerait qu'ils fonctionnent bien jusqu'à présent.

DES PARTIES PRENANTES AUX INTERETS DIVERGENTS : UNE SITUATION QUI NUIT LARGEMENT AUX RESULTATS DU PROJET DE CITIES ALLIANCE

Jusqu'à aujourd'hui, le projet a négativement été impacté par une mauvaise coordination entre les principales parties prenantes. En effet, des désaccords profonds ont été observés dans le projet de Cities Alliance car au même moment, la Mairie de Monrovia (MCC) implantait un autre projet pilote, avec des objectifs différents voire parfois parfaitement contraires à ceux de Cities Alliance. Par exemple, au niveau du financement de la pré-collecte des déchets, MCC souhaitait que les ménages paient directement la mairie alors que Cities Alliance et les CBEs souhaitaient conserver le schéma en place, dans lequel les ménages payaient directement les CBEs pour les services rendus. Ce duplicata entre les projets des deux entités a créé beaucoup de confusion pour les CBEs, ce qui a parfois eu des effets négatifs, sur leur propre business. En effet, MCC et Cities Alliance avait toutes deux prévu des prêts pour les CBEs avec cependant un taux d'intérêt bien différent (13% pour MCC, 1% pour Cities Alliance). Or, il s'avère qu'aucune CBE n'a pour l'instant fait les démarches pour obtenir ce type de prêt, probablement du fait d'une maigre connaissance des modalités de remboursement, etc. En somme, sur les 400 000 € prévus pour les prêts aux CBEs par Cities Alliance pour les prêts, aucun argent n'a pour l'instant été débloqué.

DES PRATIQUES INTERESSANTES ADOPTEES PAR LES CBEs POUR S'ADAPTER AUX CARACTERISTIQUES DU CONTEXTE EN PRESENCE

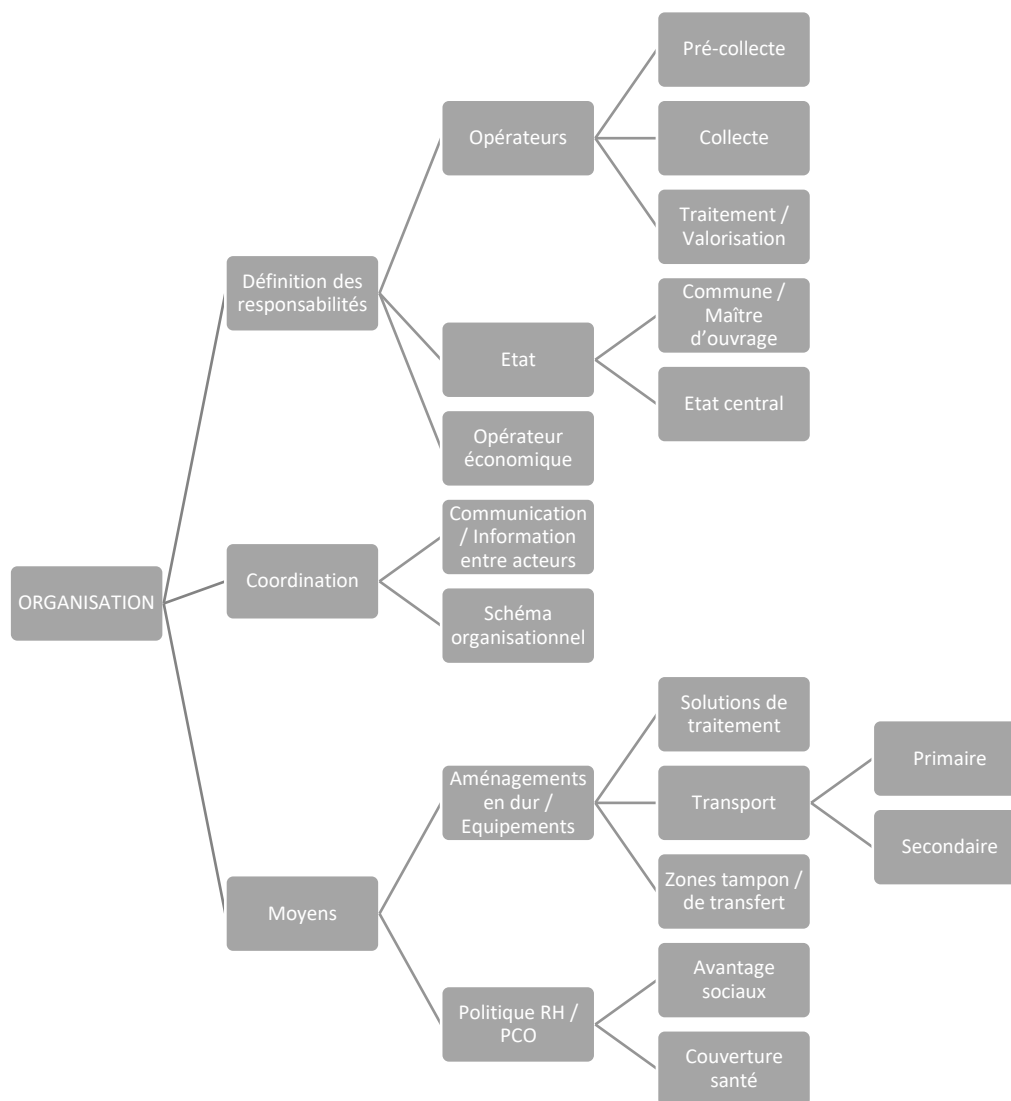
Certaines pratiques ont pu être observées lors du suivi des pré-collecteurs pendant leur tournée, qui démontrent toute l'ingéniosité dont ils sont capables. Certains pré-collecteurs positionnent des cartons ou des larges feuilles végétales sur chaque bord de leur brouette/charrette, ce qui leur permet d'augmenter sa hauteur et donc, le volume transporté. Cette technique permet de réduire les trajets jusqu'au site de transfert et gagner du temps et de l'énergie.

Par ailleurs, d'autres pré-collecteurs subdivisent leur tournée en deux parties. Les travailleurs à brouette commencent plus tôt et lorsque la brouette est pleine, ils la décharge sur un point d'arrêt temporaire, localisé sur la route principale. Cette action est répétée autant de fois que nécessaire pour terminer la tournée quotidienne. En décalé (départ environ 2h plus tard), les travailleurs à tricycle collectent les déchets que leurs collègues ont laissés sur ces points temporaires. Cette stratégie permet non seulement d'économiser du carburant et des frais de maintenance puisque le tricycle roule moins et évite les routes accidentées mais également de faire gagner du temps aux employés.

POINTS A RETENIR

- **Former les pré-collecteurs sur les aspects financiers, marketing, techniques, etc de leur service est indispensable pour assurer la pérennité de chaque entreprise et donc du système tout entier**
- **S'assurer que les différentes parties prenantes, et notamment les autorités locales, acceptent et se rattachent au projet est absolument indispensable si l'on veut pérenniser le service, une fois le projet terminé**
- **Mettre en place des possibilités d'accès au crédit peut être une solution intéressante pour favoriser l'investissement des entrepreneurs de pré-collecte seulement si les modalités sont adaptées à leur situation (microfinance, taux d'intérêt réduit, etc)**

AXE 2 : L'ORGANISATION



DÉFINITION DES RESPONSABILITÉS

La définition des responsabilités touche chaque échelle de décision de la filière. Tout d'abord, le premier partage de responsabilités se fait au sein de l'organe central suprême, l'Etat, qui doit décider si la gestion des déchets revient à l'Etat central ou aux communes. Une approche décentralisée semble indispensable pour gérer un tel service : donner davantage de compétences et de pouvoir de décision aux autorités locales est plus pertinent au vu de leur connaissance accrue des enjeux en présence.

Opérateurs du service

La définition claire des responsabilités entre les maillons de la filière déchets est indispensable. **Au Cameroun**, certaines zones visées par le PADY 2 doivent accueillir sous peu des organisations de la société civile (OSC) qui y seront chargés de la pré-collecte. Pour éviter qu'une collecte en porte à porte dans les ménages de ces zones soit organisée par le prestataire de collecte, un plaidoyer a été fait auprès de ce dernier (HYSACAM). Cette activité s'est soldée par l'organisation d'un atelier début 2020 rassemblant les pré-collecteurs en devenir et HYSACAM afin qu'ils discutent, harmonisent leurs actions et évitent ainsi les doublons. Pour améliorer la coordination entre leurs activités, il a été suggéré de créer une plateforme d'échanges électronique pour chacune des 7 communautés d'arrondissement de Yaoundé, administrée par les chefs de secteurs d'HYSACAM. De plus, au cours de cet atelier, les parties prenantes ont émis le souhait de tenir une plateforme d'échanges sur une base mensuelle avec tous les acteurs impliqués.

DÉFINITION DES RESPONSABILITÉS

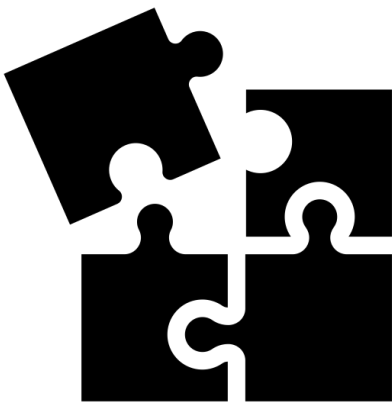
Opérateurs économiques

La solvabilité des opérateurs économiques d'une ville est souvent davantage élevée et donc plus intéressante pour les pré-collecteurs. Ils prennent moins de risque à collecter les déchets auprès de ce type d'acteurs qu'auprès de ménages avec une faible capacité à payer. Se limiter à des business importants est par exemple le choix qui a été fait dans le cadre du projet pilote à Lusaka en **Zambie** ([cf. fiche projet](#)) puisque la collecte ne se fait qu'auprès des hôtels.

Société civile

Les membres de la société civile peuvent également être acteurs du service. La gestion communautaire des déchets permet ainsi de s'appuyer sur les dynamiques déjà existantes pour créer localement des emplois. Les pré-collecteurs ont ainsi une connaissance accrue des ménages dès le départ et la confiance que ces derniers leur accordent est rapide et facilitée. **Au Libéria**, c'est cette option qui a été adoptée puisque les pré-collecteurs ne sont autres que des community-based enterprises, qui connaissent déjà le quartier dans lequel elles opèrent ([cf. fiche projet](#)).

-> *Viser les femmes pour les activités de pré-collecte peut être un moyen d'émancipation. En effet, les salaires restent souvent faibles mais le fait qu'elles aient une activité permet au moins de contredire l'image selon laquelle les femmes ne représenteraient que des charges en plus. Le fait qu'elles se constituent en associations est ensuite une étape intéressante, car cela permet de leur donner une voix plus importante pour faire entendre leurs revendications et droits.*



COORDINATION

Schéma organisationnel

Au Libéria, il n'existe pas de ligne d'action claire entre les différents porteurs de projets et opérateurs de service (mairies des villes formant le Grand Monrovia, bailleurs internationaux, opérateurs formels et informels, etc). Chacun agit selon ses propres intérêts, ce qui impacte très négativement la collecte des déchets in fine ([cf. fiche projet](#)). Or, définir un schéma organisationnel clair, où les responsabilités sont bien réparties et connues de chaque maillon, est essentiel à l'efficacité de la filière.

COORDINATION

Communication et information entre acteurs

La communication entre les différents maillons est indispensable au bon fonctionnement de la gestion des déchets. On remarque **qu'au Cambodge**, les pré-collecteurs ne communiquent encore que trop peu sur leur emploi du temps de collecte auprès des usagers. Afin d'améliorer la communication à chacun des niveaux de la chaîne, il s'agit de mettre en place des outils de monitoring: selon les contextes et les habitudes des populations, il peut donc s'agir d'outils digitaux (application), téléphoniques, etc. **Au Nigéria**, Wecyclers a par exemple mis en place un système d'informations entre ménages et collecteurs pour éviter des tours à vide et ainsi rendre la collecte plus performante. Dès qu'un ménage souhaite qu'un collecteur vienne chercher ses déchets recyclables, elle le prévient par SMS.

Par ailleurs, cette communication doit être continue sur l'ensemble de la filière. La coordination entre le service de pré-collecte et celui de collecte est indispensable pour assurer un service optimal. **Au Libéria**, les bacs des stations de transfert où les pré-collecteurs sont censés décharger leurs déchets sont souvent pleins voire débordent sur la voie publique et posent un problème de salubrité de l'environnement. Les pré-collecteurs doivent donc soit laisser leur chargement autour du bac plein ce qui va à l'encontre de leur travail, soit conserver leur chargement mais ne peuvent alors plus continuer leur tournée, dégradant donc leur image auprès des clients qui comptaient sur eux. Il serait donc intéressant de mettre en place un système qui permette au prestataire de collecte de prévenir en amont les pré-collecteurs de son impossibilité à effectuer son travail et de la date prévue pour son report ou encore d'une application qui permette de représenter la quantité de déchets dans les bacs en temps réel afin que les pré-collecteurs adaptent leur tournée. Néanmoins, les retards dans la collecte des déchets sont souvent fréquents et causés par des problèmes de moyens techniques et humains qui dépassent des enjeux qui seraient seulement ponctuels dans le temps.

AMENAGEMENTS EN DUR ET EQUIPEMENTS

Solutions de traitement

La mise en décharge est bien souvent l'option phare de la gestion des déchets. Or, les centres d'enfouissement sont très onéreux et donc peu adaptés au budget limité des villes que nous avons étudiées. Les solutions de valorisation se développent donc en parallèle afin non seulement de créer des emplois et une réelle économie locale, mais également de repousser la date à laquelle le centre d'enfouissement concerné atteindra sa capacité maximale.

La plateforme de compostage de Lomé **au Togo** est opérationnelle depuis 2012. Sur les 4 500 tonnes de déchets qui arrivent à la plateforme, seules 1 100 sont réacheminées vers le centre d'enfouissement technique (CET), les 75% autres trouvant donc un autre exutoire. Cette activité contribue donc à éviter la production de 800 à 1 200 tonnes eq. CO2 par an, soit l'équivalent de 500 voyages en avion paris-Lomé. Sur la plateforme, on trouvait une très grande quantité de sable dans les déchets reçus et aucune solution n'existait réellement pour les valoriser. Une filière de récupération s'est finalement mise en place puisque le sable et les autres parties fines sont revalorisés par des entreprises locales de BTP en matières ensuite réutilisées pour le gazon, le terrassement. En 2018, le nouveau CET d'Aképé a été inauguré et remplace désormais l'ancienne décharge d'Agoé, saturée.

-> *Le principal enjeu ici est de mettre en place des solutions de valorisation pour réduire la quantité de déchets effectivement enfouie dans les décharges des villes.*

Transport primaire et secondaire

Au Congo Brazzaville, un fond d'équipement a été mis en place et a permis d'équiper 250 OPC en uniformes et 67 en matériels de collecte, dans le cadre du projet FILIPA. **Au Libéria**, le projet de Cities Alliance prévoit également des subventions et des prêts pour financer les équipements des entrepreneurs de la pré-collecte. L'enjeu réside ensuite dans la capacité de l'entrepreneur à investir dans son équipement, afin qu'il soit fonctionnel dans le temps. Or, il leur est très compliqué de faire cet effort pour diverses raisons : l'équipement s'abîme donc plus vite du fait qu'un manque de maintenance préventive et reste parfois non-fonctionnel plusieurs mois car aucune pièce n'est disponible et qu'il faut les faire importer ou parce que l'entrepreneur n'a pas les moyens financiers nécessaires à la réparation. Par ailleurs, on observe un réel manque de main d'œuvre qualifiée pour réparer les équipements des CBEs (mécaniciens, etc).

Dans plusieurs des cas étudiés (**Nigéria, Zambie, Philippines**), on remarque que les initiatives de collecte ont tendance à préférer les équipements non-motorisés pour transporter les déchets (vélos, charrettes, brouettes). Les raisons qui motivent ce choix sont soit d'ordre environnementale, soit d'ordre financière. En effet, le coût alloué au carburant est souvent l'un des postes de dépenses les plus conséquents. L'économie faite peut alors être positivement répercutée sur d'autres coûts (salaires, maintenance, etc). Cependant, il arrive que l'entrepreneur change finalement de stratégie et opte pour des équipements motorisés afin de faciliter l'activité pour les travailleurs ou afin de répondre à une demande accrue qui nécessite des contenants plus volumineux. C'est le changement qu'a ainsi opéré Wecyclers **au Nigéria**.

-> *Pour assurer la maintenance de l'équipement, on peut imaginer que les entrepreneurs de la pré-collecte passent un accord pour s'échanger les mécaniciens de leur réseau voire même financer en commun le poste, le « collectiviser » afin que les rares mécaniciens soient disponibles quand un entrepreneur en a besoin.*

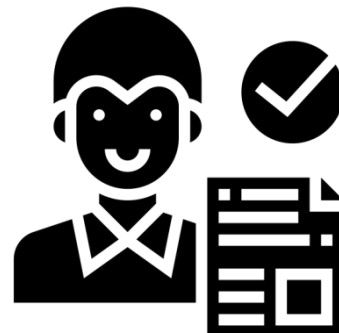
Zones tampons / de transfert

Les zones de transfert des déchets sont les espaces où le travail des pré-collecteurs se termine et où celui des prestataires de la collecte commence. En effet, ces derniers se rendent à ces stations de transfert pour collecter les déchets et les emmener à la décharge, souvent située à plusieurs kilomètres de la ville. Bien souvent, ces zones de transfert sont situées sur des routes accessibles pour que le camion de collecte puisse y venir sans problème. Par ailleurs, ces zones doivent être aménagées de telle sorte que le dépôt des déchets par les pré-collecteurs soit aisé. Il s'agit donc de prévoir une rampe d'accès située en hauteur par rapport au contenant ou du moins un système qui permette au pré-collecteur de ne pas avoir à soulever le poids de sa charge mais plutôt de la faire tomber dans le bac. Enfin, ces zones de transfert doivent également être sécurisées pour éviter toute entrée extérieure et toute pollution de la zone environnante (couverte pour éviter que certains déchets ne s'envolent, etc). La réflexion autour de toutes ces questions d'accessibilité a été largement approfondie dans le cadre du projet GICOD **au Congo Brazzaville** ([cf. Axe 5](#)).

-> *On peut avoir un bon aperçu de la qualité de la coordination entre pré-collecte et collecte rien qu'en observant les zones de transfert.*

POLITIQUE RH / AVANTAGES SOCIAUX LIES AU CONTRAT DE TRAVAIL

Sur le projet Rosamur au **Cambodge**, l'unité de tri a été placée à côté de la décharge. Un effort de formalisation a été fait envers les informels qui travaillaient à la décharge, pour qu'ils puissent venir opérer sur la plateforme de tri, avec tous les avantages sociaux qu'un contrat formel présente. Par ailleurs, un bloc sanitaire a été installé pour qu'ils puissent s'y nettoyer. **Au Bangladesh** également, les pré-collecteurs ont accès à des blocs sanitaires et à des avantages sociaux tels qu'une couverture santé, la prise en charge du repas du midi, etc. En plus de garantir l'hygiène des travailleurs, ces mesures permettent de fidéliser la main d'œuvre dans ce secteur où le turn-over est élevé du fait du dénigrement de ces tâches.



Quels exemples à Madagascar ?

Aménagement en durs et équipements – Zones tampons/transfert

Le projet **FAMAFA** a permis l'installation de 60 bacs intermédiaires, répartis dans les différents secteurs des 12 fokontany visés, pour faciliter les tâches des agents dans la collecte et le transport des ordures ménagères. Les membres des RF2 s'organisent, par rotation, pour assurer la sécurité de ces bacs intermédiaires. En ce qui concerne l'entretien/réparation des bacs, il est financé par une partie des recettes engrangées par les RF2.

Aménagement en durs et équipements – Solutions de traitement

L'activité de **Gasy Madio** se concentre sur la collecte des déchets auprès des business importants tels que les hôtels, les entreprises, les centres commerciaux, les centres de santé ou encore les restaurants. Par ailleurs, le projet **FAMAFA** promeut la mise en place des partenariats avec les opérateurs travaillant dans la filière hygiène et assainissement. Cependant, aucun accord n'a encore pu être signé avec les membres du secteur privé engagés dans le recyclage des déchets car ils n'achètent qu'en grande quantité (100 à 1 000 kg). Or, les agents de collecte ne ramassent pas de telles quantités et préfèrent directement conserver ces objets pour en faire une utilisation de leur côté. En effet, le recyclage représente une source de profit non-négligeable, notamment pour ces agents souvent très précarisés voire parfois sans-abris. Enfin, **Madacompost** est sans doute le projet le plus connu en matière de valorisation des déchets organiques et plastiques. Madacompost gère ainsi l'entièreté du cycle déchets, de la pré-collecte à la commercialisation des produits issus de la valorisation, en passant par la transformation des déchets. Jusqu'à aujourd'hui, plus de 22 000 tonnes de déchets ont ainsi échappées à la mise en décharge. Par ailleurs, les activités de Madacompost ont permis d'éviter le rejet dans l'atmosphère de plus de 26 000 tonnes CO₂eq ; réductions d'émissions ensuite valorisées et commercialisées sur le marché international, sous le standard Verified Carbon Standard (VCS).

Définition des responsabilités – Société civile

Dans le cadre du projet **FAMAFA** d'Antananarivo, les RF2 et chefs de fokontany ont recruté 85 agents de collectes en charge de la mise en œuvre du système de gestion des déchets, de leur collecte à leur revalorisation. 52 de ces agents sont des femmes, issues de 3 regroupements associatifs. Cette activité rémunérée leur permet de renforcer leurs capacités, le poids de leurs associations sur la communauté ainsi que d'être intégrées dans des espaces de concertation et de décision. Promouvoir l'emploi des femmes vulnérables et ayant un passé complexe est également la stratégie vers laquelle le projet **FANAVOTANA** s'est tourné : 72 femmes, constituées en 12 coopératives, travaillent dans la valorisation des déchets collectés et bénéficient ainsi d'une activité rémunérée, d'un soutien psycho-sociale et donc d'une indépendance.

Quels exemples à Madagascar ? (suite)

Politique RH - Avantages sociaux liés au contrat de travail

Le projet **FAKOFIA** a permis la création de parcours d'insertion durable visant notamment les personnes sans domicile fixe ou travaillant sur des décharges sauvages : le contrat de travail permettait d'accéder à une mutuelle santé, d'avoir un repas du midi gratuit et accès à des blocs sanitaires (douches, toilettes) ainsi qu'à une meilleure protection grâce à la distribution d'EPI. De la même manière, le projet **FAMAFa** mené à Antananarivo a offert une opportunité d'emploi et de formalisation à 24 maçons et vidangeurs jusqu'alors informels et précarisés (travailleurs occasionnels). Le projet Madacompost mis en place à **Mahajanga** a permis d'offrir aux 300 informels qui travaillaient sur la décharge à ciel ouvert de Mangatokana, la possibilité de travailler sur la plateforme de compostage qui a été construite en 2002 et donc d'accéder à de meilleures conditions de travail. A l'heure actuelle, l'entreprise Madacompost emploie une trentaine de permanents ainsi qu'entre 60 et 120 journaliers, selon les besoins. Enfin le projet de **Positive Planet** destiné aux quartiers précaires d'Antananarivo a également permis de structurer le maillon de pré-collecte des déchets via la dotation de matériels et d'équipements de protection pour les RF2 mais également par le biais d'un renforcement des compétences de ses membres et d'un accompagnement personnalisé et adapté aux besoins de chacun. Une mutuelle de santé a été mise en place afin de prendre en charge les employés malades mais également de les éduquer à certaines bonnes pratiques à adopter en matière de santé publique et ce, grâce à la forte implication des prestataires de soins.

Moyens – Transport

Le projet **Toliara** n'échappe pas aux enjeux relatifs au parc roulant : la plupart du temps, il faut importer des pièces de rechange puis trouver un mécanicien compétent pour ce change de réparation.

QUE RETENIR POUR NOS PROJETS PILOTES ?

- Assurer une bonne communication et coordination entre les acteurs des différents maillons de la filière de gestion des déchets est indispensable à l'efficacité du service. Pour ce faire, des outils de monitoring plus ou moins innovants peuvent être proposés : pour une efficacité maximale, il est préférable d'opter pour un monitoring incluant la société civile.
- Le transport des déchets par les pré-collecteurs est grandement affecté par la qualité des routes empruntées. Si elles sont trop accidentées, les coûts de maintenance des entrepreneurs de la pré-collecte en seront impactés. Il s'agit donc soit d'améliorer la qualité des routes avant de lancer le service, soit de trouver des subterfuges pour éviter un maximum de circuler dans les zones accidentées.
- Offrir un accès à des conditions de travail améliorées et sécurisantes est essentielle non seulement en termes de droits humains à la santé et la sécurité mais également car elle permet de fidéliser la main d'œuvre, dans un secteur parfois méprisé. Des pistes de collaboration avec des professionnels de la santé publique peuvent également être envisagées.

INTERCALAIRE 2 - Projet pilote de valorisation des déchets organiques et des boues de vidange

CARTE D'IDENTITE DU PROJET

Date de début/ date de fin: 2017 – juin 2020

Localisation: Lusaka, Zambie

Acteurs: Bioéco et Vision Green (TRASH4CASH), Ministère des collectivités locales, Municipalité de Lusaka, ADEME et MTES français

Montants: 150 000 euros financés par l'ADEME + 35% restants pris en charge par Vision Green

Objectifs poursuivis/attendus: ce projet a pour but de proposer une solution de collecte de déchets et de valorisation en biogaz et engrais pour la ville de Lusaka, via la construction et le fonctionnement d'une station de traitement de 100 m³. De manière générale, l'objectif est de démontrer la faisabilité technique et la durabilité du processus de méthanisation créé avec des déchets organiques solides et liquides. A terme, ce projet doit fournir toutes les données techniques, économiques et sociales permettant, par la suite, de proposer un modèle aux municipalités en Afrique.

HISTORIQUE ET MISE EN PLACE DU PROJET

Ce projet a vu le jour à la suite d'une demande émanant du Ministère Français de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Environnement (aujourd'hui Ministère de la Transition Ecologique et solidaire) ensuite reprise par l'ADEME. Il a tout de suite bénéficié d'un fort appui politique que ce soit à l'échelle nationale avec un soutien de la part de l'Etat qui a gratuitement mis à disposition le terrain pour construire la station, ou à l'échelle locale avec un feu vert rapidement apporté par la ville, en charge de la gestion des déchets. La société française Bioéco s'est donc alliée à l'entreprise zambienne Vision Green pour former Trash4Cash, société de droit zambien née en 2018 pour gérer ce projet.



Collecte de déchets à Lusaka (Bioéco, 2019)

UN CONTEXTE FAVORABLE EN PRESENCE

En Zambie, la production de déchets est évalué à 0,51 kg/personne et par jour (Kaza & Al, 2018). La ville de Lusaka produit entre 900 et 1 000 tonnes de déchets par jour, soit entre 330 et 360 000 tonnes par an dont moins de 45% sont mis en décharge. Ce faible taux de collecte vient d'une part de la faible capacité de certains ménages à payer pour ce service et d'autre part, du fait que l'unité de gestion ne peut pas transporter tous les déchets des sites de collecte secondaire vers la décharge. Selon une étude de 2014, 57% des déchets étaient organiques quand 34% autres étaient recyclables. En ce qui concerne les boues de vidange, elles étaient jusqu'alors collectées et déversées dans une station d'épuration non fonctionnelle qui ne pouvait les traiter correctement.

Cette situation offrait donc des opportunités fortes en matière de valorisation, même si le secteur informel était déjà très actif en matière de recyclage. Ce constat permettait donc de réfléchir à certaines initiatives en la matière, favorisées par un contexte législatif volontariste.

En effet, la Zambie dispose d'un arsenal législatif complet en matière d'environnement. La gestion des déchets est régie par la loi de 2004, qui a engendré la création de l'unité de gestion des déchets du conseil municipal de Lusaka. En outre, les lois sur la gestion de l'environnement (GRZ, 2011) et sur la santé (GRZ, 1978) traitent de ces questions. La législation définit une gestion séparée des déchets, afin de recycler les matériaux qui peuvent l'être et d'éliminer les autres en décharge. Par ailleurs, elle envisage des sanctions pour les pratiques irrégulières d'élimination des déchets. À Lusaka, l'administration a confié le ramassage des ordures à des entreprises privées qui collectent et transportent les déchets vers la décharge de Chunga, fonctionnelle depuis 2007. Celle-ci est située à une dizaine de kilomètres de la capitale et s'étale sur 26 hectares.

FONCTIONNEMENT DU SERVICE

L'usine de valorisation de 300m² a été construite en pleine ville, sur le terrain gratuitement mis à disposition par l'Etat. Elle est située dans le quartier de Mutendere, à proximité de quartiers populaires, même si d'autres quartiers plus riches restent proches. Sa situation géographique optimale permet donc d'éviter les frais de transports, poste de dépenses souvent très coûteux dans les projets de valorisation des déchets.

La collecte des déchets organiques se limite pour l'instant aux hôtels, qui paient pour qu'on évacue leurs déchets (prix inconnu). La collecte se fait à vélo auquel est rattaché un contenant. Environ 150 kg sont collectés par jour, en plusieurs voyages pour ne pas rendre le travail trop pénible et éviter les dégradations de l'équipement. Une fois amenés à la station, les déchets organiques sont mis dans un broyeur, puis passent dans un digesteur. Les matières sont alors transformées en gaz suite au processus de méthanisation, ou en engrais organique grâce au digestat. L'engrais est utilisé sur le jardin potager de 200 m² spécialement créé à côté de la station tandis que le gaz est stocké dans des ballons d'un mètre cube pour ensuite être revendu aux ménages du quartier.

Ce système offre ses avantages et ses inconvénients: pour les plus pauvres, la fréquence de recharge du ballon (une fois par jour) est finalement similaire à celle dont ils avaient jusqu'alors l'habitude (charbon). En effet, le quartier est assez dense et il est donc difficile de stocker des ballons. Par contre, ce système n'est pas adapté aux préférences des ménages plus aisés, qui n'ont pas pour habitude de faire des réserves quotidiennement et qui préfèrent être directement reliés chez eux.



Déversement d'un camion de boues de vidange, ballon d'1 m3 et jardin sur site pilote (Bioéco, 2019)

QUELQUES PRECISIONS D'ORDRE FINANCIER

L'investissement initial a été de 40 000 euros, pour construire cette station traitant donc 100 m³ par jour. Environ 65% ont servi à construire le digesteur en béton avec isolation et chauffage solaire, 20% ont été utilisés pour mettre en place une plateforme et des ballons de stockage et le reste afférait à des coûts divers. En 2019, les dépenses engrangées depuis le début du fonctionnement du site étaient de 9 300 euros contre environ 24 000 euros de recettes.

Ce projet est encore loin de fonctionner à plein régime mais on observe déjà tout de même des résultats très satisfaisants puisque la boucle mise en place fonctionne et les matières produites obéissent à la qualité attendue. Il s'agit maintenant de trouver un modèle économique viable qui repose sur le financement par la demande, puisque la ville ne verse pas de subventions.

Ce projet a déjà fait preuve d'adaptabilité par le passé. Au début, certains riverains se sont plaints des odeurs qui émanaient de la station qui, rappelons-le, est collée aux maisons. Ce souci a rapidement été réglé car il était d'ordre technique : la pompe ne broyait pas correctement les déchets. Depuis cet évènement, aucun autre imprévu n'a été observé.

LES IDEES ACTUELLEMENT EN MATURATION POUR LE FUTUR DE CE PROJET

Ce projet devrait bénéficier de nouveaux financements dans peu de temps, permettant de tester de nouvelles idées.

Bioéco aimerait raccorder les ménages en réseau, par l'installation de tuyaux. C'est une initiative que la société a déjà mise en place au Sénégal et qui a porté ses fruits : la demande s'est accrue et le système fonctionne bien sur le plan technique. Cependant, cette stratégie impliquerait un changement fort dans le type de ménages ciblés : en effet, ce sont les classes moyennes qui sont visées car elles sont en capacité de payer une facture mensuelle, contrairement à certains ménages plus précarisés qui préfèrent s'engager sur des paiements journaliers, davantage en adéquation avec leur mode de fonctionnement.

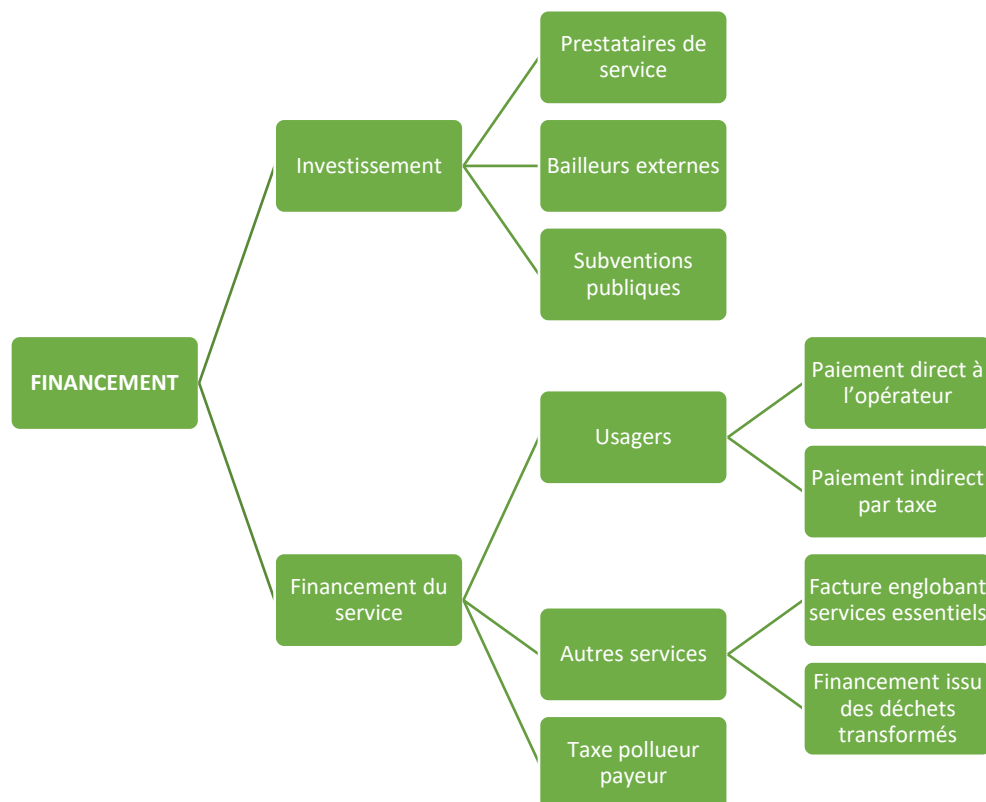
La seconde initiative actuellement à l'étude est d'étendre la station afin d'augmenter la capacité de traitement : le financement à débloquer serait d'environ 35 000 € pour 1 tonne supplémentaire traitée par jour. L'investissement semble rentable puisque le nombre de clients et la quantité de déchets augmenteront par ailleurs.

Ensuite, la dernière idée serait de collecter gratuitement les déchets auprès des ménages, les valoriser en échange de bons alimentaires pour les ménages, utilisables au jardin. Par ailleurs, ils aimeraient que ce soient les femmes qui gèrent ce jardin de manière autonome et qu'elles puissent se rémunérer sur cette base. Une application mobile est en cours de développement pour gérer ces échanges. Elle permettrait d'enregistrer le poids et le type de déchets récupérés par les collecteurs et en échange, d'offrir des points à l'usage donateur.

POINTS A RETENIR

- **Le potentiel pour des activités de valorisation ainsi que leurs débouchés ont largement été étudiés en amont de la mise en place de ce projet**
- **La localisation idéale du site et la disponibilité du foncier ont été des facteurs aidant à la réussite de ce projet pilote**

AXE 3 : LE FINANCEMENT



INVESTISSEMENT

Bailleurs externes

Le financement par les bailleurs externes est souvent réalisé au début d'un projet afin de permettre aux prestataires du service de se doter des moyens de base nécessaires à lancer leur activité. Par ailleurs, ce financement vient souvent se substituer aux subventions communales, trop faibles pour prendre en charge ce poste de dépenses trop conséquent. **Au Libéria**, l'Union Européenne et Cities Alliance ont ainsi distribué aux CBEs des kits pour qu'ils puissent mener à bien leur pré-collecte, notamment des moyens de transport (tricycles, brouettes, etc) et des équipements de protection (gants, pelles, etc). Opter pour la mise en place d'un fonds d'équipement, permettant de se procurer les moyens de transports des déchets (brouettes, tricycles, etc) mais également de kits d'EPI, pour équiper les opérateurs a également été le choix du projet FILIPA **au Congo Brazzaville**. L'évaluation du projet JeFaKaF mené à Port-au-Prince **en Haïti** a révélé que des ONG et autres organismes internationaux avaient financé l'achat de camions bennes pour la collecte des déchets. Ces camions étaient entièrement destinés à cette activité et avaient un conducteur attiré. Cette stratégie semble intéressante d'une part car elle évite aux pré-collecteurs de supporter l'amortissement du coût du camion et d'autre part, car une seule personne le gère et cela évite que le camion ne soit utilisé pour d'autres activités parallèles qui peuvent l'abîmer.

Subventions publiques

Au Togo, la plateforme de compostage de Lomé permet de créer un compost de haute qualité. Financée par l'AFD et les fonds Suez (projet FFEM, Africompost 1 et 2), la plateforme est également présente sur le marché des compensations carbone. Néanmoins, l'équilibre financier de l'infrastructure est loin d'être atteint. Il est en effet très difficile de rendre une plateforme de compostage viable sur le plan financier car les dépenses nécessaires à son fonctionnement sont multiples (salaires, investissement dans l'infrastructure et équipements puis maintenance) alors que les recettes entrantes restent souvent faibles ; les agriculteurs ne pouvant pas payer trop cher le produit. Pour éviter de mettre en péril les actions déjà mises en place et pour pérenniser le service en assurant « l'après financements extérieurs », les autorités locales doivent désormais adopter une politique d'assainissement volontariste et un budget adéquat. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, cela ne nécessite pas des fonds supplémentaires mais plutôt un changement de stratégie: si on finance davantage la valorisation, l'on créera d'une part des économies d'échelle puisqu'on augmentera la quantité traitée et d'autre part, le budget alloué à l'enfouissement sera forcément réduit. C'est exactement le pari gagnant qu'a fait la ville de San Fernando **aux Philippines**. En imposant le tri à la source à ses habitants et en mettant en place une pré-collecte des déchets, les barangays (petites communautés) ont gagné de l'argent: les coûts afférents aux camions benne et au carburant leur revenaient à 700 000 pesos par an contre 400 000 pesos par an actuellement pour rémunérer les collecteurs, managers et responsables de la répression et maintenir les infrastructures de valorisation des déchets (MRF).

INVESTISSEMENT

Prestataires de service

Dans leur Business plan, s'ils en ont un, les prestataires de la pré-collecte disposent de capacités d'investissements souvent limitées. En effet, le budget attribué à cette composante vient souvent en dernier, après que les salaires, taxes, coûts de maintenance aient été payés. Bien souvent, la marge dégagée est assez faible voire inexistante. Or, tout l'enjeu du service réside bien dans la capacité de chaque prestataire de pré-collecte à dégager une marge, lui permettant d'investir dans son équipement et ses ressources humaines pour justement viabiliser sa propre activité et donc, par effet boule de neige, le service dans son ensemble. Sans cette capacité à investir, il est très difficile de penser le service à long-terme. Cette « culture de l'investissement » doit bien entendu leur être inculquée car elle n'est pas forcément logique pour et connue par tous. Ensuite, les pré-collecteurs disposent de plusieurs pistes de réflexion pour augmenter leur marge et ainsi pouvoir investir, parmi lesquelles :

- Développer une approche marketing ciblée et diversifiée pour attirer plus de clients et/ou augmenter le prix payé par chaque client en fonction de sa catégorie, de manière raisonnable,
- Optimiser leur tournée en adoptant des techniques simples mais très efficaces d'optimisation du volume qu'ils peuvent transporter dans leur charrette ([cf. fiche projet Liberia](#)),
- Se tourner vers la micro-finance pour emprunter de l'argent à un faible taux d'intérêt

Sur ce dernier point, le recours à des micro-crédits devient intéressant quand le business qui en fait la demande a atteint un stade de maturité avancé et est donc considéré comme solvable. Dans le cas inverse, les taux d'intérêts proposés par les banques vont être élevés, pour couvrir le risque qu'elles prennent, ce qui n'est pas adapté aux faibles ressources financières des business concernés. Pour pouvoir atteindre un stade de maturité avancé permettant d'emprunter à des taux intéressants, la visibilité à moyen/long-terme est indispensable. Or, les pré-collecteurs de déchets sont rarement sécurisés sur le point institutionnel et ne peuvent se projeter sur une longue période. Prendre un prêt devant être remboursés sur plusieurs mois représente donc un risque trop conséquent qu'ils ne préfèrent pas prendre. **A Monrovia**, les CBEs sont tributaires d'une zone d'intervention pour 3 ans, il est donc difficile de planifier le remboursement d'un prêt sur une si courte période quand la marge qu'ils dégagent est relativement faible. C'est l'une des raisons pouvant expliquer qu'à ce jour, aucun CBEs ne se soit encore tourné vers les prêts proposés par MCC et par Cities Alliance. Un recours à la micro-finance ne semble donc pertinent que s'il est parallèlement accompagné d'un travail de reconnaissance sur le plan institutionnel, qui permet aux pré-collecteurs d'avoir une meilleure vision sur l'avenir de leur activité.

-> Dans la majorité des cas étudiés, ce sont davantage des subventions venant des bailleurs qui permettent d'investir dans le service, notamment lors de son lancement. Les subventions publiques (Etat, collectivités locales) sont souvent débloquées, quand elles le sont, une fois que l'activité a fait ses preuves. Enfin, l'investissement par les pré-collecteurs est souvent limité soit par méconnaissance de l'importance d'investir, soit par manque de ressources financières pour le faire. Augmenter leur marge est donc indispensable pour les pré-collecteurs afin d'être autonomes et de viabiliser leur activité dans le temps.

FINANCEMENT DU SERVICE

Penser le système de financement du service peut déboucher sur plusieurs stratégies, ayant toutes leurs avantages et inconvénients. **En Haïti**, dans la ville du Cap-Haïtien, la stratégie adoptée a été celle d'articuler le paiement entre chacun des maillons de la filière, le précédent payant ainsi pour le suivant. Par exemple, sur la zone de transfert, les opérateurs de pré-collecte paient le prestataire de service au volume de déchets déchargé ce qui leur permet ainsi de flexibiliser les conditions d'adhésion au service pour les ménages, selon le volume confié.

Par les usagers (direct ou indirect)

A Battambang **au Cambodge**, les raisons pour lesquelles certaines zones sont mal desservies ont davantage attiré au faible pouvoir d'achat des familles qui y vivent et à l'inexistence d'une politique coercitive en matière de paiements des services qu'à des problèmes d'accessibilité. Les collecteurs ne pénètrent donc pas dans ces quartiers qu'ils savent habités de ménages à très faibles ressources. Or, si la capacité à payer des ménages est souvent faible dans les cas étudiés, ils doivent néanmoins s'abonner et payer pour ce service pour en assurer sa pérennité, car c'est principalement sur cette base que se rémunèrent les pré-collecteurs.

En Haïti, la grille tarifaire varie selon s'il s'agit d'un apport volontaire ou d'un service en porte en porte. La quantité de sachets est fixée à 8 par mois mais peut être revue à la hausse si besoin. Ainsi, un ménage paie 160 gourde par mois s'il opte pour l'option apport volontaire contre 240 gourde pour du porte à porte. Pour une entreprise, les prix mensuels sont respectivement de 300 à 400 gourde selon l'option choisie. Cependant, ces tarifs sont plus élevés que la volonté de payer estimée lors d'une enquête ménage, alors même qu'ils ne permettent pas de couvrir les frais de gestion et d'amortissement.

Au Libéria, les CBEs sont directement payés par les ménages pour leur service. Les prix varient selon les CBEs et leur zone d'intervention, le type de clients (les ménages paient moins que les petits commerces), etc. Pour répartir les zones d'intervention entre les CBEs, ces derniers déposent une enchère auprès des mairies pour les lots qui les intéressent et la mairie attribue la zone concernée au plus offrant, qui a alors le droit d'y opérer pendant trois ans. Dans les zones gérées par la mairie de Monrovia (MCC), les ménages paient environ \$ 1.25 par mois contre \$ 2.75 pour les petits business. Dans les zones gérées par la mairie de Paynesville (PCC), où l'offre est nettement réduite, les ménages paient en moyenne \$ 5.5 par mois contre \$ 15.5 pour les commerçants.

Le financement du service par les usagers peut également se faire via une taxe payée à la localité, qui inclue ce service déchets. Le projet mis en place par Eau & Vie dans un bidonville **des Philippines** visait à mettre en place un service de pré-collecte à domicile, pour ses habitants. L'un des objectifs était de mettre en place un compostage domestique et de proposer des réductions sur la facture déchets aux ménages qui pratiquaient effectivement le compost. Or, **aux Philippines**, le prix de la collecte des déchets est inclus dans la taxe d'habitation payée par les ménages à la localité. Il n'était donc pas possible que le ménage paie à la fois la localité mais également l'entreprise d'Eau & Vie. Le pilote a donc été désigné de façon à ce que ce soit la municipalité qui gère le service afin d'éviter les doublons et les conflits.

FINANCEMENT DU SERVICE

Par d'autres services

A San Fernando **aux Philippines**, les déchets collectés sont transférés vers une Material Recovery Facility (MRF) où les collecteurs de déchets les transforment pour les revendre ou les réutiliser eux-mêmes. La revente de ces matériaux leur offre donc un complément de salaire qui s'ajoute au salaire versé par les barangays pour l'activité de collecte. Le compost est quant à lui donné aux fermiers de la ville. Il apparaît donc intéressant de penser à des mécanismes de double-entrée d'argent pour améliorer le financement du service mais également pour promouvoir une économie circulaire au sein de la ville/du quartier. A San Fernando, chaque communauté (barangay) est dans l'obligation de disposer d'une MRF.

Il s'agit également de ne pas surestimer le potentiel que peut avoir la valorisation des déchets. Avant de mettre en place de telles activités, il est nécessaire d'étudier s'il existe des débouchés sérieux et durables pour les matières transformées. **A Surabaya en Indonésie**, le compost était difficile à revendre car jugé trop cher: ne pouvant être revendu, il était réutilisé sur les parcs et pépinières situées à proximité des plateformes communautaires de compostage afin de limiter le transport et réduire l'utilisation d'engrais externes, ce qui s'avère finalement être une stratégie peu coûteuse et intéressante pour la ville. **A Lusaka en Zambie**, le digestat récupéré (matière issue de la méthanisation qui diffère de l'activité de compostage car elle se fait sans dioxygène) était utilisé sur le jardin potager construit à côté de la station de valorisation. A terme, les porteurs du projet souhaiteraient que les femmes intéressées et habitant aux alentours de la zone gèrent en totale autonomie ce jardin et qu'elles se rémunèrent sur cette base: les ménages donnent les déchets à l'entreprise et pourront en échange recevoir des bons alimentaires à utiliser au jardin potager, leur permettant de payer leurs courses moins chères. Promouvoir le compostage peut donc s'avérer inutile ou peu rentable si aucune demande n'existe ou si le contexte en présence ne permet pas de réutiliser le compost sur les espaces verts de la ville. Au contraire, si une solution locale est identifiée, le compostage peut alors s'avérer être une opportunité fructueuse, pouvant même découler sur une économie locale en circuit-court.

Au Congo Brazzaville, la « gadou », ou brut de tri, est très prisée par les maraîchers qui l'utilisent pour amender leurs sols. L'opérateur livre la gadoue aux maraîchers sur leur site, avec un camion Ampliroll de 16m3 prêté par la Mairie. Il vend le camion de 16m3 à 120 000 Fcfa. Les maraîchers cotisent pour acheter la matière. Cette dernière est le résultat d'une technique de décomposition simple contrairement à celle fréquemment utilisée sur les plateformes de compostage, qui engendre un compost de qualité améliorée. Ce débouché est intéressant car il permet non seulement de revaloriser les déchets mais également de pérenniser l'agriculture péri-urbaine, puisque les maraîchers sont localisés dans un rayon de 15 km environ. Par ailleurs, cette matière est davantage accessible pour les maraîchers et convient parfaitement aux sols très sableux. Ce concept est également en cours de réflexion à Moundou au Tchad.

FINANCEMENT DU SERVICE

Par d'autres services (suite)

Le projet SafiSana mis en place au **Ghana**, a opté pour une solution mêlant assainissement liquide et solide avec d'une part la fermentation des boues de vidange afin de produire de l'électricité et d'autre part, la récupération des déchets organiques pour fabriquer du compost. Leur revente participe au financement de l'unité de traitement. Les boues de vidange et les déchets sont traités sur cette même installation et suivent le même circuit, à l'exception d'une différence sur le dégrilleur utilisé en début de cycle pour filtrer les matières premières. Le compost ayant peu de valeur ajoutée, Safisana a réorienté sa production en se servant directement du compost pour des activités horticoles qu'ils revendaient : la vente de plants génère davantage de revenus que celle de compost. Concernant le produit électricité, une conséquence non envisagée a émergé: les fournisseurs de boues de vidange et de déchets ont rapidement compris que l'opérateur SafiSana réalisait des bénéfices lors de la revente d'électricité (issu de ces deux matières). Ils ont donc augmenté leur prix, obligeant SafiSana à payer davantage pour se procurer ces matières premières. Les déchets sont ainsi passés de gratuits à payants ; un chargement de boues de vidange devenant quant à lui plus cher (déjà payant au départ). Or, ce changement notable a déséquilibré les prospections financières et les business models qui avaient été faits pour SafiSana, son activité devenant tout de suite moins rentable car dégageant moins de marge.

Au Nigéria, la start-up Wecyclers se finance en revendant aux entreprises de recyclage locales les déchets qu'elle a collectés auprès des ménages. Par ailleurs, Wecyclers récompense les ménages qui trient, ce qui les pousse à continuer mais qui réduit par contre le profit réalisé par la start-up. Cependant, Wecyclers est assez connue à l'international et a remporté plusieurs prix (King Baudouin Foundation awards 2018-19 African Development Prize): l'argent gagné est donc réinvesti dans la start-up. Par ailleurs, ils sont financés par des multinationales telles que Nestlé et supportés par l'Etat central.

-> *La revente des matières issues des activités de valorisation peut également participer à leur financement tout en servant des enjeux transversaux tout aussi importants (sécurité alimentaire, accès à l'électricité, etc).*



Responsables de WeCyclers posant avec une cliente et ses bons (Peter Okeugo - Nudge Sustainability Reporter, 2015)

Quels exemples à Madagascar ?

Investissement - Subventions publiques des collectivités

Dans la **commune d'Amabondrazaka**, le projet financé par coopération décentralisée avec le département d'Ille et Vilaine (France), visant à mettre en place la collecte et le traitement des déchets de la commune par compostage, s'est heurté au manque de volonté/possibilité de la commune à subventionner le service, suite à l'arrêt progressif du financement extérieur. A la suite de l'arrêt des financements du département, une multinationale locale d'exploitation de minerais a repris le projet un temps avant de se retirer à son tour. Aujourd'hui, le service de collecte et la plateforme de compostage sont à l'arrêt. Ce triste exemple illustre donc l'importance de penser dès le début du projet, à la logique qui sera adoptée pour en sortir, sans quoi tous les efforts fournis ne servent pas à grand-chose dans le temps.

Financement du service par les usagers (direct ou indirect)

Greentsika A Toliara. Greentsika a opté pour le paiement direct auprès de l'opérateur. L'abonnement proposé s'élève à 3 000 Ariary, pour 8 passages mensuels et 50 kg de déchets maximum récupérés à chacun d'entre eux. Le ménage client souscrit à l'offre via une plateforme de paiement mobile et un code-barres lui est remis et est ensuite utilisé par Greentsika pour opérer un traçage et s'assurer que l'abonnement est bien payé.

Quels exemples à Madagascar ?

Financement du service par d'autres services

A Madagascar, certaines initiatives ont permis de créer une véritable économie. C'est le cas du **projet FAKOFIA mené à Fianarantsoa** : le Centre de Traitement et de Valorisation des Déchets permet de créer des engrais organiques grâce aux déchets collectés et valorisés. Cet engrais respecte la norme NOP/ECOCERT et est ensuite commercialisé sous le nom de Soavokatsa. Les agriculteurs de la région sont très demandeurs de ce compost pour améliorer la qualité de leurs sols. Le prix du compost est fixé en prenant en compte le coût de la collecte, du tamisage, des sacs de jutes (gony) et vendu à 300 AR/kg. Encore une fois, cette activité n'est pas rentable mais la volonté de créer des emplois et de promouvoir d'autres activités, telles que la permaculture, prime puisque cela permet au CTVD de continuer à fonctionner. De la même manière, les entreprises Green Tocco et Bioresto situées à **Toliara**, fonctionnent sur la base de l'économie circulaire et ont atteint une autonomie financière totale. Pour la première, les matériaux recyclés sont récupérés et transformés en papier, bijoux ensuite revendus. En ce qui concerne la seconde, c'est en fait un restaurant qui fonctionne entièrement grâce au biogaz, produit par l'infrastructure située au niveau du marché central SCAMA, qui reçoit 150 kg de déchets par jour. Par ailleurs, l'ONG EDEN a mis en place des biodigesteurs communautaires dans les Maisons Familiales Rurales (MFR) d'Ambohimadana. Ces derniers sont à cloche flottante (11 m³) et produisent chacun 4 m³ de biogaz, utilisé pour la cuisson des aliments de 50 personnes. Les matières utilisées sont à la fois organiques fraîches (déchets verts, végétaux) et également des excréments humains issus des toilettes. Les digestats sont utilisés à la fertilisation des jardins potagers du centre. Enfin, dans la **communauté rurale d'Ambohimambola**, l'association TAFITA a mis en place un système de pré-collecte en porte-à-porte qui est financé par la redevance payée par les ménages mais également par les activités de revalorisation parallèles. En effet, du carton, du feuillard, des palettes de bois agglomérées, des piles et d'autres matériels électroniques sont ainsi transformés puis revendus, sous la forme de briques énergétiques ou encore de briques de cloison interne pour remplacer le bois. L'isolation thermique des maisons est ainsi améliorée et permet aux ménages concernés de faire des économies. Cependant, l'association admet faire face à une offre trop élevée par rapport à la demande, probablement dû à un manque de gestion et de marketing.

POINTS A RETENIR

- Si les collectivités locales n'ont souvent pas les moyens d'investir, dès le début d'un projet, dans les équipements pour structurer et faire fonctionner la filière déchets, leur appui budgétaire est néanmoins indispensable par la suite, pour éviter que la filière ne s'écroule lors de l'arrêt des financements extérieurs.
- Les prestataires de service doivent mesurer tout l'enjeu qui réside dans leur capacité à investir (ressources humaines, équipements) pour la viabilité de leur activité dans le temps. Les aspects marketing, organisationnels et financiers ne doivent donc pas être laissés de côté lors de leur formation.
- La méthode de financement du service par les usagers doit être étudiée de manière à ne pas créer de doublons de paiements par rapport à la logique déjà en place mais plutôt à s'insérer dans le droit fiscal en présence.
- La valorisation des déchets peut avoir des retombées positives sur le financement du service. Cependant, la revente de produits transformés doit toujours être pensée de manière à répondre aux besoins précis de la demande (agriculteurs, ménages, entreprises) en termes de prix et de qualité tout en s'attachant à rester financièrement intéressante et viable pour l'offreur.

INTERCALAIRE 3 - Mise en place de la pré-collecte des déchets dans le bidonville de Bhashantek



Collecteurs de déchets dans le bidonville de et Bashantek (Eau&Vie, 2018)

CARTE D'IDENTITE DU PROJET

Date de début/ date de fin: 2015 – en cours

Localisation: Bangladesh, Bidonville de Bhashantek à Dacca

Acteurs: Eau&Vie, Mairie de Dacca

Montants: 90 000 euros dont 50 000 euros financés par le Sycotm

Objectifs poursuivis/attendus: Le manque d'accès aux services essentiels dans ce bidonville engendrait de graves problèmes de pollution de l'environnement et sur la santé de ses habitants. Ce projet pilote a eu pour but de mettre en place un service de pré-collecte des déchets dans le bidonville de Bhashantek, qui compte environ 3500 ménages. Visant tout d'abord 500 clients, le projet pilote s'est ensuite élargi à d'autres familles, au vu des retours positifs ayant découlé de la première phase. A l'heure actuelle, on compte ainsi 775 clients pour les déchets.

LE FONCTIONNEMENT D'EAU&VIE

Eau&Vie est une ONG française qui vise à améliorer les conditions de vie des populations vivant dans des quartiers précaires de villes en développement, en y améliorant l'accès aux services essentiels.

Dans chaque pays où elle intervient, Eau&Vie dispose à la fois d'une entreprise sociale, pour traiter des aspects techniques du service (mise en place, monitoring, etc) et également d'une ONG, pour toutes les activités de sensibilisation, de formations et de renforcement communautaires. Au vu du lien indissociable existant entre les aspects de sensibilisation et la mise en place d'un service, ce type de fonctionnement semble faire sens. En effet, cette vision des choses est l'un des facteurs de réussite et de pérennité des services qu'elle met en place.

HISTORIQUE DU PROJET

En 2014, Swisscontact a souhaité réaliser une étude de faisabilité pour la pré-collecte des déchets dans le bidonville de Bhashantek. Eau&Vie a été sollicité car elle disposait d'une connaissance préalable de la zone, puisqu'elle y menait déjà des activités visant à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement liquide.

Puis à l'issue de l'étude de faisabilité, ces deux entités ont élaboré un projet pilote, avant que Swisscontact ne se retire du projet, pour cause de restructuration interne. Suite à cette décision, Eau&Vie a poursuivi ce projet, qui est alors devenu un véritable laboratoire d'expériences pour elle puisque la thématique déchets n'était jusqu'alors pas au cœur de leur expertise.

CREATION ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE

Un travail participatif a été réalisé avec les habitants, qui seront les futurs utilisateurs du service. Ce travail a permis d'identifier :

- ce qu'ils sont prêts (ou non) à faire,
- les activités qui seraient de « fausses bonnes idées », autrement dit, idéaliser les besoins et mettre en place des activités vouées à l'échec dès le départ, puisque non souhaitées par les habitants.

Ce travail a permis à Eau&Vie de créer un service adapté aux besoins. En parallèle, Eau&Vie a mené une étude de volonté à payer et a réfléchi à des business models soutenables. Concrètement, le service de pré-collecte s'organise de la façon suivante :

- les collecteurs passent 6 jours sur 7 de maison en maison pour collecter les déchets. La fréquence de collecte est ainsi la même pour tous les ménages même si certains d'entre eux n'ont pas forcément de déchets à confier au collecteur quotidiennement. Pour se rendre dans les rues plus étroites, le collecteur laisse son contenant (brouette, charrette) dans la rue principale et s'y rend à pied.
- les déchets collectés sont ensuite amenés à la station de transfert située à côté du bidonville et sont évacués par le système de collecte des déchets mis en place par la Mairie de Dacca.

AUTRES SERVICES : TRI DES DECHETS & NETTOYAGE DES RUES

Le tri des déchets a rapidement été laissé de côté :

- Pour les matériaux recyclables un secteur informel était déjà très actif et, si besoin, les ménages avaient déjà pris l'habitude de revendre ces matériaux à des grossistes (vangari).
- En ce qui concerne les matières biodégradables, aucun débouché n'avait été identifié lors de l'étude de faisabilité ; à l'époque, le trafic et la distance à parcourir pour parvenir à des terres cultivées avaient été identifiés comme des contraintes fortes pour mener à bien cette activité. La construction rapide d'une station de transfert à proximité a fait évoluer la réflexion
- Le biogaz ne semblait pas non plus pouvoir fonctionner au vu de la configuration du bidonville (extrême densité, très peu de foncier disponible).

Si les déchets ont l'inconvénient d'être visibles, ils peuvent également se transformer en levier du changement lorsqu'ils sont correctement collectés et que les rues sont correctement entretenues. Il est ici important de souligner qu'en plus de se concentrer sur la création d'un service de pré-collecte, Eau&Vie a également mis en place le nettoyage des rues et espaces publique afin, d'ancrer la gestion des déchets dans une approche transversale au service de l'amélioration des conditions de vie des habitants du bidonville. Des activités de sensibilisation communautaire sont également menées (clean-ups) avec les habitants, afin de leur faire prendre conscience de l'importance de vivre dans un environnement propre.

Enfin, Eau&Vie a complété son intervention par l'installation de bornes incendie et la formation d'une brigade de sécurité civile au sein des quartiers d'intervention.

FINANCEMENT DU SERVICE

L'argent est collecté auprès des ménages, non pas par les collecteurs eux-mêmes, mais par des tierce personnes. Celles-ci viennent récupérer la facture globale, qui rassemble les trois services (eau assainissement liquide et gestion des déchets), de manière hebdomadaire ou journalière, selon la zone et la capacité à payer des ménages. L'équilibre financier de l'entreprise sociale créée par Eau&Vie est ensuite calculé sur ces trois services.

A l'heure actuelle, et après 5 années de fonctionnement, l'entreprise sociale n'est pas rentable. Elle reste subventionnée par la maison mère Eau&Vie. Il est d'ailleurs important de noter que le service déchets, contrairement à l'eau et l'assainissement liquide, ne nécessite pas d'investissements initiaux pour les ménages et est également le service le moins coûteux à mettre en place pour l'entreprise.

Le défi le plus important auquel est aujourd'hui confronté la collecte des déchets est que les populations ne voient pas toujours leur intérêt personnel et collectif à accepter de payer pour ce service, à l'inverse du service de l'eau, davantage perçue comme un bien essentiel à leurs yeux.

UN PROJET QUI A SU S'ADAPTER AU CONTEXTE DEPUIS LE PREMIER JOUR

En 2017, Eau&Vie a tenté de rendre le service déchets obligatoire pour tout nouveau client qui s'abonnait à l'eau. Cependant, cette stratégie n'a pas fonctionné puisque les ménages n'ont pas compris ce changement et n'y ont pas adhéré. Elle a donc été abandonnée. La construction récente d'une station de transfert permet à Eau&Vie de reconsidérer l'avantage d'inclure une activité de tri : 80% des déchets collectés étant organiques, l'idée serait d'utiliser cet espace pour y faire du compost ou du biogaz. L'utilité de cette initiative doit cependant encore être évaluée: cela pourrait prendre la forme d'un test sur des ménages volontaires du bidonville. Cette stratégie du « pilote dans le pilote » a déjà été utilisée par Eau&Vie aux Philippines : elle avait permis d'accroître l'acceptabilité de l'initiative tout en s'assurant qu'elle intéresse. A l'avenir, Eau&Vie souhaite explorer d'autres pistes:

- Offrir une semaine gratuite au lancement du service pour inciter les ménages à s'abonner et mieux percevoir les bénéfices qu'ils peuvent en tirer,
- Développement d'une stratégie et d'outils de communication actuellement en cours pour mieux répondre aux enjeux marketing,
- Changer de paradigme : utiliser les déchets pour approcher les habitants, puis dans un second temps, introduire les autres services « Eau et Assainissement » qui coûtent plus chers au ménage en terme d'investissement initial. Reste la question de l'intérêt des populations à payer une facture uniquement attachée aux déchets.

UN CONTEXTE INSTITUTIONNEL FAVORABLE

La Mairie de Dacca est très investie dans ce projet. C'est d'ailleurs elle qui a construit la station de transfert aux abords du bidonville. Cette confiance vient du fait qu'Eau&Vie était déjà présent dans le bidonville, et avait déjà largement amélioré l'accès à l'eau, avant le lancement du pilote sur les déchets. Ainsi, au vu de ces bons résultats, la Mairie de Dacca n'a pas hésité à apporter tout son soutien à ce projet pilote.

Aujourd'hui, les autorités souhaiteraient reprendre la main sur le fonctionnement du service, en payant elle-même les collecteurs. Cette volonté politique forte est bien souvent l'un des chaînons manquants pour que le système fonctionne dans le temps. Cette décision viendrait consacrer les efforts d'Eau&Vie, qui se positionnerait alors en appui de la Mairie pour veiller à ce que le service pensé avec les populations soit respecté.

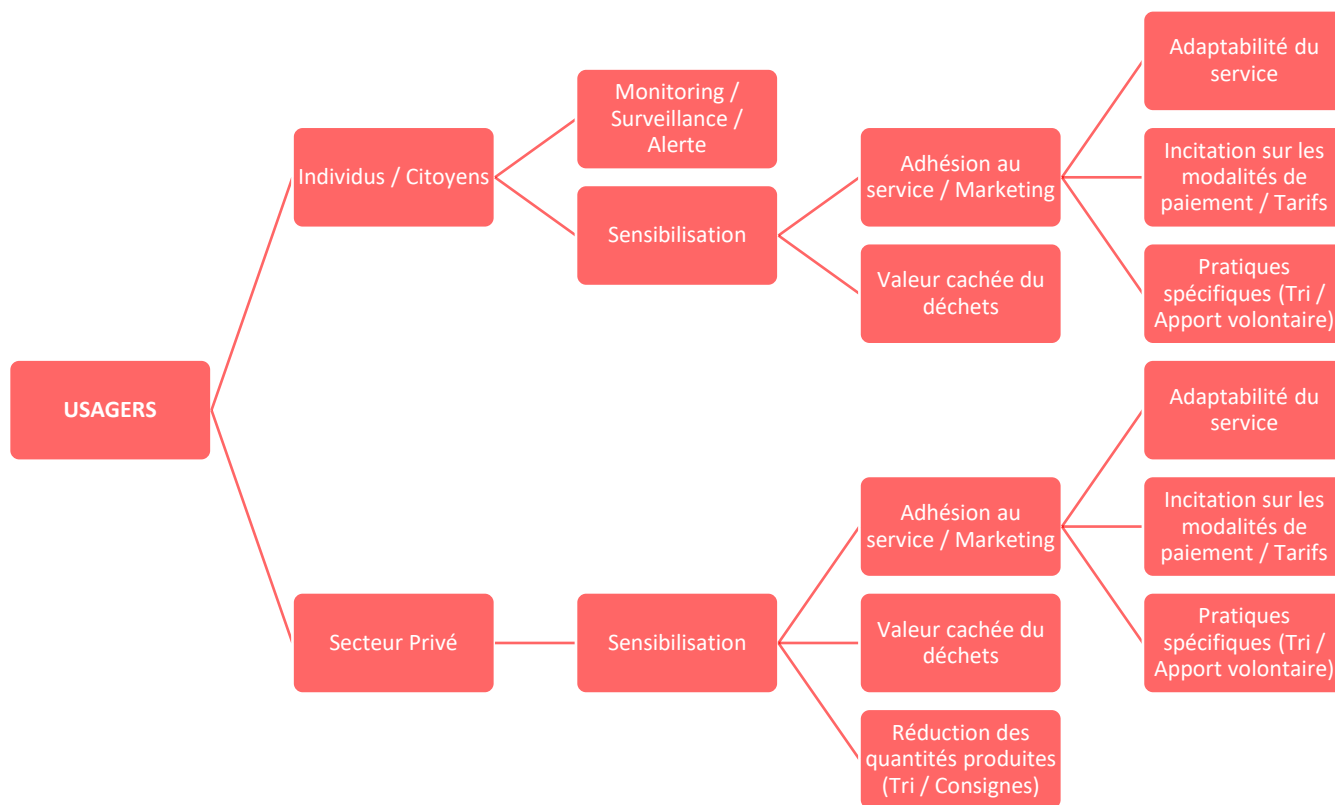
Collecteurs de déchets dans le bidonville de et Bashantek (Eau&Vie, 2018 - 2020)



POINTS D'INTERET DEVELOPPES DANS LES AXES

- Penser le secteur informel comme partie intégrante du service et l'intégrer, en plus des habitants de la zone, dès le design de celui-ci
- Offrir aux collecteurs des conditions de travaux avantageuses (mettre à disposition des douches et toilettes, ne pas minimiser la dureté de leur travail, etc)
- Se concentrer sur une zone réduite lors du lancement du projet pilote quitte à l'étendre par la suite. Ceci est gage de performance et évite aux collecteurs de faire de grands tours alors que peu de ménages ont souscrit au service
 - Ne pas négliger les aspects marketing du service sans quoi le service ne peut être pérenne
- Faire du plaidoyer auprès des autorités locales à chacune des étapes du projet pour connaître leur avis et ce qu'elles sont prêtes à faire, etc. et ainsi envisager rapidement et durablement la sortie d'une logique projet pour aller vers une logique de service public, avec un ancrage institutionnel fort

AXE 4 : LES USAGERS



LE MONITORING CITOYEN

D'après les expériences analysées dans le cadre du Benchmark, le monitoring citoyen apparaît être une solution viable pour optimiser la gestion des déchets. Il peut être d'origine citoyenne comme **à la Réunion** où un site internet a été créé pour que n'importe quel habitant de l'île puisse mettre en ligne des photos relatives à des points de dépôt sauvages, et ainsi alerter l'intercommunalité en charge des déchets. Avec ce processus informatif, cette dernière est en mesure d'introduire/planifier ce point de dépôt dans son trajet habituel de collecte des déchets. Ce site, appelé Band Cochon, est non seulement, un canal de remontée d'information majeur pour l'intercommunalité mais également un moyen de sensibiliser les habitants de l'île.

Le monitoring peut également être à l'origine de « projets » ou des autorités locales. A Maputo **au Mozambique**, une application et un numéro vert gratuit ont été mis à disposition des habitants afin qu'ils puissent signaler des problèmes qu'ils auraient observés: débordement de bennes, bennes en feu, déchets dans les canaux, etc. La MOnitoria PArTicipativa (MOPA) permet ensuite à la ville de coordonner efficacement sa réponse, tout en fournissant des données précieuses, mises en ligne pour rendre la gestion de ce service la plus transparente et responsable possible. Sur le site internet, on peut ainsi trouver des statistiques sur le nombre de problèmes signalés, le pourcentage des problèmes résolus, etc. 90% des problèmes signalés proviennent des zones périurbaines, où les citoyens aux revenus les plus faibles vivent dans des quartiers informels. Huit mois après son lancement, la plateforme avait déjà accueilli plus de 6 500 rapports de citoyens, dont 90% avaient été résolus en 24 heures. -> *Le principal challenge de la mise en place d'une vigilance citoyenne est d'approcher le concept de redevabilité de la puissance publique et des institutions associées (ici la municipalité déléguant la gestion des déchets à des collecteurs) aux citoyens, y compris ceux habitant les quartiers les plus défavorisés. Cela permet également d'avoir une réponse efficace aux problèmes de services, selon les remontées de terrain, et d'accepter de mettre en place une gestion transparente, locale et fondée sur les données.*



Illustration du fonctionnement de la MoPa (Site internet, 2020)

LA PARTICIPATION CITOYENNE

Donner une voix aux citoyens ne doit pas se réduire à la seule possibilité de surveiller des installations pour alerter sur des problèmes observés. La participation des citoyens à la construction des services est également une piste à explorer pour davantage inclure les habitants des quartiers ciblés à l'amélioration de leurs conditions de vie.

En Ouganda et au Ghana, Cities Alliance a participé à la mise en place d'une fédération d'habitants des bidonvilles (slum dwellers federation) afin qu'ils puissent participer à la mise en œuvre de certaines initiatives au sein de leurs communautés. Pour ce faire, des forums ont été organisés au niveau local, rassemblant tous les acteurs concernés par le projet (secteur privé, société civile, habitants des bidonvilles, autorités locales) afin d'identifier ensemble les actions urgentes à mettre en place au sein des quartiers précaires visés. Ces projets relatifs à l'amélioration des conditions de vie sont ensuite financés par des subventions du Fonds d'amélioration communautaire (Community Upgrading Funds).

SENSIBILISATION ET MARKETING AUTOUR DES AVANTAGES À ADHÉRER AU SERVICE

Les campagnes de sensibilisation

La sensibilisation pour encourager les gens à adhérer à un service doit tout d'abord s'attacher à montrer les impacts positifs que cette décision aura sur la santé individuelle de chacun et sur l'amélioration de leurs lieux de vie (nuisances visuelle et olfactive, animaux, etc.). Pour être efficaces, ces activités doivent être menées sur une période suffisamment longue pour que les gens intègrent réellement les bonnes pratiques et adhèrent au changement. Par ailleurs, un suivi strict et régulier doit être mené pour pouvoir mesurer l'impact et les résultats de la sensibilisation. A Yaoundé **au Cameroun**, dans le cadre du PADY 2, les 6 campagnes d'IEC, initialement planifiées à raison de deux mois tous les six mois, prennent la forme de communication de masse, de plaidoyer mais également d'activités de proximité au plus près des habitants. La photo présente sur cette page illustre l'une de ces activités de proximité : la caravane de sensibilisation menée dans les marchés de la capitale. Au passage de la caravane, des questions étaient posées aux riverains, questions visant à mieux connaître les objectifs du PADY2 et à promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets : « *où suis-je censée jeter mes déchets ?* » ; « *à qui puis-je les confier ?* ». Des mini-lots étaient ensuite distribués aux personnes qui participaient au jeu concours (calendrier, savon, papier hygiénique, etc). Proposer des lots de ce type permet d'attirer l'attention des passants et rend l'action de sensibilisation plus concrète, accélérant ainsi l'engouement communautaire à adhérer au service de pré-collecte.

Dans les marchés de la ville de Battambang **au Cambodge**, des campagnes de sensibilisation ont été menées pour promouvoir le tri et pour montrer aux commerçants l'intérêt qu'ils avaient à faire cet effort. Cependant, elles n'ont pas eu l'effet escompté notamment car elles ont été réalisées sur une période courte, trop courte pour que les commerçants comprennent l'organisation du tri, leur intérêt à le faire, etc. Par ailleurs, aucun matériel de tri (bacs, etc) n'a été mis à disposition des commerçants pour lancer l'activité, ce qui n'a logiquement pas découlé sur un changement des comportements. L'échec de cette activité est d'autant plus dommageable quand on sait que les commerçants auraient pu en tirer un avantage financier, en réduisant le coût de la facture qu'ils paient aux collecteurs pour venir récupérer leurs déchets. En effet en triant, les commerçants n'auraient plus eu à leur donner les déchets triés et valorisables, réduisant ainsi la quantité de déchets confiée aux collecteurs.

Accroître le marketing pour attirer des clients

Par ailleurs, pour encourager les gens à adhérer au service mais également conserver sa clientèle, les opérateurs doivent faire preuve de flexibilité. **Au Libéria**, l'étude menée en 2019 pour renforcer les pré-collecteurs de déchets a observé certaines pratiques en ce sens. Premièrement, une grande majorité de pré-collecteurs sont flexibles envers les ménages pour la facturation: la fréquence des paiements est bien souvent adaptée à la capacité à payer et aux préférences des usagers (quotidienne, hebdomadaire voire mensuelle). Certains mettent également en place des stratégies pour que l'utilisateur paye moins cher sa facture: remise si l'utilisateur a convaincu des personnes de son entourage à s'abonner ou s'il peut rendre un service intéressant pour l'opérateur (maintenance de l'équipement, etc). Enfin, il avait été observé que des pré-collecteurs adaptaient leur trajet pour passer dans les ménages quand une personne était effectivement disponible. Néanmoins, cette flexibilité était parfois subie et mettait même en péril l'activité de certains pré-collecteurs. Par exemple, il est courant que les ménages paient tardivement les pré-collecteurs, ce qui pose des problèmes pour la trésorerie de ces derniers. Or, par conviction pour l'importance de leur métier pour la communauté, les pré-collecteurs osent rarement arrêter de servir ce ménage car cela l'obligerait à jeter ses déchets dans la nature, ce qui va à l'encontre des valeurs des pré-collecteurs.



Gagnante d'un lot durant la caravane de sensibilisation à Yaoundé (Hydroconseil 2019)

Enfin, les incitations financières en matière de valorisation des déchets peuvent particulièrement bien fonctionner et ainsi inciter les ménages à trier. C'est en suivant ce schéma que les Waste Banks **d'Indonésie** ont largement promu le recyclage, en offrant de l'argent aux ménages qui trient et leur confient les déchets plastiques (*cf. fiche projet*). **Au Nigéria**, Wecyclers utilise également cette même stratégie en « récompensant » les ménages qui leur donnent des déchets recyclables avec des bons de crédits téléphoniques, des bons alimentaires ou bien encore des bons pour acheter des appareils électroménagers.

Les liens entre infrastructures et sensibilisation

Mettre en place des activités de sensibilisation ne peut être dissocié de travaux de grande ampleur/d'infrastructures nécessaires au fonctionnement du service, et vice-versa. C'est le défi majeur auquel est confrontée la phase 2 du PADY **au Cameroun**.

L'impact des campagnes a été très négativement réduit du fait d'un retard dans la livraison des plateformes de pré-collecte. L'avant-dernière campagne IEC (Information Education Communication) menée de novembre 2019 à janvier 2020 axée sur l'adhésion des habitants au service de pré-collecte. Cependant, elle a eu lieu alors même que les plateformes, censées accueillir les déchets ramassés par les opérateurs de pré-collecte en attendant le passage des services de collecte, n'avaient pas encore été installées. De la même manière, les pré-collecteurs ne sont pas encore opérationnels puisqu'ils sont également en attente des plateformes, sans lesquelles leur travail est dénué de tout sens. La difficulté pour concilier Sensibilisation et Infrastructures nécessaires à la mise en place des services discréditent les animateurs : les populations ne veulent plus les écouter, se détournent de la question et il est ensuite très difficile de les reconnecter à l'action alors même qu'elles pouvaient être à la base convaincues de l'utilité d'améliorer leur environnement de vie.

Quels exemples à Madagascar ?

Technologies au service de la gestion des déchets

L'initiative **Greentsika dans la Communauté Urbaine de Toliara** a permis la mise en place de solutions technologiques pour assurer le suivi du service, via localisation GPS. C'est sur cette base que le responsable de Greentsika peut ensuite coordonner la répartition et le planning de chaque pré-collecteur. Greentsika contractualise avec les opérateurs et se charge de faire de la prospection clientèle pour ainsi développer l'activité. Lors de la souscription, un compte mobile money (Mvola et Orange money) rattaché au numéro de téléphone de l'utilisateur est automatiquement ouvert : cela facilite les transactions puisque l'abonné peut effectuer son paiement via le mobile money sans se déplacer. Cependant, des frais de transactions sont prélevés, variant selon l'opérateur et le montant de la transaction. Par ailleurs, la souscription au service via Mobile Banking permet aux usagers de choisir l'abonnement qui leur convient le mieux, en termes de fréquences de paiement (mensuel, trimestriel, semestriel ou annuel) et de passage (quotidiennement, deux fois par semaines, etc). Le ménage reçoit quant à lui une carte de membre équipée d'un code barre, qui permet au pré-collecteur de vérifier que l'abonné est à jour par rapport au paiement de son abonnement avant de collecter ses déchets. Toujours dans le cadre de ce projet, un service client a été mis en place pour prospecter de nouveaux clients et pour tenir informés les abonnés en les prévenant par exemple d'une nouvelle offre en vigueur. De plus, ce service client est également joignable par les abonnés ce qui leur permet de signaler tout dysfonctionnement observé. Enfin, pour compléter son offre de services, Greentsika met en vente et/ou en location du matériel relatif à la gestion des déchets pour les ménages, les bureaux, etc (sacs poubelles, contenants, packs dédiés à la propreté).

Sensibilisation et marketing autour des avantages à adhérer au service

Dans le cadre du projet **FAKOFIA à Fianarantsoa**, l'une des activités mises en place a été l'organisation de visites au CTVD (Centre de Traitement et de Valorisation des Déchets) pour les écoliers, les acteurs économiques de la région, etc. Sensibiliser la société civile en les emmenant dans les infrastructures qui sont au cœur de la gestion des déchets est intéressant car cela permet de les conscientiser sur l'importance du tri, du traitement et de la valorisation des déchets tout en les incitant à recycler au maximum les matériaux avant de les jeter en leur montrant des exemples.

Le projet FAMAFa mené à Antananarivo entre 2013 et 2016 a permis, sur son volet « Déchet », de sensibiliser 120 000 personnes sur le tri à la source des ordures ménagères : 15 474 ménages, localisés dans 12 Fokontany, ont ainsi adhéré au service de pré-collecte des déchets triés. 16 structures locales sont mobilisées pour garantir un mécanisme d'autofinancement local et donc pérenniser le service de gestion des déchets. Par ailleurs, 144 femmes issues des quartiers ciblés par le projet ont été impliquées pour influencer les décisions relatives au secteur.

QUE RETENIR POUR NOS PROJETS PILOTES ?

- **Démontrer aux populations la valeur financière qu'elles peuvent tirer de leurs déchets est la meilleure manière de les inciter à les trier, pour ensuite les revendre à des recycleurs. De la même manière, les amener à prendre conscience des impacts que leurs pratiques (tri, adhésion à un service de pré-collecte) peuvent avoir sur leur santé et leur environnement et la meilleure manière d'impulser un changement des comportements**
- **Donner la possibilité aux usagers de participer au design, à la mise en place et au fonctionnement du service est indispensable pour développer un service adapté à leurs besoins et assurer sa viabilité dans le temps. Cette participation doit de préférence se faire via des outils connus des habitants et adaptées aux pratiques culturelles déjà existantes. Si des innovations sont apportées, on peut imaginer une première phase test sur un groupe réduit d'habitants avant un élargissement à plus grande zone si elle porte ses fruits.**
- **Pour que les publics ciblés par la sensibilisation adoptent les pratiques proposées, il est indispensable de mettre à leur disposition le matériel adéquat (ex : bacs pour une activité de tri) et de leur apprendre à s'en servir. En effet, sans infrastructures adaptées, la sensibilisation est ineffective, et vice-versa. Par ailleurs, la campagne de sensibilisation doit être longue et répétée afin que les populations ciblées intègrent réellement les changements à adopter.**

INTERCALAIRE 4 - Projet Surabaya Green & Clean



Usagère d'une Waste Bank pesant des déchets (Jérémy Cavé, 2016)

CARTE D'IDENTITE DU PROJET

Date de début/ date de fin: depuis 2005

Localisation: Surabaya, Indonésie

Acteurs: Municipalité de Surabaya, Unilever

Montants: financé par Unilever puis par la municipalité. En 2014, cette dernière aurait consacré 226 milliards d'IDR (~ 15 millions d'euros) à la propreté urbaine, soit 7% du budget municipal. Par ailleurs, Unilever aurait apporté un soutien de l'ordre de 27 000 € en 2014 et 20 000 € en 2016 aux Waste Banks de Surabaya.

Objectifs poursuivis/attendus: ce projet avait pour but d'améliorer la gestion des déchets solides et plus largement, la propreté de la ville de Surabaya en mettant en place des activités de compostage ainsi que des banques de déchets (Waste Banks). Les quartiers visés étaient principalement les Kampung, quartiers d'habitat vernaculaire javanais, assez dénigrés jusqu'au début des années 2000, regroupant 60% de la population de la ville (classes populaires et moyennes principalement).

HISTORIQUE ET MISE EN PLACE DU PROJET

A la fin des années 90's, Surabaya a une très mauvaise réputation en matière de salubrité publique. A cette même époque, le programme ADIPURA est lancé à l'échelle nationale pour récompenser les villes qui font le plus d'efforts sur le plan environnemental. En 2001, une crise des déchets secoue la ville à la suite de la fermeture de l'ancienne décharge, alors que la nouvelle n'est pas encore fonctionnelle. Cet évènement entraînera plus tard (2005), le lancement du Surabaya Green & Clean: cette compétition environnementale est organisée entre les quartiers de la ville, afin d'élire le plus propre d'entre eux.

Le début des années 2010 marque une prise de responsabilité de la part de la municipalité, qui prend les rênes de l'organisation de cette compétition, jusqu'alors organisée par la fondation Unilever. Ce shift démontre le volontarisme dont a fait preuve la municipalité pour rendre la ville salubre et verte. Cette initiative a plus que porté ses fruits puisque la ville a ainsi gagné le programme ADIPURA, entre 2011 à 2015. Il s'agit néanmoins de noter que les projets de Surabaya en matière de salubrité publique sont largement soutenus par les ONG et multinationales présentes dans la région telle que la société Unilever, dans le cadre de sa politique RSE.

UNE LOGIQUE COMMUNAUTAIRE

Une loi locale adoptée en 2006 pose les bases d'un système communautaire de gestion des déchets et esquisse la stratégie à adopter jusqu'à 2010. Le projet Surabaya a donc pu s'appuyer sur les cadres communautaires existants dans les quartiers pour mieux faire passer ses messages de sensibilisation. Par ailleurs, les kampung sont gérés de manière très décentralisée et ressemblent en ce sens aux fokontany magaches.

LE FONCTIONNEMENT DES WASTE BANKS

En 2016, on comptait environ 400 « Banques de déchets » à travers la ville. Elles récupèrent les déchets recyclables revendables des ménages de leur quartier. Cette logique très communautaire empêche donc des personnes extérieures à la communauté d'en bénéficier. Puis, les Waste Banks sont en théorie censées revendre ces déchets à la Banque Mère, ce qui n'est en pratique pas vraiment observé. En effet, cette dernière ne peut pas se déployer assez rapidement dans toute la ville pour récupérer les déchets. Or, il est préférable que le transit des déchets soit fluide puisque les capacités de stockage de chaque Waste Bank est limité. Par ailleurs, la Banque Mère ne paie pas directement les Waste Bank. Ce sont donc les deux principales raisons pour lesquelles les Waste Banks préfèrent faire affaire avec les négociants de leur quartier, qui les paient comptant et peuvent venir dans la journée.

La ville estime que le chiffre d'affaires annuel de chaque Waste Bank oscille entre 20 et 330 €, issus de la revente. Les Waste Banks reversent ensuite leur recette aux habitants de manière plus ou moins directe: certaines déduisent une partie sur le montant de la facture d'eau ou d'électricité (jusqu'à -25%), services également gérés à l'échelle communautaire et d'autres offrent des bons de réduction chez les commerçants du quartier, afin de stimuler l'économie locale. On observe que ce sont davantage dans les quartiers moyens (plutôt que résidentiels) que cette économie fonctionne, probablement dû à la mentalité davantage communautaire qui y règne.

A leur lancement, les Waste Banks ont bénéficié du soutien d'Unilever, qui leur a fourni des registres, des balances et des chaises en plastiques. Aujourd'hui, elles sont majoritairement gérées par des femmes, sur la base du volontariat qui s'accompagne parfois d'une petite rémunération. **En 2014, 3,3 tonnes auraient ainsi été récupérées par jour, soit l'équivalent de 0,22% des tonnages enfouis par la ville ou 0,62% de l'ensemble des déchets recyclables produits.**

LE COMPOSTAGE A SURABAYA

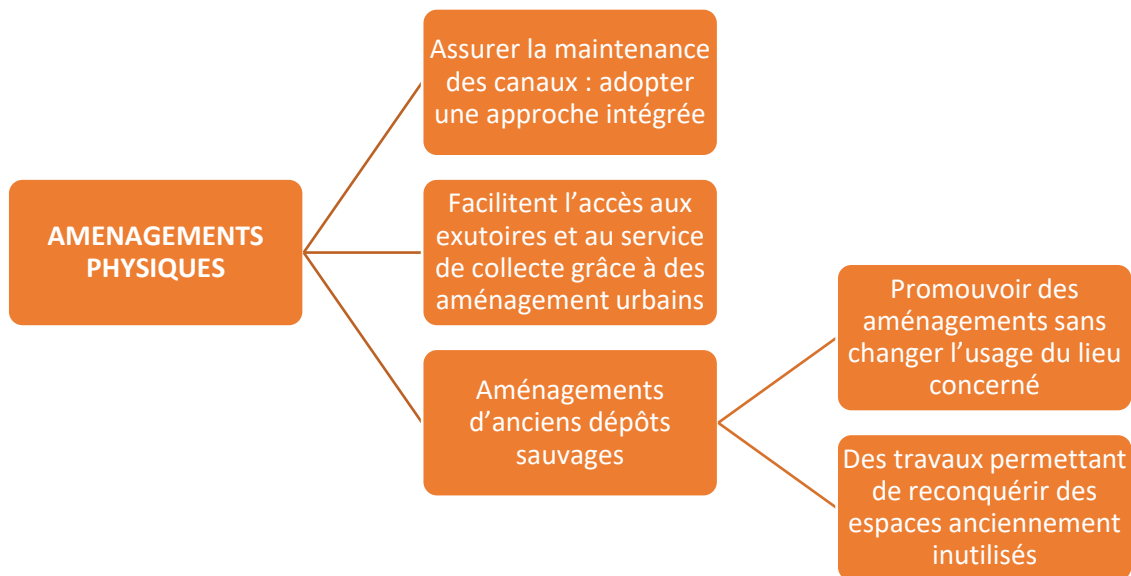
Dans le cadre de ce projet, la ville a mis en place 23 unités de compostage de déchets à travers la ville. D'après l'administration, elles absorberaient 271 m³/jour de déchets verts, ce qui représente seulement 3,5% du total enfoui à la décharge de Benowo. D'autre part, la municipalité a distribué des composteurs individuels à 19 000 foyers. La quantité de déchets qui échappe ainsi à l'enfouissement est compliquée à évaluer pour le compostage domestique car chaque ménage n'en a pas la même utilisation.

Cependant, on observe que les débouchés offerts par ce compostage n'ont pas été assez réfléchis. En effet, il existe de réelles difficultés à revendre le compost: les agriculteurs travaillent sur des parcelles lointaines et il leur est impossible d'acheter ce compost et de payer les coûts de transport. Il est donc davantage utilisé sur les parcs et pépinières, situés aux abords des plateformes. La baisse d'engouement actuelle pour le compostage domestique est notamment dû au manque d'intérêt qu'y trouvent les ménages, accentué encore un peu plus par le fait que les Waste Banks, présentent au contraire, un intérêt financier fort.

POINTS A RETENIR

- Les kampungs indonésiens présentent de fortes similitudes avec les fokontany malgaches, notamment en matière de décentralisation. S'appuyer sur cette logique communautaire existante pour créer des défis entre les quartiers pourrait être pertinente dans le contexte d'Antananarivo
 - Mettre en place des activités de valorisation des déchets organiques n'est pertinente que si des débouchés viables existent
- Proposer des incitations financières pour encourager les pratiques de recyclage

AXE 5 : LES AMENAGEMENTS PHYSIQUES



ASSURER LA MAINTENANCE DES CANAUX : ADOPTER UNE APPROCHE INTÉGRÉE ENTRE CURAGE ET GESTION DES DÉCHETS

Au Cameroun, les phases 1 et 2 du Projet d'Assainissement de Yaoundé (PADY) ont permis d'une part de réaliser des travaux conséquents (canal en béton armé de 3,5 km, dégrilleurs etc) pour améliorer le drainage dans la ville et d'autre part, de mener des activités de sensibilisation, afin que les habitants comprennent davantage les enjeux liés à l'assainissement et au changement climatique. Le PADY a été pensé pour intervenir sur plusieurs quartiers, situés à divers endroits de la ville, plutôt que de se concentrer sur une zone plus resserrée : tout l'enjeu de la maintenance / maintien de la fonction drainante des canaux réside dans une gestion amont des déchets. Ainsi, la sensibilisation sur des zones distinctes et à enjeux, tout le long des canaux, permet d'optimiser les résultats. Depuis 2017, le projet de lutte contre les inondations à Moundou (PLIM) **au Tchad** vise à aménager la ville pour évacuer les eaux pluviales et en parallèle, mettre en place un service communal de gestion des déchets et de curage des caniveaux.

-> La prise en charge de ces 2 activités par un même et unique service dépend du contexte, des ressources matérielles, humaines et financières que la commune peut supporter. La plus-value d'externaliser l'une ou l'autre de ces activités au secteur privé ou à une gestion communautaire reste valable, du moment où la collectivité conserve un rôle de pilotage (planification & coordination des actions, suivi et validation) des activités réalisées et des résultats obtenus.



Une fois les canaux nettoyés, il s'agit bien entendu de les conserver dans cet état le plus longtemps possible. C'est un challenge de tous les jours qui nécessite que les populations comprennent l'intérêt qui existe à les garder propre. C'est la raison pour laquelle ces travaux de grande ampleur sont souvent accompagnés par des activités de sensibilisation. Dans le cas de **Yaoundé**, 5 campagnes d'IEC, des promenades environnementales avec les acteurs du secteur ainsi que des clean-ups citoyens ont été organisés pour sensibiliser les habitants et les autorités locales à l'importance de conserver ces lieux propres. L'impact de ces campagnes est mitigé car l'ensemble des conditions favorables à la réussite du projet n'a pas été déployé suivant le bon timing, la cohérence et la coordination des actions dans le temps a fait défaut (aménagement des plateformes de dépôt formel de déchets pas construites alors que la sensibilisation a eu lieu). Cela a donc créé une confusion chez les gens volontaires à changer leurs pratiques puisqu'in-fine, ils ne le pouvaient pas. Par ailleurs, aucune stratégie pour valoriser/embellir les lieux par les communautés riveraines (street-art, etc.) n'a été pensée.

Canal Mingoa, Communauté d'Arrondissement de Yaoundé 6, Hydroconseil 2019

FACILITER L'ACCÈS AUX EXUTOIRES ET AU SERVICE DE COLLECTE GRÂCE À DES AMÉNAGEMENTS URBAINS ADAPTÉS

Au Libéria, les CBEs (Community Based Enterprises) en charge de la pré-collecte dans le Grand Monrovia, sont bien souvent confrontés à des routes et chemins très accidentés, ce qui occasionne des dégâts sur leurs équipements et engendre donc des coûts de maintenance conséquents. Dans certains contextes, cela peut repousser les opérateurs à pénétrer dans certains quartiers. Réhabiliter la voirie et la chaussée est donc une des activités à mener au préalable de la mise en place d'un service. D'autre part, l'emplacement des sites de transfert doit faciliter le travail des collecteurs.

Au Congo Brazzaville, le projet GICOD a opté pour des espaces situés dans des bas-fonds ou sur les points bas de la ville pour faciliter le transport des déchets (tournées avec départ à vide d'un point haut vers une arrivée au point bas pour décharger).

AMÉNAGEMENT D'ANCIENS DÉPÔTS SAUVAGES

Promouvoir des aménagements sans changer l'usage du lieu concerné

Entre 2015 et 2018, le projet GICOD à Dolisie, **Congo Brazzaville** avait pour but d'étendre la filière de collecte des déchets précédemment mise en place, de 15 000 à près de 60 000 habitants. L'une des activités de ce projet a consisté à l'installation de 4 sites de transfert, sur des zones anciennement connues comme étant des dépôts sauvages: l'approche a été de réhabiliter ces espaces sans pour autant en changer leur usage. Par ailleurs, les travaux ont également permis de faire revivre ces espaces, qui étaient pour l'heure abandonnés: profitant de la salubrité retrouvée, certains bars et petites échoppes se sont installés aux alentours des sites de transfert, rendant la zone très vivante. -> *La structuration d'un service de déchets peut donc permettre de réhabiliter certains espaces et de permettre aux populations de se le réapproprier, comme espace public à part entière.*

Des travaux permettant de reconquérir des espaces anciennement inutilisés

En parallèle à la création d'un service de pré-collecte et collecte des déchets solides (JEFAKAF) à partir de 2012 dans le quartier de Carrefour Feuilles **en Haïti**, un programme d'amélioration de l'espace public par les habitants a été mis en place au travers du lancement de petits appels à projets à destination des organisations communautaires de base (OCB). Certains des projets étaient directement en lien avec la reconquête des anciens sites de dépôts sauvages de la zone (aménagement de placettes, de terrain de sports, etc.). Ces espaces jusqu'alors peu valorisés par les populations ont alors retrouvé un usage. Si cela n'a pas eu d'impact direct et rapide sur l'adhésion au service de pré-collecte des déchets, l'impact visuel est lui indéniable et peut être le support d'opération de sensibilisation/communication et de marketing pour le développement du service dans la zone.



Avant/Après l'aménagement réalisé sur la zone de BeauBoeuf – Savane Pistache, Haïti

Une réflexion autour des déchets qui ouvre un travail plus large sur la planification urbaine d'un territoire

Ce même projet GICOD **au Congo Brazzaville** a également permis, dans l'un de ses volets connexes, la construction d'infrastructures de drainage, le réaménagement de certains passages, la réhabilitation d'une ancienne digue et la mise en place d'un service de curage des caniveaux. Ces travaux ont permis de sécuriser une zone anciennement inondable et la mairie en a profité pour transformer les espaces alentours en une cité-logements, destinée aux agents municipaux de la Ville de Dolisie. Ainsi, les bénéfices d'un projet déchet ne s'arrêtent pas uniquement à l'évacuation ou le traitement des déchets dans un quartier. -> *Le choix de l'utilité du lieu « reconquis » revient aux dirigeants locaux mais son usage peut être multiple, sans forcément demander de travaux de grande ampleur supplémentaires : place publique, jardin ou parc municipal, etc.*

Quels exemples à Madagascar ?

L'aménagement concerne aussi la protection des sites de stockage/traitement des déchets des risques naturels ou dégradations humaines. A Madagascar, encore trop de terrains utilisés pour stocker/traiter les déchets sont situés sur des zones inondables et n'échappent donc pas aux inondations en saison des pluies. A Antananarivo, la commune avait fourni à l'association Mihari'soa un terrain dans le quartier d'Anosizato afin de stocker les déchets plastiques collectés. Mais à chaque saison des pluies, ce terrain est inondé, ce qui compromet ou tout du moins entrave l'activité de l'association. Grâce à une subvention reçue du Programme DINIKA, un nouveau centre a finalement pu être créé à Ambohidratrimo mais il aurait aussi pu être envisagé de réfléchir aux aménagements qu'il aurait été possible de faire sur ce terrain pour limiter les conséquences des inondations (pilotis, tranchées drainantes, etc.).

Enfin, que l'on parle du site d'Anosizato ou du site d'Ambohidratrimo, tous deux ont également fait face à des problèmes de vandalisme. L'aménagement, au-delà de sa fonctionnalité doit également être pensé de manière à sécuriser la zone, contrôler / encadrer les allers et venues et les méthodes de déchargement des déchets et ainsi éviter des dégradations extérieures.

QUE RETENIR POUR NOS PROJETS PILOTES ?

- Pour conserver des canaux propres sur le long-terme, il s'agit de préférer une approche à l'échelle de la ville ou tout du moins amont/aval des bassins versants plutôt que par quartiers.
- Recréer des espaces de vie accessibles à toutes et tous apparaît essentiel pour compléter les activités de sensibilisation et les travaux de reconversion d'une zone de dépôt sauvage. Les riverains y verront un endroit agréable et seront plus susceptibles d'adhérer au processus de changement de comportement pour le conserver propre.
- L'utilisation d'appel à projets communautaires permet de dynamiser les communautés et de les impliquer plus largement dans l'entretien et la maintenance des ouvrages / zones.
- Les zones permettant le dépôt « formel », le stockage, le transfert ou bien encore le traitement des déchets doivent être aisément accessibles pour les collecteurs et facilement utilisables par les agents assurant la collecte (manœuvre des camions, pénibilité charge/décharge, et.). Un travail de réflexion partagée peut-être envisagé sur chaque site afin de coller au plus près aux besoins et attentes.
- Dans le cas où les terrains mis à disposition par les autorités locales sont situés en zones inondables (souvent seuls espaces disponibles car à risque et peu valorisables à moindre frais), des aménagements simples mais efficaces doivent être pensés pour assurer une continuité de l'activité en saison pluvieuse et diminuer les risques de pollution (infiltration dans les sols).
- Enfin les zones de transfert, tri, etc. des déchets doivent être clôturées et gérées pour éviter que les personnes étrangères n'y pénètrent et ne les dégradent volontairement ou non (mauvais usage de l'équipement).

CONCLUSION

Ce rapport de benchmark met en lumière des projets ayant été mis en place à l'international ou à Madagascar. Ces derniers représentent une vaste source d'enseignement, qu'il s'agit de prendre en considération dans l'élaboration des solutions pilotes pour la gestion communautaire des déchets solides, dans les quartiers du PRODUIR. En ce sens, la lecture de ce rapport de benchmark doit se faire de manière croisée avec le rapport de diagnostic parallèlement produit, qui donne des clés de compréhension sur la situation actuelle de gestion des déchets dans les quartiers visés par le projet.

Les cinq axes présentés dans ce rapport sont interdépendants et demandent à être traités en parallèle pour qu'un projet débouche sur des résultats optimaux et durables. Par ailleurs, les différents exemples sur lesquels nous avons pu revenir mettent en lumière l'importance de penser un projet pilote sur plusieurs années plutôt que sur une courte période. Dans cette perspective, il semble intéressant de questionner la logique de projets sur lesquels nous travaillons pour passer à un paradigme plus large, qui serait celui de la logique de services. En effet, en travaillant à mettre en place un service dans son ensemble, la question de la pérennité de ce dernier semble alors centrale alors qu'elle a peut-être tendance à être délaissée dans des projets qui seraient davantage concentrés sur la mise en place d'un service que sur sa soutenabilité.

Les deux pages suivantes reviennent sur les axes et thématiques contenus dans chaque projet. Cette matrice offre au lecteur la possibilité de rapidement identifier les projets qui l'intéressent en les filtrant par thèmes.

	Axe 1 - Un environnement favorable	Axe 2 - L'organisation	Axe 3 - Le financement	Axe 4 - Les usagers	Axe 5 - Les aménagements physiques	Tri à la source	Valorisation des déchets	Avantages sociaux pour les opérateurs de service	Monitoring citoyen	Renforcement des capacités	Sensibilisation et changement de comportements	Infrastructures vertes
INTERNATIONAL												
Bangladesh, Mise en place pré-collecte dans le bidonville de Bhashantek, Eau&Vie	x	x						x		x	x	
Cambodge, Etude Battambang, GRET	x	x	x	x		x	x				x	
Cameroun, Campagnes d'IEC dans le cadre du Projet d'Assainissement dans la ville de Yaoundé - Phase 2 (PADY2), Hydroconseil	x	x		x	x					x	x	
Congo Brazzaville, FILIPA, GRET	x	x	x		x			x		x		x
Ghana, SafiSana, SafiSana			x				x					
Haïti, AT à la mairie du Cap-Haïtien et à l'AITOM pour la mise en place d'un service de gestion des déchets, Hydroconseil	x		x							x		
Haïti, Evaluation finale du projet de gestion des déchets solides Jefakaf, Hydroconseil					x							
Indonésie, Surabaya Green & Clean, Municipalité de Surabaya	x		x	x		x	x					
La Réunion (France), Band Cochon, Plateforme citoyenne	x			x					x		x	
Liberia, Delivering a Climate-Resilient Solid Waste Management Services in Greater Monrovia, Liberia through Community Based Enterprises, Cities Alliance	x	x	x	x	x		x	x				
Mozambique, Monitoria Participativa (MOPA), Banque Mondiale				x					x			
Myanmar, Rosamur Déchets Magway, GRET	x					x	x					
Nigeria, Wecyclers, Wecyclers		x	x	x		x	x					
Philippines, Zero Waste Philippines – San Fernando, Mother Earth Foundation	x	x	x			x	x					
Tchad, Projet de lutte contre les inondations à Moundou, GRET					x							x
Togo, Africompost Togo, ENPro Togo		x	x				x					
Zambie, Projet pilote de valorisation des déchets organiques et boues de vidange, Bioéco	x	x	x				x					

	Axe 1 - Un environnement favorable	Axe 2 - L'organisation	Axe 3 - Le financement	Axe 4 - Les usagers	Axe 5 - Les aménagements physiques	Tri à la source	Valorisation des déchets	Avantages sociaux pour les opérateurs de service	Monitoring citoyen	Renforcement des capacités	Sensibilisation et changement de comportements	Infrastructures vertes
MADAGASCAR												
Amabondrazaka, Mise en place de la collecte et du traitement des déchets, Coopération Décentralisée Ile et Vilaine (35) France			x									
Ambohimambola, Station de collecte et de traitement des déchets, Association TAFITA			x	x			x			x	x	
Antananarivo, ALISOTA (Assainissement liquide et solide concerté et durable dans 3 communes périphériques d'Antananarivo), GRET/Gevalor/Association Diontolo/Madacompost							x			x		
Antananarivo, DAQP Phases 1 - 2 et 3, Mirintsoa, AGETIPA										x		
Antananarivo, FAKOTANA, Volontaires de Quartiers, KIFMO, RF2, CUA	x	x					x	x		x		
Antananarivo, FAMAFAMA ou PAIU (Projet d'Assainissement Innovant en Milieu Urbain), CUA/CARE/WSUP/Association FIOMBONANA	x	x		x							x	x
Antananarivo, FANAVOTANA, FANAINGA/Fondation TELMA/ONG Green N'Kool/Association Teach For Madagascar			x				x	x		x		
Antananarivo, GASY MADIO Service De Collecte D'ordures Ménagères, Le Relais de Madagascar, Commune Urbaine de Fianarantsoa	x	x	x	x			x	x				
Antananarivo, Implication des acteurs locaux à la gestion et valorisation des déchets en vue de contribuer à l'économie circulaire, ONG EDEN Madagascar				x			x				x	
Antananarivo, Recyclage de plastiques, Association Mihari'soa/Fondation TANY MEVA/UE					x		x					
Mahajanga, Madacompost, Commune Urbaine de Mahajanga/Gevalor/Fondation Goodplanet IRCOD/ENDA OI/ETC Terra		x					x	x				
Maevatanana, SA.FA.MA (Service d'assainissement durable), SA.FA.MA						x	x					
Toliara, GREENSIKA, WHH/START APPS/Orange Fab Madagascar/P4H/Tsaradia/PAM/ONG Bel Avenir/Blue ventures/Commune Urbaine de Toliara		x	x	x					x			
Toliara, PASSAT I, WHH/Commune Urbaine Toliara/Madacompost	x		x				x			x		
Toliara, PASSAT II, WHH/Commune Urbaine Toliara/Madacompost	x		x				x			x		

ANNEXE 1 - BIBLIOGRAPHIE

- Bioéco, Projet de pilote de valorisation des déchets organiques et boues de vidange – Lusaka, Août 2019.
- Cavé J., Nugroho S., ORVA2D – Surabaya – La valorisation communautaire des déchets dans le cadre d'un service semi-décentralisé, Mai 2016.
- Cities Alliance, Future Cities Africa – Feasibility study, Novembre 2016.
- Gerdes P., Gunsilius E., The Waste Experts: Enabling Conditions for Informal Sector Integration in Solid Waste Management – Lessons learned from Brazil, Egypt and India, GtZ, Mars 2010.
- Durand M., Cavé J., Delarue J., Le Bozec A., Salenson I., Détourner les déchets - Innovations socio-techniques dans les villes du Sud, AFD, Juin 2019.
- ICLEI & C40, Data speak louder than words - Findings from an initial stocktake of climate change adaptation and urban resilience efforts, 2018.
- Jaglin S., Debout L., Salenson I., Du rebut à la ressource - Valorisation des déchets dans les villes du Sud, AFD, Août 2018.
- Kingdom of Cambodia, Law on Environmental protection and Natural resources management, 996
- Kingdom of Cambodia, Sub-decree on Solid Waste Management, 1999
- Kishimoto S., Petitjean O., Reclaiming Public Services: How cities and citizens are turning back privatisation, Juin 2017.
- Lally P., How are habits formed: Modelling habit formation in the real world, 2009
- Lecointre C., Breselec R., Pierrat A., ORVA2D - Valorisation des déchets fermentescibles à Antananarivo - Solution et innovation pour une gestion déficiente des déchets ? Réflexion sur une capitale pauvre d'Afrique, Octobre 2015.
- Mestre C., Cerisot A., Accompagner les acteurs informels des déchets vers une reconnaissance sociale et professionnelle.
- Ministère de l'Environnement (Japon), Disaster Waste Management Guideline for Asia and the Pacific, Juin 2018.
- NALAS, Benchmarking on Solid Waste Management in South-East Europe, 2019.
- Nyamweru H., Dobson S., Building partnerships between urban poor communities and local governments - The case of the National Slum Dwellers Federation of Uganda in Jinja, IIED, Mars 2014.
- Practica, Etude de faisabilité technique et économique des activités d'assainissement dans les 15 fokontany cibles du Casan, ACF, Août 2019.
- Rainforest Action Network, LeuserWatch, The last of the leuser lowlands: field investigation exposes big brands buying illegal palm oil from the singkil-bengkung peatlands, Septembre 2019
- Trombert C., Accompagner la mise en place d'un service de gestion des déchets en milieu urbain - Retour d'expérience des projets Promaiss et Gicod dans une ville secondaire : Dolisie, République du Congo, 2012-2018, Editions du GRET, Juin 2019.
- UCLG, The Localization of the Global Agendas How local action is transforming territories and communities, 2019.
- Van Niekerk S., Wegmann V., Municipal Solid Waste Management Services in Africa, PSI, Mars 2019.
- World Bank Group, MOPA - Local innovation for service delivery in Mozambique.
- World Bank Group, Results-based Financing For Municipal Solid Waste, Juillet 2014.

ANNEXE 2 – FICHES PROJETS MADAGASCAR

Projet ALISOTA - Assainissement liquide et solide concerté et durable dans 3 communes périphériques d'Antananarivo

CARTE D'IDENTITE DU PROJET

Date de début/ date de fin: depuis 2018

Localisation: Antananarivo, Madagascar

Acteurs: MEAH, Commune d'intervention, Association Diotontolo, Madacompost, GRET, Gevalor

Montants: 700 000 euros, financement AFD

Objectifs poursuivis/attendus: Renforcer les communes dans leurs rôles de maître d'ouvrage en assainissement liquide et solide et mettre en place un service d'assainissement efficace et durable dans 3 Communes périphériques d'Antananarivo.

HISTORIQUE ET MISE EN PLACE DU PROJET

Ce projet s'inscrit dans la continuité d'un projet d'assainissement liquide et solide mis en place sur le territoire depuis 2012, avec une approche plus systémique et concertée basée sur l'implication massive de l'institution bénéficiaire, pour la bonne gestion des ouvrages communaux.

La plupart des ménages malgaches rencontrent un problème d'accès aux services liés à l'assainissement. Seuls 16% des ménages disposent d'un accès aux toilettes hygiéniques. L'évacuation et le traitement des ordures ménagères sont insuffisants à cause du manque de ressources et de connaissances des acteurs impliqués. D'une durée de trois ans, le projet Alisota a pour objectif d'apporter des solutions sur l'assainissement liquide et les ordures ménagères dans trois communes périurbaines d'Antananarivo : Ambohimangakely, Ampitatafika et Tanjombato.

UN PANEL D'ACTEURS POUR UN PROJET EFFICACE

Le Gret, ONG française de développement, est en charge de mettre en œuvre le projet. Elle est en partenariat avec Gevalor, association française ayant quatorze ans d'expérience dans la mise en œuvre de projets de gestion de déchets dans les pays en développement. Les trois communes d'intervention, Ambohimangakely, Ampitatafika et Tanjombato assurent leur rôle de maître d'ouvrage. La Samva qui gère la décharge d'Andralanitra et le Ministère de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (MEAH), autorité régaliennne, seront tous deux impliqués dans le pilotage du projet. Enfin, les structures locales et les opérateurs privés vont assurer le service de pré-collecte d'ordures ménagères puis leur valorisation en compost. Par ailleurs, sont également prévus la production et vente de toilettes hygiéniques, le service de vidange des toilettes ainsi que la transformation de boues de vidange en produits commercialisables.

LES PRINCIPALES ETAPES DU PROEJT

- Réaliser les études préalables dans les trois communes
- Accompagner la planification communale sur l'assainissement et la gestion des déchets solides
- Mener des études de faisabilité techniques et économiques sur les filières d'assainissement liquide et solide
- Appuyer les opérateurs des sani-marchés pour la promotion de l'accès au toilettes, mettre en place les services de gestion des boues de vidange (collecte et traitement)
- Appuyer l'organisation de service de pré-collecte, collecte et transport des déchets ménagers, mettre en place des solutions de traitement décentralisées.
- Tester les processus techniques de valorisation des fractions organiques (production de compost et biogaz)
- Développer un réseau commercial des produits de valorisation

LE PROJET EN CHIFFRES

- 3 outils de planification à disposition des trois communes
- 400 toilettes hygiéniques vendues, 15 vidanges de toilettes réalisées par mois
- 9 000 personnes touchées par la pré-collecte d'ordures ménagères soit 40 tonnes par mois de déchets ménagers évacués ou traités
- 100 tonnes par mois de déchets compostés, 300 m³/mois de gaz produits et valorisés.

POINTS A RETENIR

- **Le traitement simultané des déchets liquides et solides engendre des impacts positifs sur la salubrité publique dans une zone donnée**
 - **L'appui et le renforcement de compétences est à destination de tous les acteurs de la gestion de déchets (des membres de la communes aux pré-collecteurs)**
- **Dans les projets de valorisation des déchets, le volet marketing et commercial doit être étudié dans les APS/APD afin d'avoir un modèle économique viable**

Projet DAQP - Désenclavement et Assainissement des Quartiers Populaires de l'Agglomération d'Antananarivo

CARTE D'IDENTITE DU PROJET

Date de début/ date de fin: Phase 1 : 2012 -2014, Phase 2 : 2014-2019, Phase 3 : 2019-en cours

Localisation: Antananarivo, Madagascar

Acteurs: M2PATE, ENDA OI, ONG SAF FJKM, Association Miarintsoa, AGETIPA, CUA

Montants: Phase 1 : 9 millions d'euros (financement AFD), Phase 2 : 5 millions d'euros (financement AFD), Phase 3 : 26 millions d'euros (financement AFD, UE, Etat malgache)

Objectifs poursuivis/attendus: Phase 1 : améliorer l'accès et la mobilité dans les quartiers prioritaires, à construire et réhabiliter les équipements communautaires et garantir la pérennité des infrastructures réalisées, Phase 2 : améliorer les conditions de vies dans les quartiers les plus défavorisés de l'agglomération d'Antananarivo, notamment les quartiers non touchés par la première phase du projet. Consolider le retour à la stabilité en finançant des actions sociales dans un contexte de sortie de crise, Phase 3 : améliorer les conditions de vie de près d'un million d'habitants, en agissant sur la salubrité, la mobilité, la sécurité et la cohésion sociale

UN PROJET EN 3 PHASES POUR REpondre AU DEFI DÉMOGRAPHIQUE

L'agglomération d'Antananarivo doit faire face à une croissance démographique parmi les plus importantes d'Afrique. Au fur et à mesure que les quartiers défavorisés se densifient, les conditions de vie s'y détériorent en raison d'une insuffisance chronique d'infrastructures et d'équipements. On voit par exemple des quartiers proposant une borne fontaine pour 6 000 habitants ou encore un accès difficile dans certains zones pendant la saison des pluies. En termes de développement économique, de santé publique ou d'apaisement des tensions sociales, la lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté urbaine devient donc un enjeu national majeur.

C'est dans ce contexte, que la première phase du projet de réhabilitation des quartiers défavorisés de l'agglomération de la capitale a été instruite en 2009 et mise en œuvre de 2012 à 2014 sur la base d'un ensemble d'opérations de désenclavement et d'assainissement ciblant plus de 70 quartiers répartis dans 14 communes de l'agglomération ,après la réalisation de plusieurs études APS/APD en 2011. Les travaux ont été répartis en 3 lots. Ces travaux consistent en la construction de :

- Axes favorisant la mobilité (ruelles, voies carrossables, voies mixtes) : 60 km
- Réseaux d'assainissement : 2 km
- Infrastructures sanitaires (bornes fontaines, bacs à ordures blocs sanitaires, lavoirs) : 80

Sur les 110 fokontany (quartiers) identifiés lors des études de faisabilité de la première phase du projet, 78 ont été touchés par les opérations : 41 dans la CUA et 37 dans le FIFTAMA. La deuxième phase du programme a permis d'intégrer 30 autres quartiers et de compléter les actions dans certains quartiers déjà concernés par la première phase. Ainsi, 74 quartiers ont bénéficié des composantes de cette deuxième phase du programme intitulée « Lalankely II » ci-après :

- **Composante « Investissement »** : cette composante couvre la réalisation d'infrastructures de mobilité et d'équipements communautaires sanitaires. Les travaux seront réalisés dans une large mesure en méthode en Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) visant à fournir de l'emploi aux populations locales peu qualifiées.
- **Composante « Gestion Communautaire »** : cette composante concerne l'appui à la mise en œuvre d'une gestion communautaire des équipements et du nettoyage des quartiers. Pour ce faire, des comités d'habitants sont mis en place, dont le rôle est d'établir un système de cotisations auprès des habitants pour l'entretien des infrastructures. Ces comités d'habitants sont formés et appuyés par des ONG locales.
- **Composante « Appui Institutionnel et renforcement de capacités »** : cette composante vise à renforcer les capacités des différents acteurs impliqués dans le projet, en premier lieu la CUA et les communes périphériques. Elle intègre également un volet formation à destination des communes du programme sur les thématiques de gouvernance urbaine : planification urbaine, gestion des services urbains et l'analyse financière des collectivités locales

UN PROJET EN 3 PHASES POUR REpondre AU DEFi DÉMOGRAPHIQUE (suite)

Enfin, en réponse aux nombreuses demandes des populations pour une poursuite du programme, le Gouvernement Malagasy, la France, au travers de l'AFD, et l'Union Européenne ont convenu de lancer une troisième phase du projet, objet des conventions de financement signées aujourd'hui. Le projet Lalankely III se veut plus ambitieux que les deux premières phases réunies. En complément des infrastructures de mobilité (ruelles, voies carrossables) pour raccorder les quartiers au reste de l'agglomération et des équipements sanitaires (bornes fontaines, lavoirs, blocs sanitaires ou bacs à ordures), qui ont fait la réussite des phases précédentes, le projet financera des aménagements d'espaces publics et sportifs, ainsi que la mise en place d'un éclairage public dans plusieurs quartiers pilotes. Ces travaux seront réalisés pour partie selon les techniques à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) pour favoriser l'emploi local dans les quartiers. Le projet poursuivra également les efforts accomplis pour mettre en place une gestion communautaire des équipements réalisés.

DIFFICULTES RENCONTREES

Sur le plan organisationnel

En phase 1 du projet, un déficit de coordination entre les deux composantes a été observé : le volet gestion communautaire a démarré bien après le démarrage des travaux alors qu'il était expressément exigé une concomitance des actions. Un marché de gré à gré avec les ONG accompagnatrices déjà engagées sur le phase I a permis par la suite de pallier ce déficit de coordination.

Dans la conduite des travaux

Des incidents ont été rencontrés sur le chantier et ont entravés son déroulement :

- La nécessité de modifier les projets (travaux supplémentaires, consistance des travaux, ouvrages non identifiés durant les études de préparation du projet ;
- Le dévoiement des réseaux existants et la réalisation des piquages supplémentaires par la JIRAMA (adduction d'eau et électricité);
- La libération des emprises faisant suite aux oppositions de certains riverains
- La défaillance de certains sous-traitants
- L'approvisionnement en matériaux

Dans la réalisation des travaux vis-à-vis des riverains

La consultation des riverains en avant-projet ne fut pas suivie de restitution par la suite, si bien que les riverains ont estimé avoir été exclus du projet.

RECOMMANDATIONS

- **Repositionner les communes comme acteurs et pas simplement comme bénéficiaires pour assurer l'appropriation des infrastructures par les communes et le renforcement de leurs services techniques, deux points essentiels à la maintenance des ouvrages dans le temps**
 - **Recourir à une gestion de projet par le développement d'un outil cartographique**
 - **Les principaux travaux dont chaque quartier a besoin sont : la réhabilitation des ruelles et des canaux, la construction d'infrastructure d'hygiène et d'adduction d'eau.**
- **L'accompagnement et appui aux cellules de gestion de ces infrastructures doit également prendre en compte une formation sur la cohésion et l'esprit d'équipe outre les matériels et le renforcement des compétences techniques.**

Implication des acteurs locaux à la gestion et valorisation des déchets en vue de contribuer à l'économie circulaire par ONG EDEN Madagascar



Carte D'Identité du Projet

Date de début/ date de fin : 2019 - en cours

Localisation: Antananarivo, Madagascar

Acteurs : ONG EDEN

Montants : 42 410 000 MGA

Financements mobilisés : Programme Fanainga, Union européenne, Coopération Allemande de Principautés de Monaco, Ambassade de France

Objectifs poursuivis : Implication de la population dans l'économie circulaire afin de réduire, recycler et réutiliser les déchets pour lutter contre les dépôts sauvages dans le Fokontany Ankadikely

HISTORIQUE

Depuis sa création en 2010, l'ONG EDEN a choisi le développement rural en général, et agricole en particulier, comme point focal de ses actions. Elle a pour vocation d'identifier les potentialités et les alternatives de développement socio-économique et institutionnel, promouvoir et soutenir des groupements ruraux engagés dans un processus de participation au développement ainsi qu'à la sauvegarde de l'environnement et promouvoir et soutenir les actions féminines de développement.

Dans le domaine de gestion des déchets, l'équipe recycle ses déchets ménagers, notamment les déchets organiques en composts qu'ils utilisent pour leur jardin et des matières en métal et en plastiques (boîtes, bol, etc.) réutilisées comme pots des fleurs. De plus, l'équipe donne aussi une seconde vie à des pneus non utilisés rejetés dans leur quartier. Dans le domaine de l'assainissement, l'ONG a construit des biodigesteurs :

- Un biodigesteur à cloche flottante de 11m³ a été mis en place dans les Maisons Familiales Rurales (MFR) d'Ambohimadana. Les biomasses utilisés sont les matières organiques fraîches (déjections d'animaux et humaines, déchets verts, végétaux) et surtout les excréments humains issus des toilettes. Les digestats sont utilisés à la fertilisation des jardins potagers du centre. Ce digesteur produit 4m³ du biogaz pour la cuisson des aliments pour les 50 personnes
- Trois biodigesteurs à latrine de 11m³ en cloche flottante produisant chacun 4m³ de biogaz par jour fournissant d'énergies pour la lumière et cuisson ont été mis en place dans un réfectoire d'un centre de formation de capacité de 200 personnes à Anjeva.

☞ En constatant le manque de connaissance sur la valorisation des déchets, les débordements des bacs à ordures et insuffisance des dispositifs de collecte et d'agents de la RF2, EDEN a participé au Programme FANAINGA à travers son projet d'implication des acteurs locaux à la gestion et valorisation des déchets en vue de contribuer à l'économie circulaire et a reçu un financement pour 1 an.

RESULTATS ACTUELS

Le projet est en cours de mise en œuvre. Une enquête CAP (Connaissances, Attitudes et Pratiques) auprès de 1 000 ménages du Fokontany Ankadikely a déjà été réalisée. A cause de la situation actuelle concernant la pandémie COVID-19, les activités liées au projet ont été reportées. Les prochaines étapes consistent à sélectionner 100 ménages et 100 jeunes pour qu'ils bénéficient d'une formation sur les enjeux liés à la gestion des déchets.

Projet FAKOFIA



CARTE D'IDENTITE DU PROJET

Date de début/ date de fin: 2013-en cours

Localisation: Fianarantsoa, , Madagascar

Acteurs: Le Relais de Madagascar, Commune Urbaine de Fianarantsoa

Objectifs poursuivis/attendus: Collecte et valorisation des déchets ménagers avec 3 pans :

- SOCIAL : programme d'insertion, combattre la misère et l'exclusion
- ECONOMIQUE : développement durable, économie solidaire et inclusive
- ENVIRONNEMENTAL : propreté de la ville, mieux gérer les déchets

HISTORIQUE

Suite à la signature de la convention d'exploitation de la collecte et de la valorisation des déchets entre la Commune Urbaine de Fianarantsoa et Le Relais Madagasikara le 7 mars 2013, FAKOFIA est né : FAKO comme "déchets" et FIA pour rappeler la ville de "Fianarantsoa".

La collecte consiste au ramassage des déchets auprès de bacs d'apport volontaire. Grâce à 4 camions des 4 prestataires, l'équipe assure actuellement le nettoyage quotidien de 62 bacs immobiles dans les 4 zones de la ville représentant plus de 800 tonnes par mois. Fakofia a également pour mission l'entretien des bacs (curage, réparation et fabrication).

L'équipe de collecte assure ensuite le transport de chaque type de déchet vers un Centre de Tri et de Valorisation des Déchets. Le CTVD se trouve à Andriamboasary à 6 Km de la ville, sur la route d'Isorana. Sur les 10 hectares de ce terrain, 4,5 ont été spécialement aménagés pour le traitement des déchets. Les déchets organiques, représentant 75 % des déchets, sont stockés et soumis à un processus de compostage précis. La ressource obtenue est un compost biologique suivant la norme NOP/ECOCERT, commercialisé sous le nom de Soavokatsa et répondant aux besoins des agriculteurs pour l'amélioration de leurs sols.

En juin 2016, un Centre d'Enfouissement Technique (CET) reçoit les déchets ultimes pour lesquels il n'existe pas de solution de recyclage. Cette zone a été construite selon les normes environnementales européennes, notamment en matière de drainage et contrôle de lixiviat. Utilisant la forme naturelle d'un vallon, la première zone permet de recevoir les déchets ultimes pour une durée de 7 ans. Mais la zone pourra être étendue afin de garantir l'enfouissement de déchets pour 80 ans sur une zone qui sera ensuite à nouveau végétalisée.

LA GESTION DES DÉCHETS ET LES FIANAROIS

Cette activité a été initiée grâce au partenariat avec ISF (Ingénieurs Sans Frontière) Belgique et la grande aide du PAGDM (Projet d'Appui à la Gestion des Déchets Ménagers) pour préserver la salubrité de la ville et ainsi assurer un environnement propre et sain pour une bonne santé des habitants. FAKOFIA essaie au maximum de réduire l'enfouissement des déchets et permet ainsi de s'inscrire dans une économie circulaire à travers le recyclage et la transformation en compost.

LA GESTION DES DÉCHETS ET LES FIANAROIS (suite)

Les avantages des activités de Fakofia sont également considérables sur les plans social et économique avec la création de plus d'une centaine d'emplois pour de personnes en insertion. Ces emplois sont pérennisés par les ressources économiques issues du secteur des déchets et de l'agri-ferme. Fakofia tend ainsi à équilibrer son activité par les revenus issus du contrat avec la communauté urbaine, mais aussi de la commercialisation du compost, de la revalorisation des filières et de la vente des produits de la ferme. De plus Fakofia a mis en place un système octroyant de bonnes conditions de travail pour chaque employé en partant des EPI jusqu'aux avantages en nature comme les cantines, un suivi médical des salariés et de leur famille, l'affiliation à la CNAPS et l'accès à la caisse mutuelle TIA dédiée à la santé, aux événements familiaux et aux prêts exceptionnels. Chaque salarié est également suivi selon son parcours personnel et professionnel. Des points de parcours réguliers sont réalisés, le plus souvent tous les 3 mois. Ces points permettent au salarié de s'exprimer sur sa situation, et de trouver avec le responsable des axes de progression au sein de l'activité ou vers un autre secteur.

LES OBSTACLES MAJEURS RENCONTRES

Volet foncier : problèmes de disponibilités du terrain et lenteurs administratives

Volet financier : difficulté à ce que le centre et les activités génératrices de revenus soient rentables. En effet, le taux de collecte est inférieur à 50% et certains ménages se plaignent du manque de bacs quand d'autres refusent de payer la cotisation pour cette raison. En plus de ces problèmes, il subsiste encore des ménages qui ne jettent pas leurs déchets dans les bacs intermédiaires mais dans les canaux et les ruelles. Les animateurs travaillent étroitement avec les « Mpanadio » ou agents de collecte et les Chefs Quartier pour renforcer la sensibilisation auprès des ménages et pour trouver des formes de communication plus innovantes.

POINTS A RETENIR

- La sensibilisation dans le but d'un changement de comportement de la population sur la gestion des déchets doit être continue : avant, pendant et après le lancement d'un projet
- Les cotisations des foyers bénéficiant du service sont insuffisantes pour assurer le fonctionnement d'un CTVD : il faut créer des activités annexes pour équilibrer le volet financier et renforcer les stratégies marketing de vente des sous-produits
- Offrir de bonnes conditions de travail aux collecteurs est primordiale pour assurer la qualité du service et la pérennité du projet

FAKOTANA



Carte D'Identité du Projet

Date de début/ date de fin : Août 2017 – Août 2020

Localisation: Antananarivo, Madagascar (quartiers précaires)

Acteurs : Volontaires de Quartiers, KIFMO ou Comités locaux pour la sécurité humaine, RF2, Professionnels de santé (Médecins, Centres de santé de base, Hôpitaux, Cliniques), CUA

Montants : 597 133 euros

Financements mobilisés : AFD, Fondation SUEZ, Région Ile de France, Fondation Positive Planet

Objectifs poursuivis : Améliorer les conditions de vie des populations de plusieurs quartiers d'Antananarivo en structurant les acteurs de la chaîne de valeur des déchets recyclables, afin d'accroître leurs revenus et de les relier à des services de micro-assurance santé

HISTORIQUE

L'accroissement de la ville d'Antananarivo engendre des problèmes sociaux, sanitaires et de gestion des déchets. A Antananarivo, seuls 45% des 700 tonnes de déchets produits quotidiennement sont collectés le long des axes principaux par la SAMVA. Dans les zones non accessibles par les services de la CUA, les déchets sont abandonnés à l'air libre, déversés dans les canaux, enterrés ou brûlés. Déjà marginalisés et vivant dans des conditions d'extrême insalubrité, les populations des quartiers précaires de la capitale bénéficient rarement d'une protection sociale, évoluant pour la plupart dans le secteur informel, sans moyen pour accéder à des services de santé de base.

Le partenariat entre la CUA et Positive Planet International (PPI) a été instauré depuis plus d'une dizaine d'années, engageant les deux entités dans la mise en œuvre de projets de développement urbain. Entre 2011 et 2014, PPI et la CUA ont mis en œuvre le projet intitulé Sécurité Humaine qui vise à soutenir les communautés et les individus dans les quartiers les plus défavorisés d'Antananarivo. Le but était de contribuer à améliorer leurs conditions de vie en renforçant la sécurité personnelle, la sécurité sanitaire, la sécurité environnementale et la sécurité économique de la population cible. Le projet a également permis de développer des initiatives innovantes, notamment en matière de protection sociale. C'est dans la continuité de cette initiative que le projet « Quartiers précaires » a été développé.

DESCRIPTION DES ACTIONS MENEES

- Structuration du maillon pré-collecte des déchets: dotation de matériels et d'équipements de protection pour les RF2, renforcement de capacité des membres, accompagnement personnalisé et suivant les besoins, appui aux sensibilisations des ménages pour le changement de comportement
- Appui aux RF2 développant des activités de valorisation des déchets: formation sur les techniques de valorisation, mise en place de tri sélectif auprès des ménages producteurs des déchets, mise en place des installations et matériels nécessaires, accompagnement dans le développement de l'activité
- Création d'une mutuelle de santé afin d'offrir une couverture santé aux acteurs de déchets: prise en charge financier, accompagnement des malades, écoute, éducation à la santé, référencement et orientation

RESULTATS CHIFFRES

- 28 RF2 accompagnés techniquement et appuyés en matériels et EPI
- 2 microentreprises de valorisation de déchets (les autres sont en cours de mise en place)
- Une mutuelle de santé créée avec 759 familles adhérentes

LES OBSTACLES MAJEURS RENCONTRES

- Les textes réglementaires sont lacunaires pour les RF2 notamment sur les ressources financières. En effet, le paiement du service par les ménages demeure facultatif, rendant la structure des RF2 fragile.
- La dualité entre le district et la Commune se traduit par la non collaboration entre le Fokontany et le RF2 pour le développement des activités de cette dernière.
- Le code municipal d'hygiène de la CUA n'est pas appliqué et les habitants manquent d'éducation citoyenne.

POINTS A RETENIR

- Il est important d'octroyer un appui matériel et financier mais également un renforcement des compétences pour les RF2 afin de les motiver à effectuer leurs tâches. La mise en place de textes réglementaires sur l'adhésion des ménages au service des RF2 résoudraient également le souci de faible taux de participation de ces derniers à la cotisation.
- La sensibilisation des habitants pour mettre fin au rejet de déchets dans les ruelles et canaux doit s'accompagner d'une éducation civique au respect de chacun et de l'application des sanctions et mesures contenues dans le code de l'hygiène de la commune.

FAMAFA (Fandrindràna ny Fidiovana sy ny Fahadiovana) ou PAIU (Projet d'Assainissement Innovant en Milieu Urbain)

Carte D'Identité du Projet

Date de début/ date de fin : Mai 2013 - Octobre 2016

Localisation: Antananarivo, Madagascar (quartiers précaires)

Acteurs : CARE, WSUP, Association FIOMBONANA, CUA

Montants : 560 990 euros

Financements mobilisés : AFD

Objectifs poursuivis : Améliorer les conditions d'hygiène et d'assainissement de 11 053 ménages les plus vulnérables dans les quartiers ciblés de l'action, dont 28 186 femmes, en insistant sur la gestion des déchets solides et liquides sur l'ensemble du cycle d'assainissement et en mobilisant les ressources locales afin de garantir la mise à l'échelle et la pérennisation du système.

LA GESTION DES DECHETS PAR LES RF2

La dimension innovante du projet repose sur le recours aux RF2, structures locales de gouvernance des actions dans le domaine des ressources en eau et de l'assainissement. Elles sont promues par la CUA et sont en voie de s'étendre au sein de toute la commune urbaine. Leurs membres sont bénévoles et coordonnent les activités de collecte des déchets et de maintenance de canaux de drainage, assurés par des salariés. Des récolteurs sont ensuite engagés afin de percevoir les contributions de la population et réaliser les travaux de nettoyage. Les membres des RF2 recherchent des partenariats et mettent en place des activités de sensibilisation auprès de la population.

LES PRINCIPAUX RESULTATS DU PROJET

Résultat 1 : 16 structures locales sont mobilisées pour garantir un mécanisme d'autofinancement local de gestion intégrée des déchets de façon pérenne

- 12 structures RF2 assurent la supervision de la qualité des services d'assainissement et hygiène dispensés par les agents locaux
- 2 associations de maçons qualifiés, constructeurs des latrines familiales promues dans le cadre du projet
- 2 associations de vidangeurs professionnels, pour les services de vidange
- 3 groupements féminins mobilisés pour accroître l'adhésion des ménages au mécanisme d'autofinancement local de gestion intégrée des déchets
- 7471 ménages issus des 12 Fokontany cotisent au financement du mécanisme de gestion

Résultat 2 : 144 femmes issues de la population cible sont impliquées pour influencer les décisions relatives à l'EHA tout au long de la chaîne complète

Résultat 3 : 15 474 ménages issus de 12 Fokontany contribuent à l'opérationnalisation du cycle complet de la gestion intégrée des déchets solides

Résultat 4 : 4 160 ménages issus de 12 Fokontany contribuent à l'opérationnalisation du cycle complet de la gestion intégrée des déchets liquides

ANALYSE DES OBSTACLES IDENTIFIES

Les RF2 sont toujours confrontés à des problèmes de transparence et de déficit financière.

- ☞ Il est donc important de renforcer les compétences techniques, les compétences en gestion financière des membres mais également la mise en place d'un mode de fonctionnement recensant les postes de chacun et leurs responsabilités et les procédures de suivi de l'organisme pour éviter tout conflit interne.

La maturité de coopération entre les chefs de Fokontany et les RF2 conditionne l'efficacité du système en général et facilite le rôle que doit jouer les RF2 au niveau de leur localité. Ce qui n'est pas toujours le cas. La mésentente entre les chefs de Fokontany et les RF2 freine la mise en œuvre des activités des RF2, surtout concernant la collecte des fonds auprès des ménages. Le désaccord réside autour du problème de leadership engendré par le manque de clarté organisationnelle et de partages de responsabilités entre les deux parties.

- ☞ La répartition claire des responsabilités est également ici primordiale.

La fréquence de changement des dirigeants au niveau de la CUA affecte la continuité des acquis et des renforcements de capacité dans le cadre du projet, notamment sur le mécanisme de suivi et le positionnement des RF2, la régularisation foncière pour la mise en place du site de traitement des déchets.

- ☞ Le problème foncier, que ce soit pour un site, un dépôt ou même pour une benne à ordures requiert une révision de la législation foncière.

Le Faible taux de participation des ménages à l'opérationnalisation de gestion des déchets du à son faible pouvoir d'achat combiné à la complexité des comportements et des habitudes des gens vis-à-vis du secteur assainissement demeure également un défi.

- ☞ Le paiement de la cotisation, les mauvaises habitudes des gens pour la défécation à l'air libre, le déversement des ordures et des boues de vidange dans des canaux requièrent des sensibilisations intensives, suivies des sanctions pour l'amélioration du secteur assainissement.

FANAVOTANA par ADDEV



Carte D'Identité du Projet

Date de début/ date de fin : 2018 – en cours

Localisation: Antananarivo, Madagascar (quartiers précaires)

Acteurs : FANAINGA, FONDATION TELMA, ONG Green N'Kool, association Teach For Madagascar

Montants : 133 885 747,74 MGA

Financements mobilisés : Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL)

Objectifs poursuivis : promotion à l'emploi vert des femmes dans les 12 Fokontany de la commune Urbaine d'Antananarivo en valorisant les déchets.

HISTORIQUE

Le projet Fanavotana, littéralement "sauvetage", est l'un des projets phares d'ADDEV Madagascar en collaboration avec plusieurs Fokontany comme Ivandry I et II, Akoronrano. Dans sa deuxième phase de mise en échelle, le projet vise à mobiliser jusqu'aux 250 femmes vulnérables qui s'engagent dans la collecte et le recyclage des déchets et la vente des objets recyclés. Les membres de l'association ADDEV Madagascar et les entités volontaires d'extérieur fournissent les papiers, journaux, cartons et plastiques (p.ex. bouteilles) que ces bénéficiaires récupèrent régulièrement. Le partenaire d'entreprise EcologikMada rachète ces déchets à des fins de recyclage : un rachat qui constitue une source de revenus pour ces femmes généralement issues de milieu défavorisé.

Le partenariat d'ADDEV Madagascar avec Teach For Madagascar permet aux bénéficiaires de recevoir des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français et du malgache. C'est une formation importante dans la mesure où Fanavotana n'est pas uniquement un programme d'insertion au marché de travail et une source de revenus, mais apporte aussi un appui utile pour la vie quotidienne et la réinsertion sociale et professionnelle de ses bénéficiaires.

Quant au partenariat d'ADDEV Madagascar avec l'association Green N'Kool, il consiste à familiariser et former les bénéficiaires au concept du recyclage. Partenaire principal dans la mise en œuvre opérationnelle du projet, le Green N'Kool s'engage afin que les bénéficiaires soient formées pour devenir animatrices à leur tour, capables de sensibiliser et former leurs paires sur le recyclage. Ainsi, Green N'Kool les accompagne à la création de bacs de tri, à la récupération des déchets et à la création d'objets recyclés afin de réduire les déchets. Grâce à la réalisation et à la vente de ces produits recyclés, les bénéficiaires vulnérables peuvent ainsi avoir un supplément de revenus utile pour améliorer leur quotidien.

DESCRIPTION DE L'ACTION

Une quarantaine d'entreprises travaillent actuellement avec le programme. Les 72 femmes bénéficiaires collectent des déchets de bureau comme les déchets en verre, les déchets plastiques (bouteilles et sachets), les journaux et magazines, les papiers et bouts de papier et les cartons, auprès des entreprises partenaires. Les déchets revendables sont revendus auprès des entreprises acheteurs. Le programme offre des ateliers de formation et de renforcement de capacités des femmes bénéficiaires sur le recyclage des déchets. Ces femmes bénéficient aussi des soutiens psychosociaux à travers des formations sur le développement personnel et des partages car elles sont vulnérables.



CARTE D'IDENTITE DU PROJET

Date de début/ date de fin: 2018-en cours

Localisation: Antananarivo, , Madagascar

Acteurs: GASY MADIO

Montants: 40 000 000 MGA

Objectifs poursuivis/attendus: Collecte des déchets auprès des ménages, des entreprises, des centres commerciaux, des centres de santé, des hôtels et restaurants, etc partout à Madagascar

HISTORIQUE

Lors de sa création en 2018, Gasy Madio s'est concentrée sur l'activité de nettoyage. Puis, le volet collecte des déchets auprès d'entreprises et de ménages a été développé en raison de la complémentarité entre ces deux activités.

MANQUE DE RENTABILITE DE LA GESTION DES DECHETS

Gasy madio a commencé par la sensibilisation des entreprises et a recruté 8 commerciaux, chargés de la prospection clients. Puis, ils ont conclu des contrats avec quelques entreprises (déchets cartons, chimiques, plastiques). Quand le service de collecte a été démarré, l'entreprise a mis en place la valorisation de déchets comme le compostage des déchets organiques, la revente des cartons, la fabrication des briquettes de charbons et la transformation des plastiques en pavés autobloquants mais cela n'a pas duré longtemps à cause du manque de débouchés. La valorisation est donc aujourd'hui à l'arrêt.

La collecte des déchets ménagers a débuté en juin 2019 auprès de 400 foyers du 3ème et 5ème arrondissement. Mais, ce service a été stoppé au bout de deux mois faute de matériels de transports et de site de traitement des déchets. Lorsque Gasy Madio a arrêté ses activités, la société a construit un centre d'incinération, sis à Betsizaraina le long de la Route Nationale 2, pour les déchets chimiques et plastiques. Ce centre est encore fonctionnel à l'heure actuelle. Cependant, ce centre n'est pas en accord avec la norme ISO et la norme environnementale en vigueur à Madagascar. La lourdeur des procédures d'obtention des papiers et d'un permis environnemental ont également freiné les activités de Gasy Madio outre l'insuffisance des moyens adéquats (transport, site, ressources humaines...). Un problème interne sur la transparence au niveau de la gestion de la société a également affecté les rendements et la motivation de l'équipe.

POINTS A RETENIR

- Avoir les matériels adéquats, obtenir toute les autorisations requises et assurer de bonnes conditions de travail pour l'équipe du projet sont les bases fondamentales d'un projet déchets
- Ne pas démarrer l'activité avant d'avoir effectué une étude de faisabilité pour évaluer la rentabilité du modèle économique du projet



Carte D'Identité du Projet

Date de début/ date de fin : 2017 - en cours

Localisation: Tuléar, Madagascar

Acteurs : WHH, START APPS, Orange Fab Madagascar, P4H, Tsaradia, PAM, ONG Bel Avenir, Blue ventures, Commune Urbaine de Toliara

Financements : BMZ

Objectifs poursuivis : Aider les communautés à maintenir la propreté et lutter contre les dépôts sauvages d'ordures

HISTORIQUE

Greentsika est le fruit d'une initiative de l'ONG allemande Welthungerhilfe qui avait lancé en 2014 un grand projet d'assainissement solide sur la ville de Tuléar avec le financement de la BMZ (Coopération Allemande). Depuis 2017, Greentsika est une entreprise sociale spécialisée dans la gestion des déchets, alliant éco-responsabilité et l'utilisation des nouvelles technologies pour améliorer le quotidien de milliers de personnes grâce à ces 30 employés.

ACTIVITES, GESTION ET MODELE ECONOMIQUE

Pré-collecte de déchets

L'entreprise propose un service de pré-collecte de déchets en porte-à-porte, à l'aide d'une équipe de pré-collecteurs équipés de cyclo-poubelles. Le suivi du service au niveau de chaque pré-collecteur est assuré grâce à un système de pointage à code barre et à la localisation par GPS. Pour accéder au service, les ménages doivent s'abonner et ont le choix entre des abonnements mensuels, trimestriels, semestriels ou annuels. Cela peut varier de deux passages par semaines à des passages quotidiens. Les abonnés souscrivent à l'offre de Greentsika sur une plateforme par un service de paiement mobile. Le ménage, quant à lui, reçoit une carte de membre équipée d'un code barre. C'est grâce à celui-ci que les employés savent si le ménage est bien à jour dans le paiement de son abonnement ou pas. L'abonnement de base est à Ar 3 000, soit 0,73 euros pour 8 passages mensuels et un sac de 50kg de déchets récupéré à chaque passage.

Vente et location de matériels

Greentsika propose divers produits liés à la gestion des déchets dans le foyer, bureau, locaux, etc que ce soit des sacs poubelles, des contenants à déchets ou des packs dédiés à la propreté.

☞ Pour tous ces services, un service client joignable par téléphone et au bureau reçoit et traite les doléances et suggestions des clients. C'est un des avantages concurrentiels par rapport à tous les acteurs privés dans la gestion des déchets à Madagascar. Greentsika dessert environ 2 300 ménages (sur 32 000 ménages) dans plus de 35 Fokontany de Tuléar. Cela représente environ 6 000 habitants pour 4 à 7 tonnes de déchets évacués par jour.

POINTS A RETENIR

- Une qualité du service satisfaisante ainsi qu'une offre adaptée aux besoins des ménages en termes de fréquence de passage et de paiement rendent le service plus attractif
- Le recours à la technologie augmente le coût du service mais facilite le suivi de la performance des salariés et du paiement de l'abonnement par les clients

MADACOMPOST



Carte D'Identité du Projet

Date de début/ date de fin : 2011 - en cours

Localisation: Mahajanga, Madagascar

Acteurs : Commune Urbaine de Mahajanga, Gevalor, Fondation Goodplanet IRCOD, ENDA OI et ETC Terra

Montants : 926 000 euros

Objectifs poursuivis : Madacompost œuvre dans le support des collectivités à développer des solutions aux problématiques communes de la gestion des déchets et de l'assainissement par la création d'une activité pérenne sur les décharges municipales. L'objectif étant de traiter et éliminer les déchets en les transformant en de nouveaux

GENESE DE LA SOCIETE

Au début des années 2000 une décharge à ciel ouvert d'un hectare est installée à Mahajanga, la décharge de Mangatokana, sur laquelle plus de trois cent « informels » viennent quotidiennement chercher leur gagne-pain. Ces derniers se trouvent être dans une situation de grande précarité, faute d'accès à un revenu sécurisé et à des conditions de travail décentes, les exposant aux maladies et aux accidents. Une première unité de compostage des ordures voit le jour sur le site, en 2002, sous une forme associative (Tananamadio) en faisant appel aux informels.

En 2007, la Municipalité délègue intégralement la gestion de la décharge à la structure qui évolue en entreprise sociale Madacompost. Cette réorganisation datant de 2011 est destinée à améliorer l'efficacité et le développement de son l'activité. La société étend progressivement ses opérations à d'autres villes malgaches. L'entreprise emploie une trentaine de permanents, ainsi qu'entre 60 à 120 journaliers en fonction des besoins. Ces salariés sont en grande partie d'anciens travailleurs informels qui bénéficient de meilleures conditions de travail. Voilà un des points ayant contribué au succès et à la pérennité de l'activité.

MADACOMPOST met également à disposition son expertise en gestion de déchets et octroie diverses formations sur les techniques de valorisations possibles dans tout le pays. L'objectif étant de contribuer à la protection de l'environnement et l'embellissement du monde tout en obtenant d'autres sources de revenus pour développer la société.

GESTION DES DECHETS

- Pré-collecte des déchets pour les ménages et les professionnels de Mahajanga.
- Transformation :
 - Valorisation en compostage de la fraction organique des ordures ménagères (tri et mis en andain, arrosage et retournement, tamisage, utilisation)
 - Recyclage des sachets plastiques en matériaux de construction
 - Recyclage des fines de charbons, déchets des scieries, déchets verts, papiers et cartons en combustibles
- Gestion du dépôt final des déchets non valorisés sur la décharge
- Commercialisation des produits issus des déchets. Les gains servent à financer et pérenniser les activités de collecte et de gestion des déchets
- Gestion de service de collecte et de traitements de boues de vidange, exploitation de la station

RESULTATS CHIFFRES

- Madacompost a traité un volume de plus de 32 000 tonnes de déchets depuis sa création en 2011. La valorisation a permis d'éviter la mise en décharge de 22 500 tonnes de déchets
- La mise en fermentation contrôlée des déchets permet de récupérer des éléments riches en minéraux et matière organique mis en sacs sous forme de compost. Depuis sa création l'entreprise a produit environ 4000 tonnes de compost et 900 tonnes de biocombustible
- L'action de Madacompost a permis d'éviter le rejet dans l'atmosphère de plus de 26 000 tonnes CO₂eq. Ces réductions d'émissions sont valorisées sous le standard Verified Carbon Standard (VCS) et commercialisées sur le marché international
- Plus de 2 500 m² de briques et pavés produits : équivalent à 125 tonnes ou 22 millions de sachets éliminés

POINTS A RETENIR

- Afin que le projet soit adopté par la population, il doit se positionner comme une opportunité pour cette dernière, lui permettant d'améliorer sa condition de vie économique en créant des emplois pour les collecteurs et recycleurs informels existants
- Il faut diversifier autant que possible les sources de revenus de toute initiative/projet car la gestion des déchets n'est pas forcément rentable compte tenu du fait que le coût du service de collecte dépend forcément du pouvoir d'achat de la population, souvent assez faible
- La gestion de déchets est un sujet qui concerne toute la population et pas seulement les autorités : octroyer une formation sur les techniques de valorisation de déchets au grand public pourrait contribuer à améliorer l'assainissement à Antananarivo.

Recyclage des déchets plastiques par l'Association Mihari'soa



Carte D'Identité du Projet

Date de début/ date de fin : 2011 - en cours

Localisation: Antananarivo, Madagascar

Acteurs : Association MIHARI-SOA, Fondation TANY MEVA, Commune Urbaine Anosizato, Union Européenne

Montants : 60 000 euros + 30 000 000 MGA

Financements : Union Européenne, Fondation TANY MEVA

Objectifs poursuivis : Recyclage des déchets plastiques, Création d'emploi pour les jeunes et les femmes, Changement de comportement sur la gestion des déchets

HISTORIQUE ET DESCRIPTION DU MODELE

Les fondateurs du projet ont participé au concours annuel projet innovant relatif à la protection de l'environnement organisé par la Fondation Tany Meva de 2009 à 2011 et ont toujours été les lauréats. En 2011, une unité de tri à la source est créée à Anosizato en collaboration avec les RF2 et la commune urbaine. Des bacs en durs et en métal ont été installés pour permettre le tri: déchets organiques, déchets plastiques, autres. Des sensibilisations par foyers, via des affiches, des spots radios et à la télévision ont été réalisées afin d'inciter les gens à trier leurs déchets qui seront achetés par l'association à 150AR/kg. Cependant, le tri a été abandonnée à cause du vol et destruction des bacs et au non-paiement de la cotisation au RF2. L'association achète désormais les déchets plastiques aux familles de trieurs sur les décharges au même prix de 150AR/kg ou les reçoit gratuitement de certaines entreprises. En période pluvieuse, le terrain fourni par la commune à Anosizato est inondé et ne permet pas le stockage des déchets plastiques. Grâce à la subvention reçue du Programme DINIKA (UE), un nouveau centre a été créé à Ambohidratrimo avec des infrastructures et matériels modernes permettant une plus grande production de pavés. Depuis l'Association continue son activité mais la rentabilité varie en fonction des débouchés qui sont occasionnels.

RESULTATS CHIFFRES

- 100 foyers vivent de la vente des plastiques à l'association
- En 2014, 2000 m2 de pavés ont été produits, au lieu des 1000m2 prévus

OBSTACLES ET PROBLEMES RENCONTRES

Les membres du RF2 sont démotivés car la population ne paie pas pour le service Par ailleurs, le vandalisme des infrastructures de collecte a contraint l'équipe d'arrêter l'activité de tri. Même si l'activité est toujours en cours, les gestionnaires du projet peinent à couvrir les charges de fonctionnement une fois que les fonds de démarrage obtenu auprès des bailleurs sont épuisés.

POINTS A RETENIR

- Toute initiative est vaine tant que la population conserve ses mauvaises habitudes et n'accepte pas sa part de responsabilités dans le circuit de la gestion des déchets
- La sensibilisation, même continue, doit être accompagnée de mesure de sécurité et de sanction
- La vente de produits issus de la valorisation des déchets est encore peu rentable à Madagascar pour plusieurs raisons : le produit n'est pas une nécessité pour la population et beaucoup d'alternatives existent déjà, dont le prix est davantage adapté au pouvoir d'achat des ménages

Projet Assainissement Solide et Sécurité Alimentaire à Toliara



Carte D'Identité du Projet

Date de début/ date de fin : Phase 1 : Août 2014 à Décembre 2017, Phase 2 : Mai 2018 – Décembre 2020

Localisation: Toliara, Madagascar

Acteurs : WHH, Commune Urbaine Toliara, Madacompost

Montants : 400 000 euros pour la phase 1 (financement BMZ)

Objectifs poursuivis : Phase 1 : Renforcer la résilience de la population face aux catastrophes naturelles en améliorant les conditions de vie et augmenter la capacité de production, Phase 2 : Renforcer le partenariat avec la CUT afin d'améliorer le système de gestion des déchets solide et faire en sorte qu'il devienne progressivement autonome

HISTORIQUE

L'extrême pauvreté à cause des catastrophes naturelles, la malnutrition dû à une production agricole insuffisante et la mauvaise condition d'hygiène venant d'un manque d'infrastructures sanitaires de base et de sites de décharge sont les problématiques auxquelles la ville de Tuléar fait face. Sur la base de ce constat, la ville s'est lancée dans un vaste programme en partenariat avec l'ONG allemande Welthungerhilfe (WHH). Depuis août 2014, WHH a initié le projet d'appui à l'assainissement solide et à la sécurité alimentaire de Tuléar (Passat). Il porte sur quatre domaines d'activité dont l'agriculture, le génie rural, l'adduction d'eau et la gestion des déchets. Des actions ont ainsi été entreprises, telles que la promotion et le développement de la culture maraîchère, le reboisement d'arbres fruitiers et forestiers et l'appui à l'adduction d'eau potable. L'initiative majeure du programme concerne cependant la mise en place d'un mécanisme pérenne de gestion de déchets solides impliquant toutes les parties prenantes par délégation de service public.

Le projet PASSAT 2 est un nouveau projet orienté vers la pérennisation du système mis en place à travers la phase 1. Parmi les défis de ce nouveau projet, il y a l'augmentation de la capacité de collecte journalière des déchets à plus de 70 tonnes contre les 40 tonnes actuellement en passant par un déploiement d'un nombre plus important de bennes à ordures (de 35 à 45 bennes). En outre, des investigations et plaidoyers seront menées afin de trouver de nouvelles pistes pour financer la gestion des déchets. Par ailleurs, de nouvelles entreprises sociales basées sur la récupération et le recyclage de déchets devraient voir le jour prochainement aux côtés des 3 entreprises déjà créées dans le cadre du projet PASSAT. Cela devrait permettre la création d'emplois supplémentaires, qui viendront s'ajouter aux 150 déjà créés ces trois dernières années.

ACTIVITES MISES EN PLACE

Pour atteindre son objectif, le projet PASSAT a mis en place un Plan d'Assainissement Solide avec la commune ainsi qu'un plan de renforcement des compétences de cette dernière afin qu'elle soit capable d'assurer la pérennité de l'activité de gestion des déchets à la fin du projet. Par ailleurs, un système de tri et de revalorisation des déchets a été conçu et des campagnes de sensibilisation sur l'élimination des déchets et la préservation de l'environnement ont été menées, à travers la projection de film dans les écoles, des publications sur les réseaux sociaux, dans les émissions radios et dans les journaux.

RESULTATS OBTENUS EN PHASE 1

- Construction d'un Centre de Stockage et de Valorisation des Déchets à Belalanda, pouvant recevoir 40 à 80 tonnes par jour.
- Réhabilitation de l'ancien dépotage sauvage de déchets à Tsongobory
- Mise en place de système de collecte de déchets TOLIARA MALIO SOA à travers la société Greentsika. Une entreprise sociale nommée Green tocco spécialisée dans la transformation papier et la création de bijoux à partir de matériaux recyclés a vu le jour.
- Construction d'un site de bio méthanisation au niveau du marché central SCAMA de 15m³ et traitant 150Kg de déchets/jour. Le biogaz obtenu a permis d'ouvrir une cantine nommée « Bioresto ».
- Coopération étroite avec les ministères, les conseils municipaux et d'autres parties prenantes à travers la mise en œuvre de programmes d'échanges sectoriels et de forums d'apprentissage inter-villes assure un impact positif sur les systèmes et cadres de gestion des déchets à Madagascar

CONTRAINTES OBSERVEES

- Problème au niveau du parc roulant : seuls 3 camions sont opérationnels à ce jour. Lorsque les camions tombent en panne, il faut importer les pièces de rechanges, ce qui prend beaucoup de temps mais il est également difficile de trouver un mécanicien à Tuléar
- Il est difficile de collaborer avec les membres de la commune à cause du manque de coordination et d'organisation mais également en raison de l'instabilité politique au pays
- Il y a trop de sable sur le site et la recherche de moyen de le réduire est actuellement en cours car cela réduit la durée de vie du CSVD (estimée à 20 ans)

POINTS A RETENIR

- **Le choix des canaux de communication lors des campagnes de sensibilisation doit être adapté à la culture et l'âge de la cible afin que le message véhiculé soit assimilé**
- **Les formations et accompagnement pour renforcer les compétences locales (technique, gestion,...) doivent viser l'autonomie de la structure à l'issue du projet. Les membres de la structure doivent donc être sélectionnés en fonction de leur volonté de s'engager à long terme**
- **Tout projet de gestion communautaire de déchets requiert l'implication des organismes publics et étatiques sur les lieux. Il faudrait donc trouver un moyen afin que les changements au niveau du bureau de la commune n'impacte pas la continuité du projet**
 - **Il est certes plus faciles de travailler avec du matériels sophistiqué mais afin de limiter les inconvénients par rapport à l'absence de pièces de rechanges au pays, il serait mieux d'utiliser du matériel local.**

SA.FA.MA (Sampana fanadiovana maharitra) - Service d'assainissement durable) sur la commune de Maevatanana



Carte D'Identité du Projet

Date de début/ date de fin : 2017 – en cours

Localisation: Maevatanana, Madagascar (quartiers précaires)

Acteurs : SA.FA.MA et la Commune Urbaine

Financements : PPEJ (Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes)

Objectifs poursuivis : Assainir plus de 300 foyers

HISTORIQUE

Créé en 2017, SA.FA.MA répond au besoin de chaque ménage par la pré-collecte des déchets et cela pour une durée de 10 ans. La commune urbaine de Maevatanana effectue des collectes quotidiennes sur les rues principales alors que SA.FA.MA entre dans les ruelles et collecte les déchets ménagers des ménages de ces zones, en porte à porte. Le service est financé par les ménages et coûte 500 ariary (par ramassage) pour un total de 2 000 ariary par mois. SA.FA.MA dispose de 4 collaborateurs pour le ramassage, 1 collaborateur pour l'incinération des déchets et 1 régisseur. Tous les déchets collectés sont brûlés sur site par le responsable du brûlage. A part la collecte, l'association fait aussi d'autres activités comme le balayage des cours des ménages ou des entreprises, curage des canaux, etc.

Une réunion mensuelle est tenue avec la Commune Urbaine qui appuie SA.FA.MA en leur octroyant 2 charriots pour le collecte de déchets et en réalisant des sensibilisations bien qu'aucune convention n'ait été signée à ce jour. Depuis leur création et malgré certaines difficultés telles que la difficulté de faire changer les mentalités des populations ou encore, la difficulté pour trouver des employés en saison des pluies (qui correspond à la saison de recherche d'or), SA.FA.MA a constaté que le projet est bien accueilli par la population et de plus en plus de foyer sont convaincus que le service que l'association offre réduit l'insalubrité et assainit l'environnement. En 2017, SA.FA.MA a recyclé les déchets plastiques en pavés autobloquants, et les déchets organiques en composts.

A l'heure actuelle, SA.FA.MA collecte les déchets auprès d'environ 600 ménages, répartis dans les 6 Fokontany de la Commune urbaine de Maevatanana, ainsi qu'auprès de 3 entreprises locales (gare routière, CNAPS et l'ONN). La quantité des déchets collectés par jour est d'environ 1 tonne. En moyenne 4 ménages par mois adhèrent au service de pré-collecte. La prospection clientèle est assurée par le régisseur, qui va avec les agents collecteurs durant leur tournée et cherche de nouveaux clients.

PROBLEMES RENCONTRES

En 2017, l'association a recyclé des déchets plastiques en pavés autobloquants et des déchets organiques en composts mais qu'il n'y avait pas de débouché, ce qui a engendré l'arrêt de ces deux activités. Les agents collecteurs travaillent dur mais ne gagnent pourtant pas beaucoup : l'association a rencontré des problèmes financiers et ne pouvait pas augmenter leurs salaires. A cause de cela, les agents collecteurs changent souvent et il y a même des moments où le service s'arrête en attendant que de nouvelles personnes soient recrutées.

Projet Association TAFITA (Tanjona Fivoaran'ny Tanora)



Carte D'Identité du Projet

Date de début/ date de fin : 2016 – en cours

Localisation: Antananarivo, Madagascar

Acteurs : Association TAFITA, Commune Rurale Ambohimambola

Financements : Union Européenne

Objectifs poursuivis : Phase 1 : Renforcer la résilience de la population face aux catastrophes naturelles en améliorant les conditions de vie et augmenter la capacité de production, Phase 2 : Renforcer le partenariat avec la CUT afin d'améliorer le système de gestion des déchets solide et faire en sorte qu'il devienne progressivement autonome

HISTORIQUE

La station de collecte et de traitement de déchets d'Ambohimambola est sous la direction de l'Association TAFITA. Ayant une capacité de traitement de 980 tonnes de déchets par an, sa construction a débuté en septembre 2016 par le biais du financement de l'Union Européenne à travers le programme DINIKA. La dernière construction a été achevée en janvier 2017 et la station a commencé à être exploitée le mois suivant. L'inauguration officielle a été réalisée en mai 2017 en présence de toutes les parties prenantes du projet telles que les représentants de l'UE, du projet DINIKA, de l'autorité locale dirigés par le Maire de la Commune d'implantation et quelques membres de l'association TAFITA conduits par sa présidente. Le slogan de l'unité est : « AMBOHIMANAMBOLA MADIO NO TANJONA KA TADIDIO ». Cela signifie en français « souviens toi, notre objectif est la propreté d'Ambohimambola ».

DESCRIPTION DES ACTIVITES

- Appui et Accompagnement des femmes durant les activités (Collecte, formation, ventes des produits recyclés), soutien psychosocial, validation des femmes bénéficiaires du programme
 - Mise en place d'un système :
 - de pré-collecte porte à porte (le fonctionnement de ces activités se repose sur la participation des ménages par le paiement de la redevance par rapport aux services de collecte)
 - de traitement (compostage, recyclage des plastiques, recyclage des papiers)
 - et de valorisation (carton, feuillard, palette bois aggro, pile et petits matériels électroniques)
 - Campagne d'IEC pour le changement de comportement de la communauté et des enfants dans quelques écoles dans le domaine de propreté et d'hygiène.
- ☞ La collecte des déchets en porte à porte s'effectue auprès de centaines de ménages dans les Fokontany d'Ambohimambola Gara et d'Ampahimanga. La mise en place du système de collecte a permis une amélioration du panorama par le nettoyage général et la suppression des dépôts sauvages.

PROBLEMES RENCONTRES

Depuis le début du projet, l'association a rencontré des problèmes financiers. Dans l'étude de faisabilité menée avant la mise en place du projet, il avait été considéré que la redevance sur les ordures ménagères ou ROM serait versée par la Commune à l'association TAFITA. Or, ceci n'est pas appliquée en pratique. Les calculs sur le fonctionnement des activités de l'association faits dans l'étude ont donc été totalement biaisés, ce qui provoque aujourd'hui des problèmes financiers, notamment en termes de rentabilité.

Par ailleurs, un autre problème rencontré par l'association est celui de la diminution progressive des ménages abonnés au service. En 2016, quand le service a été lancé, le nombre d'adhérents au service était de 600 mais on ne compte aujourd'hui plus qu'une centaine d'abonnés. La cause de cette diminution est que certains ménages ne payent pas le tarif mensuel du service qui est 500Ar/mois ou 1000Ar/mois selon la quantité collectée. L'association, face à cette situation, a décidé de ne plus collecter les déchets des ménages ne paient pas le tarif du service. Enfin non seulement le nombre d'abonnés a diminué mais le nombre d'agents collecteurs a également réduit : de 9 auparavant, on est passé à 3 car les recettes n'étaient pas assez suffisantes pour payer leurs salaires.

En ce qui concerne le recyclage des déchets, il n'y a que le compostage qui fonctionne mais il n'y a pas de débouché à cause de l'existence des concurrents qui vendent leurs produits à bas prix.

UN NOUVEAU PROJET POUR APPUYER L'ASSOCIATION TAFITA EST EN COURS

L'association TAFITA est actuellement appuyée par Experts Solidaires en partenariat avec la Commune Ambohimambola et ARAFA Sarl dans le projet Assainissement du centre de la Commune Ambohimambola. Les financements du projet sont en cours de mobilisation. La durée du projet serait de 3 ans (2019 à 2021).

Ce projet vise à permettre l'amélioration des conditions sanitaires des habitants d'une commune périphérique d'Antananarivo par la mise en place d'un service communal de collecte, tri et évacuation des déchets solides. En partant d'un service existant mais aujourd'hui défaillant, le but est d'appuyer la mairie à mettre en place les conditions institutionnelles, techniques et financières nécessaires à la l'installation d'un service durable, dont les modalités pourront être répliquées dans d'autres communes similaires.

Les activités développées dans ce projet incluent le renforcement des capacités de la mairie et de l'opérateur associatif délégué, l'association TAFITA, l'aménagement d'une station de transfert et d'un CET (Centre d'Enfouissement Technique) couplé d'une station de compostage, l'amélioration du tri et de la valorisation. Ce projet repose sur 4 acteurs:

- Experts-Solidaires en tant qu'assistant à la maîtrise d'ouvrage
- La commune d'Ambohimambola en tant que maître d'ouvrage local
- L'association TAFITA en tant qu'opérateur
- Le bureau d'étude Arafa en tant qu'assistant technique, coordinateur des acteurs locaux.

Les résultats directs attendus du projet sont :

- Les capacités de maîtrise d'ouvrage communale d'Ambohimambola sont renforcées
- Les acteurs de la filière sont fonctionnels
- L'acteur de la pré-collecte, TAFITA, est formé et assure la pré-collecte et la gestion des déchets
- Les habitants sont mobilisés avec 100% des habitants sensibilisés à la bonne gestion et à la réduction de leurs déchets